



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) et PROPACOM Extension Ouest

Rapport de revue à mi-parcours et rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 2-20 mai 2016

Date du document: 27/06/2016

No. du Projet: 1100001589/1100001590

No. du rapport: 4108-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	2
C. État d'avancement de l'exécution du projet	22
D. Gestion fiduciaire	24
E. Durabilité	30
F. Autres aspects	32
G. Conclusion	35

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	37
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	43
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	49
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	57
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	81
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 30/04/16	85
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	87

Sigles et acronymes

ADDR	Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration
AFD	Agence Française de Développement
AM	Aide-mémoire
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANO	Avis de Non Objection
ANOPACI	Association Nationale des Organisations Agricoles de Côte d'Ivoire
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
BAD	Banque Africaine de Développement
BCA	bœuf de culture attelée
BFGD	Bureau de Formation Crédit pour le Développement
BNEDT	Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement
BNI	Banque Nationale d'Investissement
BVP	Bureau de Vente des Produits Agricoles
CAFM	Chargé Administratif, Financier et Marchés
CCR	Cadre de Concertation Régional
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CD	Compte désigné
CFS	Division des Finances du FIDA
CIDR	Centre International de Développement Rural
CIRES	Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNRA	Centre National de Recherche Agricole
CODERIZ	Coopérative Départementale des Riziculteurs
CODINORM	Côte d'Ivoire Normalisation
COJO	Commission d'Ouverture et de Jugement des Offres
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
COSOP	Country Strategic Opportunities Paper (document de stratégie du FIDA)
COWONA	Coopérative de Wognon de Napie
CPA	Chargé de Production Agricole
CRC	Cadre Régional de Concertation
CRSP	Comité Régional de Sélection des Projets
CSE	Chargé de Suivi Evaluation
CTC	Chargé de Transformation et Commercialisation
CVA	Comité Villageois d'Alphabétisation
CVC	Comité Villageois de Commercialisation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DANO	Demande d'Avis de Non Objection
DAPF	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine

DCP	Document de Conception de Projet
DEP	Direction de l'Evaluation et des Projets
DDP	Direction de la Dette Publique
DGPPS	Direction Générale de la Planification, de la Programmation, du Contrôle des Projets et des Statistiques
DGPSA	Directeur Général de la Production et de la Sécurité Alimentaire
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DID	Développement International Desjardins
DMP	Direction des Marchés Publics
DOPA	Direction des Organisations Professionnelles Agricoles
DPD	Demande de Paiement Direct
DPPF	Direction de la Programmation, de la Planification et du Financement
DRA/DDA	Direction Régionale/Départementale de l'Agriculture
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
DSF	Debt Sustainability Framework
DTS	Droit de Tirage Spécial
ECD	Etat Certifié de Dépenses
ESOP	Entreprise de Services aux Organisations Paysannes
FADCI	Filières Agricoles Durables en Côte d'Ivoire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FDR	Fonds de roulement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GaG	Goutte à goutte
IF	Institutions Financières
INADES	Institut Africain pour le Développement Economique et Social
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MP	Microprojet
MPMB	Ministère auprès du Premier Ministre chargé du Budget
MPMEF	Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances
OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACIL	Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales
PAFA	Projet du FIDA au Sénégal (appui aux filières agricoles)
PARICS	Programme d'Appui au Renforcement de l'Inclusion et de la Cohésion Sociales
PARFACI	Programme d'Appui de la Relance des Filières Agricoles en Côte d'Ivoire
PDP	Profil de décaissement de projet
PDRZ	Projet de Développement Rural du Zanzan

PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPMS	Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes
PRAREP	Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté
PROPACOM	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PSC	Procédure Simplifiée de demande de Cotation
PSL	Procédure Simplifiée à compétition Limitée
PSR	Project Status Report
PSO	Procédure Simplifiée à compétition Ouverte
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-Verbal
RCMEC	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
RMP	Revue à Mi-Parcours
RONGEAD	Réseau Non-Gouvernemental Européen sur l'Agroalimentaire, le Commerce, l'Environnement et le Développement
ROPPA	Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest
RPM	Responsable Passation des Marchés
RSE	Responsable Suivi Evaluation
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SFR	Système de Finance Rurale
SIM	Systèmes d'Informations sur les Marchés
SNDR	Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture
SOE	Statement of expenditure
SSE	Système de Suivi Evaluation
STD	Services Techniques Déconcentrés
SYGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes de Référence
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine
UCP	Unité de Coordination du Projet
UMTTS	Unités Mobiles de Triage et de Traitement de Semences
UNACOOPEC	Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
UNOPS	United Nations Office for Project Services
USD	Dollar des États Unis
WAAPP	West Africa Agricultural Productivity Program

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe composée du Gouvernement ivoirien et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est déroulée en Côte d'Ivoire du 2 au 20 mai 2016 dans le cadre de la Revue à Mi-Parcours (RMP) du Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM). Cette mission avait pour objectif général d'examiner le niveau de réalisation des objectifs du projet depuis son démarrage effectif en février 2013, d'apprécier la pertinence des approches et des stratégies, de mesurer le degré d'atteinte des effets et impacts sur les groupes-cibles à moyen terme, de réexaminer les hypothèses de base et les facteurs de risque identifiés lors de la conception, et le cas échéant, d'apporter les réajustements nécessaires.
2. De manière spécifique, la mission de RMP devait: (i) apprécier l'état d'avancement de l'exécution du projet; (ii) faire ressortir les résultats de la mise en œuvre du projet au cours des trois années d'exécution; (iii) fournir des informations sur les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs du projet en termes d'effets et d'impact par rapport aux indicateurs préfixés, (iv) faire ressortir les contraintes et les leçons apprises pour déboucher sur des recommandations de nature à mieux garantir l'atteinte des résultats attendus à la fin du projet; (v) évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la durabilité.
3. Sur la base des objectifs ci-dessus, la mission de RMP du PROPACOM a eu plusieurs séances de travail avec l'Unité de Coordination du Projet (UCP) pour passer en revue l'état d'exécution globale du projet au regard des indicateurs préfixés ainsi que les activités prévues dans les PTBA 2016. Plus particulièrement, les discussions ont porté sur: i) l'état d'avancement du PTBA 2016 du PROPACOM; ii) la qualité de la gestion administrative et comptable des projets du FIDA; iii) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision datant de décembre 2015; et iv) les difficultés et les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre du projet PROPACOM.
4. La mission a effectué des visites de terrain, qui ont couvert les zones de Bondoukou, Bouna, Korhogo, Ferkessédougou, Boundiali et Bouaké. Au cours de ses visites, elle a tenu des séances de travail avec les représentants des services techniques déconcentrés (STD), des organisations de producteurs agricoles (OPA), des prestataires de service de structuration et d'appui-conseil et passé en revue l'état d'avancement des microprojets.
5. Au niveau institutionnel, la mission a également participé à une réunion du Comité ad hoc d'appui à l'UCP du PROPACOM à Bouaké le 11 mai 2016 sous la présidence du Directeur Général de la Planification, de la Programmation, du Contrôle des Projets et des Statistiques (DGPPS) du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). Cette réunion visait à échanger avec les parties prenantes de l'exécution du PROPACOM sur des questions importantes liées au projet (état d'exécution, analyse de l'approche microprojet et du mécanisme de financement etc.). Elle a également tenu une réunion avec le Directeur Régional des Marchés Publics (DRMP) de Bouaké pour passer en revue l'état des demandes de résiliation des contrats des adjudicataires non-performants et examiner les voies et moyens pour terminer les activités ainsi affectées.
6. De retour à Abidjan, la mission s'est entretenue avec l'Agence Comptable de la Dette Publique, une équipe du Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement (BNEDT) et de l'Office de National de Développement Rizicole (ONDR). Au terme de la mission, il a été organisé le 20 mai 2016, sous la présidence du Directeur Général de la Production et de la Sécurité Alimentaire (DGPSA), une réunion de restitution de l'Aide-mémoire (AM) qui fait le point des résultats de la RMP.
7. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil et le soutien dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

¹ La mission était composée de: (i) M. Abdoul Wahab BARRY, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) Mme Sylvie MARZIN, Conseillère en gestion de portefeuille en Afrique de l'Ouest et du Centre au FIDA, (iii) M. Cheikh Tidiane SARR, Chef de mission technique et Spécialiste en production agricole et génie rural, (iv) Mme Odile SARASSORO, Point Focal du FIDA en Côte d'Ivoire et Spécialiste des aspects institutionnels, (v) M. Michel M. KOUDA, Spécialiste en production agricole et en adaptation au changement climatique, (vi) M. Amadou Oury DIALLO, Spécialiste en organisations paysannes, (vii) Mlle Maelle PELTIER, Experte en environnement et changement climatique au FIDA, (viii) M. Moulaye Idrissa TERA, Expert en gestion fiduciaire et développement institutionnel et organisationnel, (ix) M. Moussa Georges SARR, Spécialiste en gestion fiduciaire, (x) M. Mathieu FAUJAS, Spécialiste en commercialisation et transformation, (xi) M. Cédric BOULAN, Spécialiste en suivi-évaluation. Le Gouvernement ivoirien était représenté par: (a) M. Bi Djo IRIE, Conseiller Technique auprès du DEP du MINADER, b) M. Yassongui SILUE, Chargé d'Etudes à la DEP du MINADER.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

8. L'Accord de financement du PROPACOM a été signé le 16/03/2012 suivi par une cérémonie officielle de lancement le 15/12/2012 à Bouaké.
9. Le projet comporte deux composantes techniques et une composante coordination.
 - La composante 1: **Amélioration de l'offre de produits agricoles** a pour objectif l'augmentation de la productivité et de la production agricole, notamment le maïs et le riz à travers: (i) l'accès des petits producteurs aux facteurs de production (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires), (ii) la mécanisation des travaux agricoles et (iii) l'assistance du conseil agricole. Il est prévu également des travaux de réhabilitation et d'aménagement de bas-fonds pour la culture du riz et de périmètres maraîchers.
 - La composante 2: **Valorisation et mise en marché** vise à une meilleure structuration et autonomisation des OPA. A cet effet, les appuis du projet porteront sur la mise en place des infrastructures marchandes, de transformation et de commercialisation. Il appuiera la professionnalisation des OPA, ce qui comprend: i) l'animation et la facilitation de proximité des OPA; ii) la formation des membres des OPA; iii) le renforcement des structures faîtières des groupements et des coopératives de base.
 - La composante 3: **Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs** sera assurée par une unité commune aux deux projets (PROPACOM et PROPACOM extension Ouest). L'UCP comprendra un dispositif à deux niveaux: une coordination générale basée à Bouaké qui est chargée de la conduite des actions transversales du programme (gestion fiduciaire globale, suivi-évaluation général, relation avec le Gouvernement et les bailleurs de fonds du projet, etc.) et les antennes régionales qui sont responsables de la gestion opérationnelle du programme. Le siège de l'UCP est basé à Bouaké en raison de sa position centrale par rapport à la zone programme PROPACOM et les antennes régionales à Korhogo, Bondoukou, Bouaké (pour le PROPACOM) et Man et Séguéla (pour le PROPACOM Ouest).
10. Dans la zone d'intervention, le projet cible 25 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué, riz inondé, maïs et cultures maraîchères.
11. La stratégie de mise en œuvre du projet est basée sur les demandes formulées par les OPA qui sont traduites ensuite en microprojets. A ce titre, le projet prévoit de financer 115 microprojets portant sur les activités de production et de commercialisation des spéculations cibles.
12. Le PROPACOM en est au début de sa cinquième année de mise en œuvre (en partant de la date de signature). L'achèvement des nombreux travaux prévus en 2016 va permettre d'accroître significativement le nombre d'indicateurs renseignés. Les résultats suivants sont notés: au total 10 682 exploitations familiales ont touchées par le projet sur un objectif de 25 000, soit 43%, 684,5 hectares de périmètres rizicoles ont été réhabilités sur 2 400 prévus, soit 28%, 12 kilomètres de pistes sur 60 ont été réalisées, soit 20%, ainsi que 3 infrastructures de stockage sur 27, soit 11%. En ce qui concerne les interventions sur la filière maïs et riz (spécifiquement semences de riz), les objectifs du projet sont d'ores et déjà atteints et même dépassés avec la production de 250 tonnes de semences de riz au lieu des 45 prévues et la distribution de 10 265 kilos de semences maïs de base au lieu de 750 et de 96 000 kilos de semence de maïs R1 au lieu de 100 000 kilos. L'effet recherché d'accroître les rendements du maïs produits par les bénéficiaires du projet d'au moins 30% est atteint avec un accroissement effectif de 33%.
13. Le taux de réalisation physique global depuis le début de l'exécution du projet est de 37,28% avec des taux par composantes de 43% pour la composante «amélioration de l'offre de produits agricoles», 10% pour la composante «valorisation et mise en marché», et 64% pour la «coordination et la gestion». Ces taux révèlent que les réalisations physiques sont nettement en deçà des résultats escomptés. Toutefois, ces résultats devraient favorablement évoluer en 2016 avec l'achèvement des réalisations prévues dans de nombreux microprojets initiés depuis 2013 et 2014. Ce sont surtout les travaux de réhabilitation ou d'aménagements hydro-agricoles destinés à la production rizicole ou maraîchère qui connaissent les plus grands retards.
14. Le taux d'exécution physique du PTBA de cette année est, au 30 avril 2016, de 17,4%. Cependant, ce taux devrait atteindre un niveau élevé dans la mesure où des travaux et des fournitures d'équipement prévus dans les microprojets initiés en 2013 et 2014 devraient être achevés

après avoir connu des retards successifs (délais de passation des marchés, d'exécution des prestations...).

15. **Cohérence et pertinence.** Le PROPACOM est cohérent avec les documents de politiques et les stratégies sectorielles (programme 2 du PNIA, SNDR, Stratégie nationale de développement des cultures vivrières autres que le riz) et il est reconnu qu'il peut contribuer significativement, à l'échelle des zones d'interventions, à l'amélioration des conditions de production et à la valorisation des produits dans les filières riz et maïs qui sont considérées comme prioritaires et stratégiques du point de vue de la souveraineté alimentaire. En ce qui concerne la filière maraîchère, celle-ci demeure une porte d'entrée privilégiée pour intervenir en faveur des femmes et des jeunes. Le PROPACOM s'inscrit également dans les objectifs du RB-COSOP.

16. Pour l'ensemble de ces filières, l'appui à la structuration des OP, leur accompagnement vers le modèle coopératif et leur renforcement des capacités, par l'alphabétisation notamment, est une véritable priorité au regard des niveaux d'organisations actuels, des attentes et des besoins des producteurs agricoles pour qu'ils puissent faire face à un marché de plus en plus complexe et intégré au niveau sous régional.

17. L'approche «microprojets» retenue pour la mise en œuvre du PROPACOM demeure pertinente dans son principe de responsabilisation des OP en tant que porteurs de projet et d'implication des autorités locales dans le choix des priorités d'investissements sur les filières soutenues par le PROPACOM. Elle est également intéressante dans la mesure où elle permet d'accompagner les OP sur l'ensemble des maillons d'une filière et de travailler, le cas échéant, sur des chaînes de valeurs spécifiques et sur des montages public / privé. Couplée avec l'approche «faire faire» pour la mise en place des appuis techniques, cette souplesse permet de s'engager dans des approches innovantes et de répondre au mieux aux spécificités des partenaires et des bénéficiaires.

18. **En matière d'efficacité,** le PROPACOM a un niveau d'exécution physique relativement bas mais en progression. Le retard pris dans l'exécution du projet s'explique par des raisons internes liées à des dysfonctionnements organisationnels et à des carences au sein de l'équipe projet qui sont en passe d'être résolus avec le renouvellement d'une bonne partie du personnel. Les procédures et le dispositif de passation de marchés et des défaillances des entreprises et prestataires recrutés pour réaliser ou contrôler les chantiers d'aménagement et de construction ont eu des impacts négatifs sur la mise en œuvre des activités. En conséquence, on peut déjà considérer que certains résultats du projet pourront difficilement être atteints même si l'année 2016 devrait connaître un accroissement très significatif du taux des réalisations physiques avec l'achèvement de nombreux travaux. La mission a recommandé que certains objectifs soient revus à la baisse dans le cadre de la révision du PTBA de 2016 et l'élaboration du PTBA de clôture couvrant 15 mois entre 2017 et le premier trimestre de 2018. Au contraire, d'autres objectifs, comme les appuis à la filière maïs, pourront faire l'objet d'une hausse au vu de leurs résultats encourageants.

19. Le niveau d'exécution des microprojets ne permet pas d'établir une évaluation générale de l'efficacité du projet, mais on peut toutefois noter le bilan positif des interventions sur la filière maïs qui n'était pas soumise comme les filières riz et maraîchage à la réalisation préalable d'aménagements. Les objectifs d'emblavement et de production de semences notamment ont largement été dépassés et les reconstitutions des dotations «intrants», bien, qu'inégales d'une OP à l'autre, sont en bonne voie dans un contexte marqué, par ailleurs, par les aléas climatiques. L'accès à du matériel végétal amélioré, aux intrants et aux formations techniques a été particulièrement apprécié par les bénéficiaires.

20. On peut toutefois noter que la capacité du projet à répondre aux besoins des bénéficiaires, dans toutes les filières, aurait été accrue s'ils avaient été davantage accompagnés dans la formulation des microprojets afin d'inscrire les activités demandées dans une réflexion plus globale sur les objectifs et stratégies de l'OP et sur l'intégration de ces activités avec les autres productions de ses membres.

21. **Effets et impacts.** La mission regrette que l'auto-évaluation pour mesurer les effets du projet n'ait pas été réalisée avant la RMP car aucun élément n'est actuellement disponible pour mesurer les effets en dehors du nombre d'exploitations agricoles touchées par le projet et d'un indicateur sur le taux d'accroissement du rendement du maïs. L'évaluation d'impact SYGRI à mi-parcours a été conduite récemment et seul un rapport provisoire est actuellement disponible. Néanmoins, certains effets du projet ont pu être appréciés sur la base de discussions avec les OP et avec les partenaires

et prestataires qui ont été rencontrés par la mission. La mission a recommandé que cette analyse soit menée de manière plus exhaustive dès que le rapport définitif sera disponible et qu'en tout état de cause des dispositions soient prises pour que des données quantitatives et qualitatives SYGRI soient disponibles avant la future mission d'achèvement du projet.

22. La révision du cadre logique proposée par la mission (à amorcer dès cette année ou début 2017 au plus tard) sera l'occasion de reprendre les indicateurs en les réorganisant pour mieux distinguer les niveaux produits et effets. A cette occasion une attention particulière sera apportée à la désagrégation par genre et par classe d'âge dès lors que ce sera possible et pertinent en termes d'évaluation. Un appui technique à l'équipe du projet doit être envisagé pour mener à bien ce travail.

23. **Accélération de la mise en œuvre.** Le projet, au vu des importants retards constatés dans le domaine des aménagements qui sont un préalable important pour l'atteinte des objectifs de développement, doit faire un choix stratégique en termes de mise en œuvre. La mission a par conséquent recommandé de faire appel aux compétences et à l'expérience du BNETD. La rencontre organisée avec ce bureau, la DGPPS, l'UCP et la mission, a permis de constater la disponibilité de ce bureau à signer une convention globale avec le PROPACOM pour que tous les aménagements restants y compris les études préalables, et le contrôle des travaux soient rassemblés en un seul package à confier au BNETD.

24. Etant donné les courts délais restants avant la fin du projet et le besoin de voir un début de mise en exploitation des périmètres aménagés avant la fin du projet, la mission est d'avis que le BNETD devrait arriver à livrer les infrastructures et les zones aménagées au plus tard en décembre 2017. Pour ce faire, il faudrait que les efforts se focalisent sur les points suivants: (i) préparer au plus tard le 10 juin 2016 un projet de convention avec l'aide du juriste du MINADER et en se basant sur les expériences similaires du BNEDT en la matière; (ii) réaliser une mission exploratoire conjointe UCP/BNETD afin de faire l'état des lieux, finaliser les TDR, proposer un budget et un planning des travaux à réaliser; et (iii) faire deux demandes auprès du Ministre en charge des marchés publics pour d'une part autoriser la signature d'une convention de type gré à gré avec le BNEDT, et d'autre part agréer dans le cadre de ladite convention, le BNEDT à utiliser des procédures dérogatoires de passation de marchés pour sélectionner des entreprises en charge des travaux, notamment l'appel d'offre restreint.

25. Dans le cadre du partenariat avec l'ONDR pour le déploiement de la stratégie des mini-rizeries et l'appui à la commercialisation du riz blanchi, la mission a voulu rencontrer ses dirigeants pour faire le point sur l'engagement des parties et la coordination des activités. Ses dirigeants ont d'abord confirmé l'orientation de la stratégie nationale vers la structuration de la filière en trois catégories: les petites unités, les rizeries intermédiaires de capacités 2 et 5 tonnes/heure et les grosses industries. L'idée est de développer à chaque niveau un appui spécifique (assistance technique et accès au financement) et le PROPACOM a été invité à s'inscrire dans cette approche.

26. Pour l'installation des rizeries de Béoumi et Bouaké, il était prévu que l'ONDR se charge de l'installation des machines, après la construction des bâtiments sous la responsabilité du PROPACOM. L'ONDR a confirmé qu'il est prêt à mobiliser ses agents. Sur les modalités, plusieurs points ont été discutés et des engagements ont été pris: (i) les machines sont toujours dans les magasins de l'ONDR mais étant donné qu'elles sont là depuis 2009, elles ont sûrement souffert de ce long stockage. L'ONDR procédera rapidement à un diagnostic afin de prévoir l'achat et le remplacement des pièces défectueuses; (ii) il faudra également reprendre contact avec le fournisseur qui doit contractuellement s'occuper de l'installation pour le compte de l'ONDR; (iii) l'ONDR enverra un agent sur le terrain pour faire le point sur les bâtiments dès leur réception et préparer la livraison des machines; (iv) les dirigeants de l'ONDR soulignent que l'office ne pourra pas engager ces activités avant 2017 car le budget 2016 est épuisé; (v) s'agissant de la mise en place du système de gestion des nouvelles mini-rizeries, l'ONDR a recommandé au PROPACOM d'attendre l'évaluation du modèle ESOP et de s'en inspirer; (vi) à propos des plateformes départementales, l'ONDR a informé la mission que la Banque mondiale financera l'appui de dix structures et l'UEMOA se chargera de la mise en place de l'interprofession; (vii) des dirigeants ont invité le PROPACOM à se coordonner avec ces initiatives pour éviter les doublons et assurer une bonne concertation.

27. Enfin, l'ONDR s'est engagé à régler les 30 millions dédiés au financement du fonds de roulement (FDR) des trois mini-rizeries de la zone nord (Ferké, Korhogo et Katiola), qui étaient restés impayés depuis plusieurs années. Ses responsables ont indiqué qu'une évaluation de l'environnement, en collaboration avec le CIDR, a confirmé la capacité des ESOP à gérer ces fonds.

Ceux-ci sont immédiatement disponibles et seront versés au plus tard le 2 juin prochain sur le compte bancaire de chaque ESOP. L'ONDR a souligné que, selon lui, ces fonds devraient servir de caution bancaire pour donner durablement aux ESOP l'accès aux produits financiers par effet de levier. Le matériel de bureau dédié aux ESOP qui est également toujours stocké dans les magasins de l'ONDR pourra être livré dans les meilleurs délais.

28. **PROPACOM Ouest.** La mission a également passé en revue la mise en œuvre du PROPACOM-Ouest, extension du PROPACOM en vigueur depuis novembre 2014 et dont le lancement a eu lieu en octobre 2015. Le projet couvre les régions du Tonkpi, Kabadougou, Folon, Bafing, Worodougou et Béré et est mis en œuvre à partir des antennes régionales de Man et Séguéla.

29. En raison de l'important retard accusé dans la satisfaction des conditions de premier décaissement et dans le recrutement du personnel, le PTBA 2015 élaboré sur la période de juillet à décembre 2015 n'a pas pu être exécuté. Une partie du premier décaissement (ASAP) a été effectif seulement en novembre 2015. Le personnel des antennes et la nouvelle Coordinatrice du programme PROPACOM ont pris fonction respectivement entre décembre 2015 et avril 2016.

30. Le PTBA 2016 s'est concentré sur des activités de démarrage telles que (i) l'élaboration et la signature des conventions de partenariat avec le MINEF concernant les activités relatives aux projets de la Muraille Verte et Flancs de Montagne (volet ASAP); (ii) les séances d'information et de sensibilisation sur le PROPACOM ouest et (iii) la production de semences de base et R1 à travers une convention avec le CNRA; (iv) la réalisation des ateliers d'imprégnation et de planification du projet. Toutefois, force est de constater que la mise en œuvre effective du PTBA accuse des retards depuis son approbation par le Comité de Pilotage (COP). Les conventions de partenariat programmées sont seulement au stade de préparation et les séances de sensibilisation n'ont pas démarré faute de moyens de déplacement mis à la disposition des antennes régionales. La mobilisation des fonds par l'UCP a été aussi contrariée par l'absence d'Agent Comptable du projet.

31. La mission attire l'attention de l'UCP, qu'à un an et demi de sa mise en œuvre le PROPACOM Ouest n'a pas connu d'exécution effective de ses activités sur le terrain.

Recommandations sur la vue d'ensemble de l'exécution du projet

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Revoir à la baisse les objectifs relatifs aux aménagements et réhabilitation de périmètres rizicoles et maraîchers lors de la révision du PTBA de 2016 et l'élaboration du PTBA de clôture couvrant 15 mois entre 2017 et le premier trimestre de 2018	Coordo / DGPPS	Juin 2016
Revoir à la hausse les objectifs se rapportant à la filière maïs au vu de leurs résultats encourageants	Coordo / DGPPS	Juin 2016
Procéder à une évaluation indépendante des prestataires, pour s'assurer de la qualité des appuis qui seront fournis aux OPA. Les DRA, les STD et l'UCP pourraient conduire ensemble cette évaluation	COORDO / DRA	Août 2016
Organiser un atelier de renforcement des capacités du personnel en vue de les amener à mieux cerner les contours détaillés du concept de microprojet	Coordo	Octobre 2016
Réviser le cadre logique, tant du point de vue des cibles à atteindre que des indicateurs d'effets	RSE / CSE	Juillet 2016

Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles

32. La composante a pour objectif l'augmentation de la productivité et de la production agricole, notamment le maïs et le riz à travers: (i) l'accès des petits producteurs aux facteurs de production (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires), (ii) la mécanisation des travaux agricoles et (iii) l'assistance du conseil agricole. Il est prévu également des travaux de réhabilitation et d'aménagement de bas-fonds pour la culture du riz et de périmètres maraîchers.

Production de fermes de maïs

33. L'objectif du projet PROPACOM est d'apporter un appui à l'exécution de microprojets en vue de réaliser une production de 7 500 tonnes de maïs à partir de 3 000 ha emblavés, de fourniture de semences améliorées et d'intrants.

34. En 2013, l'UPC a fait produire environ 65 tonnes de semences R1 certifiées de maïs à partir de 4,2 tonnes de semences de base en provenance du CNRA et du PPAAO. L'appui du PROPACOM a

consisté à encadrer les producteurs semenciers sur les procédures de production de semences certifiées R1 et à leur fournir les intrants nécessaires (NPK, urée, herbicides, etc...). Le processus de certification a été contrôlé par les services nationaux compétents en la matière.

35. Les 65 tonnes de semences certifiées R1 de maïs ont contribué à satisfaire les besoins du projet en maïs en 2014 et 2015.

36. En 2014, un partenariat avec le PPAAO a permis l'acquisition des semences certifiées par achat direct auprès des producteurs semenciers du WAAPP qui conduit un volet relativement important de production de matériel végétal R1 de cultures vivrières et légumineuses. Au total le projet a distribué une quantité de 96 tonnes de semences certifiées R1 contre un objectif du projet de 100 tonnes.

37. La production du maïs a eu lieu en 2013 sur une superficie emblavée de 647 ha et en 2014 et 2015 sur une superficie de 2 444 ha soit au total 3 091 ha ce qui représente 103% des objectifs du projet. Pour ces deux années la production obtenue a été de 6 144 tonnes soit 81,92%. Le rendement moyen a été de 1,98 tonnes/ha contre un rendement escompté du projet qui est de 2,5 tonnes/ha.

38. Ces résultats, somme toute satisfaisants, ont été obtenus grâce à l'implication de 11 580 exploitants dont 6 543 femmes provenant de 259 groupements communautaires en 2013 tandis qu'en 2014 et 2015 les exploitants étaient au nombre de 3 394 dont 1 486 femmes par le biais de microprojets de 73 OPA. Pour les trois années de production le nombre d'exploitants a été de 14 974 dont 8 029 femmes.

39. **Conclusion partielle sur les microprojets du maïs.** Au regard des résultats obtenus, on peut dire que le projet a été d'un apport substantiel pour la culture du maïs dans la zone du projet. En effet, malgré des perturbations de la pluviométrie et un niveau d'encadrement qui n'a pas toujours été à l'optimum, il existe un désir réel des producteurs d'emblaver davantage de superficies. Le fait de dépasser les prévisions du projet ainsi que le nombre de producteurs demandeurs de microprojets en est une révélation tangible et la mission a eu l'occasion de se rendre compte de cet engouement sur le terrain lors des visites. En effet, non seulement le maïs constitue un des aliments de base important des populations concernées mais aussi il y'aurait une forte demande de maïs dans la région de Bondoukou par des fermes d'élevage de volailles. Aussi, la mission recommande qu'un accent soit mis par le projet pour augmenter les rendements et même les dépasser et surtout un accroissement de l'objectif du projet qui passerait de 3 000 ha à emblaver à 5 000 ha. Cela est possible non seulement au cours de la campagne 2016 mais aussi en 2017.

Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de riz

40. L'objectif du PROPACOM est d'apporter un appui à l'aménagement/réhabilitation d'une superficie de 2 400 hectares et sur la base d'un rendement escompté de 6 tonnes/hectare, une production de 14 400 tonnes de riz paddy.

41. La production de riz avec l'appui du projet a démarré seulement en 2015 et c'est seulement 284,5 ha qui ont été emblavés au cours du deuxième cycle de production agricole 2015. Ce faible niveau de surface emblavée pourra être relevé en fin 2016 avec l'emblavement prévu de 330,1 ha qui représentent des sites dont les travaux sont en cours d'exécution, ce qui porterait la surface totale emblavée en riz à 614,6 ha.

42. Les 284,5 ha ont été exploités par 323 producteurs dont 112 femmes provenant de 7 OPA. Les 330,1 ha seront mis en culture par 610 exploitants dont 393 femmes.

43. L'acquisition et la distribution des semences de riz certifiées R1 a porté sur 23,67 tonnes. Par ailleurs 56,84 tonnes de NPK, 37,89 tonnes d'urée, 45 litres de biostimulant et 189,45 litres d'herbicides ont été fournis. A ces intrants s'ajoutent 76 pulvérisateurs pour l'application des produits phytosanitaires. La production obtenue sur 284,5 ha a été de 1 422,5 tonnes soit un rendement moyen de 5 tonnes/ha.

44. **Conclusion partielle sur les microprojets rizicoles.** En raison des retards importants sur la livraison de surfaces aménagées/réhabilitées les réalisations en termes de surfaces emblavées (284,5 ha) et de productions réalisées (1 422,5 tonnes) sont nettement très faibles soit environ 12% pour les superficies et 10% pour les productions au 31/03/2016. Le rendement moyen obtenu est toutefois bon et on peut estimer que si les prévisions de superficies à emblaver sont réalisées et avec un bon encadrement, il est possible d'atteindre les objectifs de production sur la base d'un rendement

plus élevé qui dépasse les 6 tonnes /ha. Cela est réalisable si les bonnes pratiques agricoles sont rigoureusement appliquées (ce qui contribue à limiter les effets du climat) et si les intrants et le conseil agricole sont fournis bien avant le démarrage des productions. La nouvelle équipe mise en place au sein du projet laisse espérer qu'une dynamique est en train de se produire pour un suivi rapproché des activités du projet.

45. Il reste donc à souhaiter que les aménagements hydroagricoles puissent être livrés dans les 20 mois pour que les attentes soient concrétisées. A ce niveau l'accord de principe du BNEDT avec le projet constitue un bon départ et devrait se concrétiser dans les jours à venir sur la mise en œuvre des aménagements par rapport à la multitude de prestataires de services engagés sous contrat qui ont été totalement défaillants.

Appui à la mise en œuvre des microprojets de production maraîchère

46. L'objectif global du projet est d'aménager 90 ha sous le système goutte à goutte (GaG). La production maraîchère devrait démarrer sur 15,6 ha à aménager au système GaG et provenant des CRC de 2013. Au 31/03/16, les travaux, démarrés en mai 2015 sur trois sites maraîchers pour quatre mois, ne sont pas encore achevés.

47. **Mise en place des parcelles maraîchères.** En dépit des retards accusés et sans attendre l'achèvement des aménagements, deux OPA ont décidé de démarrer la production d'oignon sur une superficie de 4,65 hectares dont 2,65 ha à Kafalovogo et 2 ha à Nondara.

48. **Nombre d'exploitants.** Les 4,65 ha sont exploités par 109 exploitants dont 104 femmes. Tous les intrants (semences, fertilisants, et produits phytosanitaires) ont été livrés aux OPA avant la date de réception présumée des sites maraîchers aménagés au GaG. Les structures d'appui-conseil et d'encadrement ont été recrutées mais n'ont pas pu exécuter leurs mandats en raison des aménagements non achevés.

49. **Production et rendement de cultures maraîchères.** L'exploitation courageuse des 4,65 hectares s'est faite sans encadrement technique et dans des conditions d'irrigation classique au moyen d'arrosoirs particulièrement pénibles sans oublier les pertes énormes en eau lors de ces arrosages. Malgré tout, les premières productions obtenues dans de telles conditions, qui se chiffrent à 14,527 tonnes soit un rendement moyen d'environ 3,12 tonnes/ha, montrent bien qu'avec des techniques plus éprouvées les rendements notamment en culture d'oignons peuvent dépasser 15 tonnes/hectares.

50. **Reconstitution des fonds intrants.** L'acquisition des intrants a été financée à 100% par le PROPACOM. La reconstitution des fonds intrants est en cours en raison des récoltes qui sont quasiment achevées en fin mars 2016.

51. **Conclusion sur les microprojets de cultures maraîchères.** L'option prise par le projet de réaliser des aménagements en système GaG est une bonne option surtout en production maraîchère où le facteur eau doit être bien maîtrisé. Là encore les retards au niveau de l'exécution des travaux d'aménagement ont totalement contrarié les attentes de la mise en œuvre de cette technologie très prometteuse. En effet, avec la technologie GaG bien maîtrisée, ce sont des rendements qui avoisinent les 20 tonnes/ha et même plus pour certaines spéculations qui peuvent être atteintes avec une réduction substantielle de la pénibilité de l'arrosage. Pour ce qui est de l'exhaure de l'eau, il est hautement recommandé de faire recours à l'énergie solaire en lieu et place de l'énergie thermique (motopompes) dont la maintenance et l'entretien deviendront un fardeau pour les producteurs, sans oublier les problèmes de pollution des sites par les huiles usées et l'acquisition en permanence de pièces de rechange. Par ailleurs, la mission a constaté que des difficultés de fonçages de puits sont apparues à certains endroits rendant ainsi aléatoire la fourniture d'eau des sites concernés. La mission recommande que des forages soient exécutés en lieu et place des puits pour garantir une disponibilité quasi permanente de l'eau. Enfin, dans un premier temps, il serait intéressant d'utiliser des systèmes simples au moyen de réservoirs d'alimentation en eau simples et surélevés (par exemple usage de futs de 200 litres) qui feraient école vu le coût et la mise en place de tels systèmes qui sont parfaitement maîtrisables et adaptés pour livrer environ 0,65 litre d'eau par heure à faible pression. L'efficacité de l'appropriation de la technologie est fortement accrue par des visites de réalisations en place organisées à l'intention d'échantillons de producteurs. Enfin, dans le cadre des appels d'offres pour la fourniture de la technologie GaG il est conseillé d'inclure dans le dossier une clause obligatoire d'assistance du fournisseur pour l'installation, la formation et la fourniture de pièces

de rechange pendant au moins une campagne de production voire plus, en fonction du niveau des producteurs.

Mécanisation agricole

52. **Motoculteurs et batteuses-vanneuses.** Le projet prévoit l'appui au financement de microprojets de mécanisation agricole portant sur 120 motoculteurs et 100 batteuses-vanneuses. En 2013 et 2014, les besoins cumulés des OPA étaient de 66 motoculteurs et 26 batteuses-vanneuses qui doivent être acquis par appel à concurrence.

53. Suite à des cotations infructueuses l'UCP a fait recours à l'UNOPS qui s'est engagé à livrer le matériel dans des délais raisonnables. Malheureusement au passage de la mission, seulement neuf batteuses-vanneuses ont été livrées et montées en décembre 2015 dont six à l'antenne de Bouaké et trois à l'antenne de Korhogo. 25 exploitants (dont deux femmes) ont été formés à l'utilisation de ce matériel.

54. La livraison des 17 batteuses-vanneuses et des 66 motoculteurs restants, prévue initialement au premier trimestre 2016, n'avait pas encore eu lieu au passage de la mission.

55. La mission recommande que l'UCP demande à l'UNOPS d'accélérer la livraison effective des équipements restants et attire l'attention de l'UCP sur la nécessité de trouver une procédure idoine pour la participation effective des bénéficiaires au paiement des équipements.

56. **Culture attelée.** En réponse à des besoins exprimés par certaines OPA en matériel de cultures attelées l'UCP a procédé le 31/03/2016 à l'acquisition par appel d'offres de 20 paires de bœufs de culture attelée (BCA) et accessoires dont la livraison est prévue pour septembre 2016.

57. **Restauration de la fertilité des sols.** L'étude pour évaluer les systèmes de production et proposer des actions qui permettent de minimiser les apports en engrais minéraux est achevée et ses résultats sont pris en compte par le projet.

58. Les adaptations possibles aux effets du changement climatique résident entre autres dans la mise au point de cultivars à cycle court et productif que le CNRA cherche actuellement à développer. En attendant que le CNRA propose des variétés qui s'adaptent mieux aux effets des changements climatiques, il est conseillé d'explorer des solutions maîtrisables par les producteurs. Par exemple, le recours à la biomasse et surtout l'agroforesterie sont d'une très grande utilité pour améliorer les potentialités des sols tout en les aidant à mieux conserver l'eau. En effet, l'agroforesterie peut contribuer largement à l'équilibre organique et minéral du sol de deux façons: en réduisant sérieusement les pertes en nutriments par érosion et drainage, mais aussi en captant l'azote de l'air et les solutions entraînées par drainage au-delà des racines des cultures annuelles. Ceci est aussi un moyen pour diminuer l'utilisation des engrais minéraux.

Aménagements hydroagricoles

59. Les activités concernent: (i) les travaux de réhabilitation du barrage de Kpato; (ii) l'identification des sites rizicoles et maraîchers; (iii) la réhabilitation ou l'aménagement de périmètres rizicoles; (iv) l'aménagement de sites maraîchers irrigués sous le système GaG; (v) la réalisation d'études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles et maraîchers; (vi) l'achèvement des travaux des sites maraîchers du PPMS; (vii) le renforcement des capacités des bénéficiaires à l'entretien et à l'exploitation des aménagements. C'est le volet qui a significativement contribué à baisser la performance de l'exécution de la composante 1, donc du PROPACOM, compte tenu de son implication en amont surtout en ce qui concerne le riz et la production maraîchère. Les nombreux marchés aussi bien sur les études que sur les travaux proprement dits sont en souffrance. Au passage de la mission, seuls 284,5 ha ont été livrés aux producteurs pendant que de nombreuses études restent à réaliser.

60. Ayant constaté les défaillances des prestataires de services tant au niveau des études qu'au niveau des travaux, le CRC, après analyse de la situation et sur proposition de la mission, a décidé de faire recours au BNEDT pour reprendre et/ou achever les études et travaux en cours. Une rencontre entre la mission et le BNEDT a permis d'enregistrer l'accord de principe du BNEDT en vue de l'exécution de la totalité ou de la majorité des aménagements avant fin décembre 2017, pour une mise en exploitation effective avant la date d'achèvement du projet fixée au 31 mars 2018.

Recommandations sur l'amélioration de l'offre de produits agricoles

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Prendre une option ferme pour l'utilisation de l'énergie solaire comme source d'énergie de l'exhaure de l'eau pour les périmètres maraîchers en lieu et place des motopompes	MINADER/FIDA	30 juin 2016
Accroître les objectifs en superficie du maïs de 3 000 ha à 5 000 ha	MINADER/FIDA	30 juin 2016
Entreprendre des études géophysiques pour l'implantation et l'exécution de forages dans les sites maraîchers en lieu et place des puits	UCP	Immédiatement
Transférer les intrants en stock non encore utilisés à des OPA ayant des spéculations sous culture dans la zone du PROPACOM pour éviter les éventuelles détériorations	UCP	Immédiatement
Organiser à l'intention des producteurs des visites de sites de GaG en Côte d'Ivoire ou dans les pays voisins (Burkina et Mali)	UCP	Novembre 2016
Signer une convention avec le BNETD lui confiant la réalisation des études, du contrôle et des aménagements/réhabilitations restants	UCP	Juillet 2016

Composante 2: Valorisation et mise en marché

Appui à la transformation et à la commercialisation des produits vivriers

61. Globalement, peu de choses ont été réalisées sur cette composante, ce qui se reflète dans un taux d'exécution physique très bas de 10% alors que le projet est entré dans sa cinquième année depuis le début des activités. Deux contraintes majeures expliquent ce résultat décevant: d'une part, le projet rencontre de grandes difficultés à recruter les Chargés de Transformation et Commercialisation (CTC) au niveau des antennes. Aucun n'est en place à ce jour. D'autre part, le retard accusé par les activités de la composante 1, notamment l'aménagement des périmètres agricoles, a empêché le développement des activités post-récolte.

Acquisition des équipements de transformation/commercialisation

62. Au 31/03/16, une petite partie des équipements issus du CRC 2013 a été livrée, plus de deux ans après la soumission des microprojets: quatre moulins installés dans l'antenne de Bondoukou et un dans l'antenne de Korhogo, une décortiqueuse à Kalamon (Bondoukou), 316 palettes conformes sur les 390 commandées (à cinq OPA) dans l'antenne de Bouaké et la totalité des sacs de collecte commandés aux OPA de l'antenne de Bouaké. Le solde, revenu infructueux, a été ajouté aux commandes des CRC 2014.

63. Pour les demandes d'équipements issus du CRC de 2014 et le lot de matériel issu du CRC de 2013, un appel d'offres consolidé en quatre lots a été lancé en octobre 2015. La livraison est prévue pour début mai pour 24 égreneuses de maïs, 58 bascules, 3 décortiqueuses, 3 moulins, mi-mai pour 52 750 sacs vides de collecte et fin mai 2016 pour le reste (57 sondes de prélèvements et 36 humidimètres). Le lot concernant les 1 232 palettes en bois et 495 cageots plastiques, revenu de nouveau infructueux, est en cours de publicité depuis le 22/03/16. Les livraisons sont attendues pour fin septembre 2016.

64. Etant donné la situation difficile du PROPACOM, qui est peu avancé par rapport à ses objectifs, la mission recommande que chaque Chef d'antenne mette désormais l'accent sur l'impact créé dans le cadre de la Composante 2. Pour ce faire, il est proposé qu'ils repassent en revue leur portefeuille de microprojets sous l'angle de l'impact final et vérifient avec les dirigeants d'OP que les microprojets retenus sont cohérents et que toute contrainte a été identifiée afin que les activités prévues réalisent l'impact attendu. Dans le cas contraire, et si le Chef d'antenne estime que plus pourrait être fait, ils sont invités à proposer la fourniture d'un équipement complémentaire aux OP afin que le package soit complet. Tout complément devra être justifié du point de vue économique, mais il faudra également prendre en considération la fiabilité de l'OP. Cette revue devra être réalisée dans les meilleurs délais afin que les nouvelles commandes d'équipements soient introduites dans la révision du PTBA 2016, en juin 2016.

65. Pour les 13 nouveaux microprojets approuvés par le CRC 2016 (dont seuls 10 qui sont éligibles pourraient être effectivement signés) dans l'antenne de Bouaké, la mission recommande de ne les prendre en compte que s'ils sont réalisables dans les 21 mois actifs qui restent au PROPACOM. En particulier, pour les équipements à commander, il faudra tenir compte des délais exagérément longs

et des problèmes de conformité rencontrés avec certains fournisseurs. Pour les étuveuses à riz, l'UCP pourrait se tourner vers le modèle mis au point par le WAAPP qui a déjà fait ses preuves.

66. Par ailleurs, la mission recommande que les CTC/prestataires d'appui à la transformation/commercialisation se penchent avec les antennes sur la question du recyclage et du renouvellement des fournitures consommables, cageots et sacs de collecte, au sein des OPA. Elle n'a pas été envisagée jusqu'à présent mais elle renvoie à l'exigence de durabilité des interventions du PROPACOM.

Infrastructures marchandes

67. D'importants retards demeurent dans la construction des infrastructures marchandes, dus aux moyens limités dont disposent les entreprises prestataires. Considérant les difficultés rencontrées par le PROPACOM dans la réalisation des chantiers d'aménagement et d'infrastructures et le peu de temps qui reste au programme pour atteindre ses objectifs, il a été décidé de stopper tout nouveau projet et de se consacrer à l'achèvement rapide des travaux en souffrance.

68. **Pour Bouaké**, il reste le magasin de Tabako (exécution à 35%) et les deux bâtiments de mini-rizerie d'Akpokro et Béoumi (30 et 40%) à terminer. L'entreprise est à l'œuvre mais les délais ont été encore repoussés à fin juin malgré les derniers engagements à terminer pour la fin mai. Etant donné l'avancement des travaux, il est difficile d'envisager la résiliation. L'entreprise semble avoir toujours des difficultés faute de moyens humains et financiers. Or, son cautionnement bancaire a déjà été récupéré par l'UCP. Aussi, il est recommandé de payer l'entreprise progressivement en fonction de ce qui a été réalisé jusqu'au terme des travaux, en conservant en permanence 10% du total pour la garantie de bonne exécution (7%) et la caution définitive (3%). Par conséquent, il est demandé un suivi rapproché des travaux afin de s'assurer que les paiements lèveront effectivement les blocages et permettront à l'entreprise d'avancer sur les chantiers PROPACOM.

69. **Pour Bondoukou**, le chantier du centre de groupage avance sans difficulté relevée. Toutefois, il a été constaté que le bâtiment du centre de groupage a été installé sur une ancienne décharge et que de nombreux détritus jonchent encore le sol du site. La mission est d'avis qu'un tel environnement ne convient pas aux activités de traitement et de manipulation de denrées alimentaires. Aussi, elle recommande à l'antenne de demander à l'OPA bénéficiaire de procéder au nettoyage et à l'assainissement du site avant démarrage des activités du centre. Par ailleurs, reprenant la recommandation du MINADER, la mission demande à ce que la clôture du site soit ajoutée au chantier car le centre est isolé.

70. L'analyse du fonctionnement de ce centre de groupage a mené la mission à considérer que le microprojet ne tirait pas assez parti de ces nouvelles installations et que plus pourrait être fait pour générer davantage de valeur. Pour l'OPA bénéficiaire, le centre est appelé à jouer simplement un rôle de plateforme logistique. La mission est d'avis qu'il pourrait devenir un vrai centre de commercialisation collective, qui permettrait de mieux aligner les demandes des clients avec la production et d'améliorer la gestion du cycle de la production à la livraison pour réduire les pertes post-récolte. Cette évolution du microprojet devra être mise en œuvre par le CTC/prestataire d'appui en transformation et commercialisation.

71. **Pour Korhogo**, un seul des quatre magasins est terminé (Natiokobadara). Le marché va être globalement résilié suite à l'effondrement du magasin de Dékokaha. Les deux magasins de Nahoua et Lataha étant quasiment terminés (exécution à 75 et 80%), on attendra que ces chantiers soient complètement achevés et on paiera à l'entreprise ce qui est dû sur ses réalisations. Il restera donc le magasin de la rizerie de Dékokaha qu'il faut reprendre à zéro. Ce chantier sera confié à un autre prestataire, possiblement le BNETD.

Mini-rizeries

1) Zone nord: Korhogo, Ferké, Katiola

72. Les situations de ces trois rizeries en activité sont contrastées alors que le mandat du CIDR dans l'appui à la gestion s'est achevé en avril 2016. La rizerie de Katiola est à l'arrêt, après avoir rencontré de graves problèmes de gouvernance (avec dépôt de plaintes croisées contre l'ancien directeur et la CORERIZ). L'ESOP a été restructurée. A Korhogo, la rizerie fonctionne mais perd de l'argent car le système de dépôt-vente du paddy détourne les producteurs. A Ferké, le résultat est positif, l'ESOP semble la plus dynamique. Elle a su assurer ses approvisionnements en paddy, grâce par exemple à la mise en place de ristourne aux producteurs, et établir des relations avec les

banques pour faire face à ses besoins en fonds de roulement. Toutefois, elle commence à connaître des pannes à répétition qui freinent quelque peu son développement (les équipements seraient au tiers de leur espérance de vie).

73. De manière générale, l'accès au paddy pour faire tourner les installations à leur optimum reste entravé par les faibles capacités d'achat des ESOP. Malgré les relances et les promesses, l'ONDR n'a toujours pas versé les 30 millions de FCFA de dotations aux fonds de roulement.

2) Zone sud: Bondoukou, Sakassou, Béoumi, Bouaké (Akpokro)

74. Aucune de ces rizeries n'est aujourd'hui en activité même si le niveau d'avancement de l'installation diffère dans ces quatre localités.

75. **Bondoukou** est désormais opérationnelle mais le système de gestion n'est pas en place et la livraison des installations n'a pas encore eu lieu. Par ailleurs, la mission a réalisé que la rizerie se trouvait à proximité d'une autre rizerie privée en voie d'achèvement qui va sûrement représenter une concurrence sérieuse dans l'accès au paddy. La mission a également appris que l'OP possédait déjà une mini-rizerie de taille comparable toujours en activité. La question se pose de savoir ce que l'OP fera de deux mini-rizeries.

76. A **Sakassou**, les machines sont en cours d'installation (dernières pièces attendues). Le projet est porté par une CODERIZ dynamique qui a pris les choses en main et a d'ores et déjà recruté un directeur. Par ailleurs, cette OP regroupe des producteurs de riz qui disposent de grandes surfaces de production, de sorte que l'alimentation de la rizerie en paddy devrait être moins problématique. La CODERIZ semble pouvoir gérer en direct la rizerie.

77. **Bouaké et Béoumi**: on a vu plus haut que les chantiers des bâtiments avancent. Malgré les engagements de l'entreprise prestataire, les travaux ne seront pas achevés à la fin mai. D'après l'ingénieur-conseil, il vaut mieux tabler sur la mi-juin. Par ailleurs, rien n'a été engagé pour la mise en place du système de gestion. La mission suggère de tester un système de gestion différent du modèle ESOP du CIDR. L'idéal serait de mettre en place ce modèle en juillet-août, afin de ne pas perdre de temps dans le démarrage des rizeries.

78. La mission souligne aussi la nécessité de lancer les études filière dans les régions de Bouaké (à ajouter dans la révision du PTBA 2016) et Bondoukou (déjà prévu par le PTBA 2016) pour clarifier l'organisation de la production et de la transformation autour des mini-rizeries et informer la stratégie de «sourcing» du paddy à poursuivre. Cette étude devra dessiner l'environnement concurrentiel de ces structures (en particulier pour ce qui est de l'accès au paddy) et préciser le volume des flux par zone. L'étude pourra cibler en particulier les périmètres rizicoles aménagés par le PROPACOM.

79. Suite à la réunion avec l'ONDR, la mission a été informée que: (i) le paiement des fonds et la livraison des équipements de bureau aux trois ESOP fonctionnelles seront effectués en début juin prochain, (ii) les machines des trois mini rizeries restantes sont disponibles et pourront être installées selon un calendrier convenu avec l'UCP.

80. Pour la mission, la remise des fonds de roulement est une opportunité pour mettre en place un système d'achat en dépôt-vente partiel (avec paiement d'une avance aux producteurs), ceci pour augmenter de manière significative la capacité d'achat des ESOP et les rendre compétitives dans l'accès au paddy. Ce fonds logé dans une institution financière, permettra aux rizeries d'avoir accès aux crédits, d'accroître les volumes traités et ainsi leurs revenus. En parallèle, la mission suggère de mettre à disposition des ESOP un fonds de 5 millions de FCFA qui sera déposé sur un compte dans une institution financière. L'idée est que ce fonds serve de levier pour financer le développement des rizeries à travers l'accès aux services financiers: investissement en machine et infrastructures, augmentation des capacités d'achat, etc. A travers ce montage (15 millions en FDR et 5 millions en fonds d'amorçage), la mission cherche à orienter les ESOP vers les institutions de crédit pour assurer un développement pérenne de ces structures.

81. Dans la perspective de la mise à disposition de ces fonds aux trois ESOP opérationnelles, la mission suggère de renouveler le mandat du CIDR pour un an pour poursuivre l'amélioration du modèle ESOP et renforcer les capacités des mini rizeries sur les points spécifiques suivants: (i) appuyer les structures dans la gestion du FDR et éventuellement sa recapitalisation pour alimenter le fonds d'amorçage (et ainsi augmenter ses capacités de financement), (ii) mettre en place un plan d'investissement (financé à partir du fonds d'amorçage) pour préparer le remplacement des machines

arrivant en fin de vie, (iii) mettre en place/renforcer des mesures incitatives pour capter davantage de paddy dans la zone d'approvisionnement, à l'image de ce que l'ESOP de Ferké a institué avec ses fournisseurs, et (iv) former les CODERIZ pour les aider à mieux jouer leur rôle d'actionnaire.

82. La mission d'évaluation du mandat précédent du CIDR, qui doit avoir lieu en juin, pourrait inclure une analyse des bonnes pratiques et faire des propositions pour établir précisément les TDR de cette nouvelle mission.

83. Enfin, pour reprendre une recommandation de la précédente mission, il est proposé de développer l'usage d'emballages différenciés pour distinguer les origines et les variétés. Ce sera un premier pas vers la mise en place d'une stratégie de valorisation de la qualité. En outre, pour les nouvelles rizeries qui ne sont pas encore reliées au réseau électrique CIE, la mission est d'avis d'étudier rapidement les conditions techniques et financières d'une alimentation par énergie solaire, vu les coûts de branchement et les difficultés rencontrées par les autres rizeries pour se raccorder au réseau.

Appui à la commercialisation du riz: les plateformes départementales

84. Dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement de la Riziculture (SNDR), l'ONDR a mis en place dans plusieurs départements de la zone du projet des «plateformes des acteurs de la filière rizicole». Ces plateformes constituent naturellement un cadre d'échange entre acteurs de la filière pour améliorer la transformation et la commercialisation du riz local. A ce jour, plusieurs plateformes départementales ont déjà adopté leur statut et règlement intérieur et ont élu les membres de leur bureau exécutif. La plateforme de Korhogo bénéficie aujourd'hui du soutien du PARFACI.

85. Les missions précédentes avaient recommandé le renforcement des capacités organisationnelles de six plateformes départementales déjà créées dans la zone du projet, en particulier l'appui au démarrage des activités, des formations en gestion et l'animation de la structure pour lui donner corps. Un contact avait été pris avec TechnoServe pour assurer cette prestation et ladite organisation avait soumis une offre au début 2016 sur la base des TDR datant de juillet 2015. La finalisation de la convention accuse des retards.

86. Aussi, la mission suggère-t-elle de relancer rapidement les discussions avec TechnoServe pour recadrer la proposition et voir si un accord est possible (et y adjoindre éventuellement un mandat pour la mise en place des systèmes de gestion des mini-rizeries de la zone sud). Dans l'établissement du mandat de mission, il faudra tenir compte de l'engagement d'autres partenaires au développement (PARFACI). En parallèle, l'UCP pourra élargir la liste des prestataires potentiels (CIRES, BFCD par exemple) pour diversifier les offres et procéder par appel d'offres restreint, ce qui facilitera la procédure de contractualisation.

Appui à la commercialisation des vivriers (maïs et maraîchers): promotion d'une structure d'appui à la commercialisation

87. La mission a constaté que plusieurs initiatives sont en cours ou en préparation dans l'appui à la commercialisation des productions vivrières: PARFACI (qui a contracté avec le BVP et a installé une plateforme maïs à Korhogo), FADCI, initiative européenne en collaboration avec le Ministère du commerce, etc. Le BFCD, qui est un des prestataires de l'appui à la structuration des OPA sur l'antenne de Korhogo, est également en train de mettre en place une telle plateforme régionale de vente pour le maïs. La mission recommande de se rapprocher effectivement de ces structures afin de s'informer des intentions et des approches poursuivies. Il s'agit avant tout d'éviter les doublons, de fédérer les acteurs et d'harmoniser les initiatives pour démultiplier les effets et établir éventuellement des partenariats.

88. Par ailleurs, une étude devrait être commandée pour établir les forces et les faiblesses d'un modèle basé sur un opérateur privé (comme proposé par le BVP) par opposition à une structure collective de type plateforme (à l'image du modèle soutenu par le BFCD).

89. Enfin, la mission reconduit la recommandation qui avait été précédemment faite s'agissant de CODINORM: le PROPACOM devrait chercher à connaître les normes et standards existants sur les produits vivriers et étudier la façon de les promouvoir auprès des producteurs via le système de commercialisation.

Le Système d'Information sur les Marchés (SIM)

90. Depuis l'évaluation de la performance des systèmes d'information de marché en 2014, le projet a perdu beaucoup de temps sur le lancement du SIM, qui doit offrir aux producteurs la possibilité de vendre mieux en jouant sur les prix. Malgré les recommandations de la dernière mission de supervision, rien n'a été fait. Au vu des résultats de l'étude en question, tenant compte de la bonne réputation de son système et considérant la fiabilité de ses promoteurs, la mission recommande à l'UCP de s'orienter de manière prioritaire sur l'offre de service du consortium RONGEAD/OCPV qui comprend la publication de bulletin périodique d'analyse des prix sur les principales cultures (dont maïs et maraîchers) et un dispositif de collecte et de diffusion des prix sur mobile dénommé N'KALO via un partenariat avec Orange. Ce dernier service déjà existant est peu coûteux pour les OP (de l'ordre de 100 FCFA/mois) et pourrait être rapidement mis en place.

91. Pour avancer dans ce sens, la mission invite l'UCP à rencontrer rapidement les promoteurs de ce dispositif afin de mieux connaître le fonctionnement du système dans ses détails, de préciser l'offre et de vérifier qu'elle couvre les zones et les cultures vivrières du PROPACOM et correspond bien aux besoins des producteurs bénéficiaires.

Finance rurale

92. Etant donné les difficultés rencontrées par le PROPACOM et la durée de programme restant avant la clôture, il ne sera pas possible de tester et de valider de nouveaux produits financiers pour les OP bénéficiaires. Cette initiative sera désormais développée sur le PROPACOM ouest. Le SFR est aujourd'hui à pied d'œuvre pour établir des conventions avec les IF identifiées (UNACOOPEC et RCMEC) et mettre au point le Manuel de procédures du mécanisme de partage de risque, avec l'aide de DID.

Recommandations sur la mise en marché

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Passer en revue le portefeuille de microprojets au niveau de chaque antenne et vérifier la cohérence de chacun des microprojets; faire des propositions pour les optimiser	Chefs d'antenne	Début juin 2016
Sensibiliser les OPA sur les besoins de renouvellement des fournitures consommables (sacs et cageots)	CTC/prestataire	Dès livraison et continu
Mettre à disposition des trois ESOP opérationnelles, cinq millions de fonds d'amorçage et mettre au point le mode de gestion de ce fonds	Coordo / RAF /SFR	Juin 2016
Evaluer les performances du CIDR et le cas échéant le contracter pour un appui supplémentaire ciblant entre autres l'appui à la gestion des fonds de roulement	UCP	Immédiat
Lancer les études sur la filière riz dans les régions couvertes par les antennes de Bouaké et Bondoukou	UCP	Octobre 2016
Reprendre les discussions avec TechnoServe sur leur offre et continuer à chercher d'autres prestataires pour la mise en place des systèmes de gestion des mini-rizeries de la zone sud et l'appui aux plateformes départementales	UCP	Octobre 2016
Etudier la possibilité d'alimenter les mini-rizeries par énergie solaire	UCP	Octobre 2016
Lancer l'étude sur les modèles d'appui à la commercialisation des vivriers	UCP	Juillet 2016
Rencontrer RONGEAD/OCPV pour finaliser les conditions de mise en place du SIM	Coordo	Juillet 2016
Engager les travaux complémentaires recommandés sur les chantiers en cours (clôture, assainissement du terrain, etc.).	RIR	Juin 2016

Organisations Professionnelles Agricoles

Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA

93. Partout où la mission est passée, elle a noté que l'alphabétisation fonctionnelle faisait l'objet d'une demande forte notamment par les femmes. Cette demande est motivée par le dynamisme naissant des OPA, la volonté d'émancipation des femmes dont le niveau d'analphabétisme dans les villages (aux environs de 90%) est particulièrement impressionnant.

94. Cela explique que l'activité d'alphabétisation fonctionnelle démarrée sous le PRAREP se soit poursuivie sous le PROPACOM. Un effectif de 1 805 volontaires issus de 31 OP dans 28 villages a été identifié pour un objectif contractuel de 300 personnes à alphabétiser dans 10 centres.

95. Suite aux recommandations de la mission de supervision de mai 2015, le nombre de centres initialement de 10 est passé à 20 après profilage avec un effectif de 450 personnes, dont 315 femmes (70%). Cependant à la réalisation, vu l'engouement des volontaires, ce sont en définitive 530 personnes qui ont suivi les cours d'alphabétisation dont 388 femmes (73%).

96. Dans chaque village d'implantation d'un centre d'alphabétisation, le dispositif suivant a été mis en place: (i) un comité villageois d'alphabétisation; (ii) un alphabétiseur endogène principal et un suppléant; et (iii) un groupe d'apprenants.

97. La supervision des activités d'alphabétisation fonctionnelle est assurée par la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF) du Ministère de l'Education Nationale. La DAENF a déjà effectué des missions d'évaluation. Il ressort des résultats de ces missions que le pourcentage de réussite global est de 69% pour un taux de fréquentation moyen d'environ 83%.

98. Suite aux différentes rencontres et échanges sur le terrain, la mission de RMP a constaté que les besoins en alphabétisation fonctionnelle sont énormes au niveau de toutes les OPA bénéficiaires des microprojets. Cela constitue un facteur limitant à la formation dans le cadre de l'appui à la structuration et à l'appui conseil. La systématisation de cette alphabétisation est une recommandation forte de la mission car toutes les zones visitées ont indiqué avec insistance des besoins à ce niveau.

Recommandation sur l'alphabétisation fonctionnelle

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accélérer la mise en œuvre des activités d'alphabétisation fonctionnelle pour toutes les OPA bénéficiaires du PROPACOM dont les besoins en ce domaine ont été clairement identifiés	COPA	Immédiat

Appui à la structuration et à la gestion des OPA

99. En fonction des périodes de sélection, les OPA bénéficiaires du PROPACOM sont classées en deux grands groupes bien distincts, à savoir: le groupe des OPA issues des CRC 2013 et celui des CRC 2014. Un petit groupe est en cours de sélection en cette année 2016.

100. **OPA des CRC 2013.** L'appui à la structuration et à la gestion a concerné les 114 OPA sélectionnées par les CRC de 2013 et cet appui a démarré seulement en janvier 2015.

101. Les activités ont débuté par un diagnostic organisationnel des OPA bénéficiaires. Cela a permis de classer les OPA selon leur niveau de maturité et de révéler que sur les 68 OPA bénéficiaires de microprojets, 59 sont de niveau 1 et seulement 9 de niveau 2.

102. Pour une bonne exécution de l'appui à la structuration et à la gestion des OPA, un atelier d'harmonisation des méthodologies d'intervention des prestataires a été organisé à Katiola du 27 au 30 juillet 2015. A l'issue de cet atelier, les bonnes pratiques d'appui-accompagnement utilisées par les prestataires ont été identifiées et retenues comme celles à mettre en œuvre. De même, les méthodologies d'intervention ainsi que les outils de mise en œuvre (modules de formation, fiche de collecte données, canevas de rapportage) ont été harmonisés.

103. Sur quatorze modules définis lors du diagnostic organisationnel, dix ont été effectivement retenus pour être dispensés par les différents prestataires: Vie associative, Gestion comptable, financière et administrative, Techniques de commercialisation, Recherche de financement avec les institutions financières, Lobbying et leadership, Esprit entrepreneurial et gestion des affaires, Gestion des stocks, Mécanisme de reconstitution de fonds, Gestion des intrants et du matériel dans une OPA, Gestion de l'eau et des infrastructures d'irrigation, Organisation du comité de gestion des aménagements.

104. Au 31/03/16, le nombre d'exploitants formés est de 5 005 dont 2 898 femmes (694 dont 178 femmes à Bouaké, 1 210 dont 823 femmes à Korhogo et 3 101 dont 1 897 femmes à Bondoukou). En ce qui concerne les comités spécialisés (Comité approvisionnement intrants, Comité suivi matériel, Comité gestion de l'aménagement, Comité commercialisation, Comité crédit), sur 228 comités, 94 ont été mis en place. Concernant les dirigeants des OPA, sur 348 dirigeants prévus, 69 ont été formés. Au cours de cette période sur 23 OPA prévues 11 ont été légalisées.

105. La mission a constaté que l'appui à la structuration qui comprend la formalisation des OPA, la diffusion des modules de formation, la mise en place des comités et l'appui au bon fonctionnement d'une OPA, est un long processus qui ne saurait se réaliser en 12 mois.

106. Les prestations s'achèvent pour la plupart en avril 2016. Une évaluation de la performance des prestataires et de l'impact de l'appui à la structuration des OPA sera réalisée en juin 2016. Cette évaluation permettra ou non de reconduire le mandat des prestataires concernés pour 12 mois supplémentaires et de mettre l'accent sur les modules jugés pertinents à l'exercice des OPA.

107. **OPA des CRC 2014.** Trois prestataires ont été recrutés pour une durée de 24 mois. Les appuis ont démarré par le diagnostic fonctionnel des OPA dans les antennes de Bondoukou et Korhogo en mars 2016. Pour l'antenne de Bouaké, le marché est en cours d'approbation depuis le 06/04/16 (ce lot du DAO était revenu une fois infructueux en 2015).

108. D'une manière générale, la mission a noté que les interactions développées avec les OPA depuis le lancement du PROPACOM confirment les conclusions de l'étude diagnostique réalisée par le projet en 2015 dans le cadre des préparatifs du lancement du PROPACOM-Ouest. L'étude a dénombré au sein des filières retenues dans l'ensemble de la zone des deux PROPACOM, 888 OPA de base, 133 coopératives et seulement 11 unions. Elle a conclu que la grande majorité de ces OPA est de niveau 1 (51% dans la zone du PROPACOM et 66% dans celle du PROPACOM-Ouest), peu de niveau 2 (10% dans la zone du PROPACOM et 15% dans la zone du PROPACOM-Ouest), et 1 seule OPA de niveau 4 (zone du PROPACOM).

109. Ces OPA rendent très peu de services à leurs membres, et sont pour l'essentiel informelles ayant rarement une existence légale. Pour s'inscrire réellement dans une dynamique coopérative et devenir performantes, elles ont besoin d'appuis intensifs et dans la durée. Malheureusement, dans la majorité des cas, leurs interactions avec le PROPACOM ne durent pratiquement que depuis deux ans, ce qui n'a pas permis aux prestataires d'appui accompagnement, recrutés seulement pour une année (OPA 2013), de faire l'état des lieux des OPA et dérouler le programme de formation/structuration au complet. Dans certains cas, sur la dizaine de modules de formation identifiés par les prestataires et harmonisés avec l'appui du projet, seuls quelques thèmes ont été exécutés (cas de la coopérative COWONA). De l'avis des prestataires, quatre raisons expliqueraient les faibles taux de réalisation: (i) la durée relativement courte de leurs contrats ne permettant pas de réaliser le diagnostic des OPA et de dérouler le programme de formation qui en est issu; (ii) la grande taille des groupements (plus de 200 membres dans certains cas); (iii) l'analphabétisme quasi général (entre 80 et 90%) des membres ne facilitant pas une compréhension rapide des cours; (iv) la structuration de l'OP en sections distantes les unes des autres obligeant à des formations éclatées; et (v) un ratio prestataire/OPA très faible (3 staffs pour 22 entités à former par INADES au niveau du groupement GRIMAB et 3 pour 23 par BFCD à la coopérative COWONA à Korhogo par exemple).

110. L'évaluation de la maturité des OPA pour décider de leur passage de niveau est par ailleurs laissée à l'arbitrage des seuls prestataires qui sont en quelque sorte juges et partie dans la mesure où ce sont eux qui accompagnent l'ensemble du processus. Les STD qui auraient pu jouer un rôle intéressant à ce niveau ne sont pas impliqués et le travail du projet se limite à la validation ou non des rapports produits par les prestataires. Cet état de fait pourrait être corrigé par une implication des STD qui pourraient, sur la base de convention, être mobilisés par le projet pour assurer le suivi rapproché des prestataires et participer à l'évaluation de la maturité des OPA.

111. Sur le plan de la vie coopérative et d'après nos constats, en dehors de la reconstitution des fonds intrants, les appuis des prestataires ont essentiellement porté sur la constitution des dossiers de gestion, quelque fois sur les documents de reconnaissance légale et rarement sur l'organisation d'activités économiques en dehors du MP faisant l'objet de l'appui à la structuration. La mission estime que le prestataire pourrait/devrait être encouragé à amener l'OPA à avoir un regard plus intégrateur de ses activités et entreprendre par exemple des activités de recherche de marchés, de commercialisation en commun, etc. Des actions engagées dans ce sens par la coopérative mais COWONA encadrée par BFCD qui a motivé les membres de l'OPA à commercialiser ensemble leur anacarde sont des initiatives à encourager et à diffuser largement en vue de leur démultiplication.

Recommandations sur l'appui à la structuration

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accélérer le processus de reconduction sur deux ans du mandat des prestataires en charge de la structuration des OPA et dont les performances ont été positivement évaluées	COPA/ CAFM/ RPM	Immédiat
Assurer, avec l'appui des STD, un suivi rapproché des formations dans le cadre de l'appui à la structuration des OPA afin d'apprécier le bon déroulement des formations et la maîtrise des modules dispensés par les formateurs	COPA/ DRA	Immédiat et continu
Utiliser, avec l'appui des STD, les outils de diagnostic institutionnel participatif pour évaluer le niveau de maturité des OPA pour décider du passage d'un niveau à un autre. Particulièrement, pour le passage du niveau de maturité 1 au niveau 2 prendre en compte les activités économiques développées par l'OPA	COPA	Immédiat
Etendre sur deux ans les contrats des prestataires d'appui à la structuration après évaluation satisfaisante afin de disposer de suffisamment de temps pour dispenser les modules de formation retenus	COPA/CAFM/RPM	Immédiat
Initier systématiquement les activités d'appui à la structuration dès la signature de l'accord de financement avec toute OPA pour une meilleure mise en oeuvre	COPA	Immédiat

Formation et encadrement des exploitants

112. La formation et l'encadrement des exploitants comprend aussi bien les modules liés à la production (itinéraires techniques et bonnes pratiques culturales) que ceux relatifs aux opérations post-récolte (séchage, conditionnement, vente, etc.). La formation qui prend la forme d'appui-conseil technique est assurée par des prestataires de services recrutés par voie compétitive. La mission a noté que cet appui-conseil est globalement bien conduit.

113. **Formation pour la production de riz.** Ce sont 350 exploitants qui ont été encadrés et 65 producteurs formés soit environ 20% des exploitants encadrés.

114. **Formation pour la production de maïs.** Pour les groupements communautaires de 2013, il n'a pas été possible de recruter des prestataires d'appui-conseil en raison de la longueur du processus de passation de marché (cinq mois au moins). Pour les microprojets, au total, ce sont 3 027 producteurs (821 Bouaké, 1 214 Korhogo, 992 Bondoukou) dont 1 104 femmes (111 Bouaké, 613 Korhogo et 380 Bondoukou) qui ont été encadrés et 1 969 producteurs formés (505 Bouaké, 1 032 Korhogo, 432 Bondoukou) soit environ 65% des exploitants encadrés.

115. **Formation pour la production de cultures maraîchères.** Concernant les cultures maraîchères, les prestations ont démarré avec la mise en place des pépinières sur le site de Kafalovogo pour 2,3 ha. Un effectif de 83 femmes a été encadré et formé sur ce site.

116. **Constats généraux.** Le cahier de charge des prestataires comprend, entre autres, la formation des formateurs relais susceptibles de prolonger et perpétuer les formations au sein des OPA après le départ des prestataires. Ces formateurs relais sont sélectionnés aussi bien parmi les femmes que parmi les jeunes. Le seul bémol est que les prestataires sont liés au projet par des contrats portant sur une seule campagne, durée jugée trop courte par les bénéficiaires. Les cahiers de charge des prestataires ne prévoient pas d'activités de consolidation des connaissances acquises par les producteurs, encore moins un accompagnement des formateurs relais après la fin du contrat. Cette disposition semble d'ailleurs entrer en contradiction avec l'objectif d'extension des superficies par le biais de la reconstitution des fonds intrants permettant l'intégration de nouveaux producteurs. Pourtant ces nouveaux producteurs nécessitent eux aussi, comme les premiers, un appui technique pouvant leur donner la chance de mieux maîtriser les itinéraires techniques et optimiser l'utilisation des intrants reçus. Or, il n'est pas évident que les formateurs relais (formés sur une seule campagne) soient en mesure d'assurer à eux seuls une telle prestation. La mission recommande alors de porter la durée des contrats des prestataires d'appui-conseil à deux campagnes successives. Les appuis de la deuxième campagne pourraient être organisés de la manière suivante: (i) appui allégé aux premiers bénéficiaires en axant les prestations sur des actions de consolidation des connaissances et de coaching des formateurs relais; (ii) fourniture du paquet complet de formation aux nouveaux bénéficiaires et identification et formation de nouveaux formateurs relais.

117. Par ailleurs, la mission a constaté que plusieurs producteurs encadrés ont été victimes d'aléas climatiques avérés se traduisant par des impacts négatifs sur leurs récoltes et sur la reconstitution des fonds intrants. La mission propose qu'une deuxième et dernière allocation d'intrants couplée à la répétition de l'appui conseil soit octroyée à ce type de paysans pour leur permettre de relancer leur production.

Recommandations sur la formation et l'encadrement des producteurs

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
<p>Etendre sur deux ans les contrats des prestataires d'appui-conseil et formation des producteurs après évaluation satisfaisante des premiers contrats afin de:</p> <ul style="list-style-type: none"> consolider les formations reçues; coacher les formateurs relais; encadrer les nouveaux producteurs bénéficiaires de la reconstitution des fonds intrants <p>Introduire un module de formation sur l'établissement et le suivi de la mise en œuvre de plans de campagne pour les OPA ayant montré un bon niveau de maturité</p>	COPA/CPA	Immédiat
Faire bénéficier les producteurs victimes d'aléas avérés (à partir de 2014) d'une deuxième allocation en intrants et de l'appui conseil et formation	COPA/CPA	Immédiat
Distribuer l'intégralité des stocks intrants		

Composante 3: Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Coordination et Gestion

Actualisation des manuels de base du PROPACOM

118. Pour tenir compte de toutes les propositions et recommandations faites par les différentes missions de supervision et de RMP ainsi que par le Comité ad hoc, il sera nécessaire de réviser de nouveau, autant que nécessaire, les manuels de base comme celui de procédures administratives, comptables et financières; le Manuel des procédures de financement des microprojets, le Manuel d'exécution et le Manuel de suivi-évaluation.

Orientation et pilotage du projet

Cellule ad hoc d'appui technique à l'UCP

119. Lors de la récente réunion du Comité ad hoc à laquelle la mission a pu participer, il a été noté la pertinence d'un tel comité et relevé que la qualité de l'assistance technique dudit comité peut vraiment apporter si tant est que l'on s'assure que: (i) des réunions régulières sont tenues; et que (ii) les recommandations de ce comité sont effectivement suivies.

120. **Cadres Régionaux de Concertation (CRC).** La mission constate que les CRC ne se sont réunis qu'une seule fois au cours de l'année 2015. Par conséquent, elle recommande que les CRC se réunissent au moins deux fois dans l'année.

121. Pendant le premier trimestre de l'année, seule l'antenne de Bouaké a tenu une session du CRC. A l'issue de ce CRC, un total de 13 microprojets a été sélectionné pour l'exercice 2016.

122. Tenant compte des recommandations des CRC, un arrêté préfectoral a été pris pour nommer de manière formelle les membres statutaires du CRC du Hambol. Concernant les autres régions, les discussions sont en cours avec les autorités et les DR Agriculture. La mission recommande de formaliser rapidement la désignation des membres de tous les CRC en tenant compte du nouvel arrêté élargissant la composition des CRC à d'autres ministères.

123. **COP.** La sixième session ordinaire du COP a eu lieu le 13/07/2015 à Bouaké. Cette session a eu à examiner et approuver le PTBA 2015 révisé du PROPACOM. La septième session a été tenue en janvier 2015 afin d'examiner le projet de PTBA 2016 du PROPACOM et du PROPACOM Extension Ouest. Une session du COP est prévue en juillet 2016 prochain.

Recommandation sur la Coordination et Gestion

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Continuer à tenir des réunions mensuelles entre l'UCP, la DRMP et la Préfecture en vue d'accélérer les procédures de passation des marchés	Coordo	Immédiat et continu
Faire un suivi régulier des moratoires accordés aux entreprises défaillantes et informer la DRMP des résultats obtenus dès la fin du délai fixé	RPM /RIR	Continu
Faire le suivi du traitement des dossiers de résiliations de contrats demandés à la DRMP	RPM	Immédiat et continu
Renforcer les capacités du personnel de l'UCP en étude et évaluation des microprojets soumis	Coordo	Octobre 2016 et continu
Faire systématiquement l'évaluation de chaque microprojet achevé par une équipe incluant le CSE, RIR, DRA, CPA	COPA	Immédiat et continu
Préparer les dossiers relatifs aux volets complémentaires des microprojets et les soumettre à une session extraordinaire du CRC en vue de leur inclusion soit dans le PTBA de 2016 ou dans le PTBA de 2017. Il ne faudra y inclure que les activités dont la programmation à rebours démontre la possibilité de terminer leur exécution avant la date d'achèvement du projet en mars 2018	Coordo	20 juin 2016 Octobre 2016
Prévoir dans le PTBA de 2017-2018, les études préparatoires à l'élaboration du rapport d'achèvement (études /enquêtes thématiques sur les effets et impacts)	CSE	Octobre 2016
Rendre disponible le PTBA 2016 révisé sur la base des résultats de la revue du portefeuille des microprojets	Coordo, RSE, Equipe projet	15 juillet 2016
Elaborer le PTBA 2017-18 (15 mois) de clôture du projet sur la base des résultats de la revue du portefeuille des microprojets	Coordo, RSE, Equipe projet	3ème trimestre 2016

Appréciation de la qualité de l'appui apporté par le MINADER

124. Le MINADER en tant que ministère de tutelle technique a pour mission de fournir au PROPACOM une assistance stratégique et technique. C'est dans ce cadre qu'il apporte au projet les appuis suivants: (i) pilotage stratégique à travers la Présidence du COP, (ii) préparation du PTBA; (iii) le suivi évaluation externe de la mise en œuvre du projet.

125. L'appui fourni par le MINADER a surtout concerné le suivi et évaluation de la mise en œuvre du projet à travers la Direction de l'Evaluation des Projet (DEP). Depuis 2014, la DEP a effectué, deux fois par an, des missions de suivi de la mise en œuvre des activités du PTBA. A partir d'octobre 2014, le MINAGRI a mis en place un Comité ad hoc qui a pour mission d'assister l'UCP dans l'exécution du projet en vue d'améliorer sa performance et de le faire sortir de la catégorie des projets à problème. Les actions du comité ont visé le renforcement des capacités de l'UCP en matière de planification des activités et de la passation des marchés.

126. Toutefois, force est de constater que ces appuis n'ont pas permis d'améliorer de manière substantielle la performance du projet. Au cours des travaux de la mission, il est apparu que: (i) l'appui du MINADER s'est principalement limité à ses missions régaliennes de contrôle à travers des missions de suivi-évaluation externe par la DEP. L'expertise des Directions techniques du MINADER (DOPA, DARME, DEMME, etc.) a été très peu utilisée pour soutenir la mise en œuvre des activités techniques du projet; (ii) les Directions Régionales ou Départementales de l'Agriculture (DRA/DDA) ont été très peu impliquées dans le suivi des activités du projet sur le terrain. L'initiative prise par les antennes d'effectuer des missions conjointes de suivi avec les services déconcentrés de l'agriculture est à encourager et devrait être formalisée par un accord-cadre entre l'UCP et les DRA; (iii) l'assistance technique du Comité ad hoc n'a pas été régulière en 2015. Celui-ci ne s'est réuni qu'une seule fois et n'a pas mis en place un mécanisme de suivi rigoureux de ses recommandations par l'UCP, rendant ainsi son appui peu efficace à améliorer de manière significative la performance du projet.

127. Sur la base de ces constats, la mission recommande: (i) une meilleure implication d'une part des Directions centrales techniques et des Direction déconcentrées du MINADER pour appuyer et suivre la mise en œuvre des activités du projet; (ii) la mise en place d'une assistance technique auprès de l'UCP pour renforcer ses capacités en matière de gestion axée sur les résultats, planification, suivi-évaluation et travail en équipe.

Recommandations sur le suivi externe

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Impliquer les Directions centrales techniques et les STD dans l'appui à la mise en œuvre du projet à travers la signature de convention-cadre	Chefs d'antennes / Coordo	Immédiat et continu
Mettre en place une assistance technique auprès de l'UCP pour renforcer ses capacités en matière de gestion axée sur les résultats, planification, approche microprojet, ciblage, suivi-évaluation, et travail en équipe	MINADER / FIDA	Immédiat

Suivi-Evaluation

128. **Dispositif de planification.** Le projet est doté de nombreux outils de programmation et de suivi-évaluation mais ceux-ci ne sont pas forcément bien articulés entre eux. Cette situation s'explique en partie par les évolutions qu'a connues le projet avec notamment une première phase de mise en œuvre simultanée avec le projet PRAREP et une seconde phase de mise en œuvre conjointe avec le PROPACOM Ouest qui s'est traduite par la mise en place d'un nouveau dispositif et d'un nouveau Manuel des procédures du système de suivi-évaluation.

129. L'intégration des outils et des modes de gestion du PROPACOM et du PROPACOM Ouest s'expliquait par le choix d'évoluer vers une approche programme à l'échelle des projets du FIDA en Côte d'Ivoire. Cette volonté s'est toutefois heurtée à l'obligation de respecter les éléments contractuels contenus dans le DCP (document de conception de projet) et notamment le cadre logique. En conséquence, l'équipe du projet a reçu instruction du FIDA de finalement se conformer, pour le PROPACOM, au cadre logique initial et de ne pas utiliser le cadre logique harmonisé conçu lors de l'élaboration du PROPACOM Ouest.

130. L'approche microprojets a également été introduite au début de l'exécution du projet, mais elle n'était pas décrite de manière explicite dans le document de projet et elle a été insuffisamment prise en compte dans les nouveaux outils. Ceux-ci, en revanche, ont été élaborés pour répondre aux besoins du PROPACOM Ouest dont les modalités de mise en œuvre diffèrent en partie de celles du PROPACOM. Ce dernier devait adapter ses modalités d'intervention à celles retenues pour le PROPACOM Ouest.

131. Cette instabilité des outils, couplée à la mobilité du personnel et à une démarche d'intervention mouvante, ont fortement perturbé l'équipe en charge de la programmation et du suivi-évaluation même si les personnes responsables de ce domaine ont peu été concernées par les mouvements de personnels. On note par ailleurs que le dispositif de suivi-évaluation se caractérise par un manque d'intégration des outils entre eux, notamment les bases de données, et d'harmonisation entre les supports utilisés par chaque antenne et par l'UCP.

132. **Organisation de réunions d'équipe.** La tenue de réunions régulières tel que préconisé lors de la mission de supervision de novembre 2015 est plus que jamais indispensable pour accélérer la mise en œuvre du projet. Dans un premier temps, il s'agit de rapidement préparer et de faire adopter un PTBA 2016 révisé et de préparer le PTBA de clôture 2017-18. Il s'agit ensuite de renforcer la solidarité interne et l'efficacité des équipes par un management très étroit de la part du Coordonnateur du projet et des Chefs d'antennes, par un découplage des équipes et par le renforcement de la concertation au sein du projet afin de prendre collectivement des décisions destinées à accélérer la mise en œuvre du projet.

133. **Rapportage et suivi des activités sur le terrain:** Une caractéristique du dispositif de suivi est sa forte dépendance vis-à-vis des prestataires (appui conseil agricole et appui à la structuration des OP) pour la collecte des données de base en termes de réalisation physique. On constate une indisponibilité des données au niveau du projet lorsqu'un appui matériel à une OP n'a pas pu être accompagné simultanément de l'appui d'un prestataire ou lorsque l'appui du prestataire est achevé (niveau de production, niveau de reconstitution des intrants, etc.). Le projet devrait assurer un suivi beaucoup plus rapproché des OP bénéficiaires, surtout lorsqu'il n'y a pas de prestataires pour les accompagner.

134. Même lorsque le prestataire est en place, les délais de remontée de l'information sont longs (rapport bimestriel, avec des retards parfois importants dans le cas de l'ANADER) et les rencontres mensuelles (contractuelles) entre les antennes et les prestataires pourraient donner lieu à une

collecte systématique de données de réalisation qui pourraient être validées dans un PV. Par ailleurs, le circuit de collecte et de traitement des données mériterait d'être clarifié en précisant mieux la répartition des rôles et responsabilités entre l'UCP et les antennes. Les capacités de contrôle existantes, et notamment la possibilité de croiser les données contenues dans les rapports d'exécution et celles des bases de données sous Excel qui doivent être transmises simultanément par les prestataires, devraient être renforcées et déconcentrées au niveau des antennes du projet car aujourd'hui cette fonction est, pour l'essentiel, assurée par le Responsable Suivi Evaluation RSE de l'UCP, essentiellement pour des raisons d'efficacité (pour rendre disponibles les données rapidement).

135. Cette situation est préjudiciable au bon fonctionnement du dispositif car les antennes se trouvent déresponsabilisées. Les Chargés de suivi évaluation des antennes devraient d'une manière générale assurer un contrôle qualité du rapportage des prestataires et réaliser à leur niveau un traitement plus poussé des données pour sortir des éléments d'analyse de l'activité du projet dans leurs zones. Des formations devraient être prévues dans ce sens ainsi qu'un atelier pour que l'équipe chargée du SE propose une organisation plus efficace de son dispositif, respectant les principes de subsidiarité entre les niveaux et d'harmonisation / intégration des outils utilisés au sein du projet. Un appui technique extérieur pourrait être apporté à l'équipe pour faciliter l'atelier et accompagner les réflexions à la fois sur l'organisation et sur les outils du dispositif.

136. La mission de supervision de novembre 2015 indiquait déjà que «tous les services» de l'UCP (technique, financier au niveau de la coordination et des antennes, et les bénéficiaires) doivent participer à la collecte des données et des informations. Ce travail de collecte doit être cohérent, efficace et organisé autour d'un rapportage interne hebdomadaire, mensuel, sur la base duquel seront établis les rapports trimestriel, semestriel et annuel sur l'état d'avancement du PTBA et du projet. La recommandation est toujours d'actualité.

137. **Suivi de la mise en œuvre de l'approche microprojets:** l'approche microprojet n'a pas été prévue à la conception du projet de façon claire et aucun outil de suivi du portefeuille de microprojets n'a été mis en place. La mission a proposé un cadre de suivi des microprojets par antenne et par année afin de mesurer le nombre de microprojets effectivement mis en œuvre par rapport aux nombres de microprojets soumis aux différentes étapes préalables d'instruction et d'adoption.

138. Les conventions de financement des microprojets devraient contenir en annexe un chronogramme d'exécution. Le chronogramme devrait partir de la date de signature du microprojet et, tenant compte des délais de passation des marchés et de fournitures des services et équipements, du calendrier agricole, de la saisonnalité de certains travaux, indiquer les grandes étapes de sa mise en œuvre en utilisant des dates réelles (bien qu'indicatives). Pour ce faire, il est essentiel de se rapprocher des CAFM lors de la préparation des conventions de financement des microprojets pour s'assurer de la faisabilité du chronogramme et du Responsable Passation des Marchés RPM pour consolidation dans le Plan de Passation des Marchés (PPM) et PTBA. Ce chronogramme permettra à l'équipe projet et aux bénéficiaires de mieux appréhender le processus d'exécution du microprojet, le phasage des activités et des interventions des prestataires. Il pourra également servir lors de l'élaboration des PTBA (ou justifier une actualisation du PTBA en cours) et il permettra d'intégrer le microprojet dans le tableau de bord de mise en œuvre du projet.

139. Par ailleurs, il serait intéressant de faire évoluer la base de données intégrée qui sert à assurer la programmation et le suivi des réalisations pour qu'elle puisse continuer à servir à la préparation des PTBA et au suivi de leur exécution tout en permettant de présenter l'avancement de chaque microprojet pris individuellement ou regroupé par filière, par antenne ou par CRC.

140. **Informatisation du Système de Suivi-Evaluation (SSE).** La base de données de la plateforme web multi-projets est fonctionnelle et les mécanismes d'utilisation de l'application et de mises à jour des données sont en place. L'application telle qu'elle est conçue aujourd'hui repose sur les domaines d'interventions du projet et ne permet pas d'assurer un suivi détaillé par microprojets (nature précise des activités, niveau d'exécution physique et financier). Il apparaît nécessaire de faire évoluer l'application informatique pour prendre en compte cette dimension.

141. La diffusion du Manuel de gestion du système informatisé de suivi-évaluation et la mise en place de formations à destination des différents usagers (UCP et partenaires) sont encore indispensables pour rendre cet outil véritablement opérationnel, y compris au profit des administrateurs au niveau des antennes du projet. Les formations ou les séances de présentation du

manuel devront être l'occasion de discuter et de clarifier les rôles et responsabilités (mandat de chacun, procédure de validation) des différentes personnes habilitées à alimenter le système.

142. **Tableau de bord:** Une planification pluriannuelle des activités sous forme de tableau de bord a été élaborée au démarrage du projet sur la base du budget global annualisé. Cet outil n'a pas été actualisé par la suite sur la base des réalisations effectives et des nouvelles planifications. L'utilisation d'un tableau de bord permettrait de mieux intégrer les programmations annuelles entre elles et surtout d'inscrire les microprojets, et les marchés qui en découlent, dans un cadre unique de programmation pluriannuelle qui faciliterait la gestion globale du projet.

143. **Cadre de mesure du rendement:** Un cadre de mesure du rendement désagrégeant les indicateurs du cadre logique par année était prévu dans le Manuel de suivi initial du projet mais celui-ci n'a finalement pas été mis en place et son principe n'a pas été repris dans le nouveau Manuel de suivi-évaluation du projet adopté en 2015. En termes de planification, la compatibilité d'un tel outil avec l'approche microprojets («à la demande») peut poser question pour la programmation (activités et cibles) mais il peut au moins constituer un instrument de cadrage global (répartition des objectifs du projet par antennes, séquençage des activités...) et servir à déterminer des cibles théoriques par années selon une programmation glissante. Par ailleurs, l'outil conserve tout son intérêt pour établir les bilans annuels, mesurer l'avancement du projet (taux d'exécution) au regard des objectifs globaux (cibles). L'intérêt de la réactivation d'un tel outil devra être évalué par l'équipe du projet en fonction de la charge de travail additionnelle que pourrait représenter son utilisation et de sa valeur ajoutée par rapport au dispositif existant.

144. **Suivi des indicateurs.** A ce stade du projet, très peu d'indicateurs clés du cadre logique peuvent être renseignés. Cette situation s'explique en grande partie par le fait que les résultats ne sont comptabilisés que lorsque l'activité est totalement achevée (travaux et équipement réceptionnés, rapport d'exécution des prestataires validés). Par ailleurs, le rapport d'évaluation d'impact SYGRI à mi-parcours n'est pas encore disponible (étude réalisée mais rapport au stade provisoire) et l'autoévaluation pour mesurer les effets du projet n'est pas encore réalisée (elle est prévue dans les prochaines semaines).

145. **Révision du cadre logique et des cibles du projet:** La mission a procédé à une revue du portefeuille des microprojets en cours afin de déterminer les conditions d'une mise en œuvre rapide des activités prévues et de prévoir, au cas par cas, des activités complémentaires qui pourrait venir conforter les résultats du projet. En revanche, aucun nouveau microprojet n'est envisagé compte tenu des délais de mise en œuvre constatés jusqu'ici. Les réalisations prévues dans les microprojets en cours, et les activités additionnelles qui pourraient venir les compléter, pourraient ne pas permettre d'atteindre une partie des cibles du projet. Cela concerne notamment les aménagements rizières et maraîchers dont la réalisation conditionne par ailleurs les activités de mise en valeur et d'appui à la structuration des OP.

146. Sur la base de cette revue un cadre logique révisé doit être proposé afin de déterminer des cibles réalistes à atteindre d'ici l'achèvement du projet et d'améliorer la batterie d'indicateurs (réduction du nombre d'indicateurs complexes et clarification de certains d'entre eux, meilleure prise en compte du genre, meilleure articulation entre les niveaux produits, effet et impact, précision sur les sources de vérification en relation avec la mise en place d'un dispositif d'enquête...) tout en assurant la continuité des indicateurs clés renseignés à ce jour.

147. **SYGRI.** L'UCP établit régulièrement son rapport annuel SYGRI sur la base des données qu'elle peut collecter, y compris à partir des rapports des prestataires de services en appui conseil et appui à la structuration. Elle exploite notamment pour le SYGRI les données sur le nombre de personnes formées ou ayant accès à des services alors qu'elle n'utilise pas ces mêmes informations pour renseigner les indicateurs du cadre logique pour les raisons évoquées ci-dessus. Une harmonisation de l'approche est nécessaire à ce niveau. Par ailleurs, la correspondance entre les indicateurs SYGRI et ceux du cadre logique contribuant au SYGRI n'est pas évidente dans la plupart des cas. Il serait souhaitable d'indiquer pour chaque indicateur SYGRI de niveau 2 (effets) quels sont les indicateurs du cadre logique à partir desquels il est renseigné. La révision du cadre logique pourrait également permettre de mieux intégrer les indicateurs SYGRI à l'intérieur et de simplifier ainsi le dispositif de suivi.

148. **Préparation du rapport d'achèvement:** Dans le cadre du processus d'achèvement à mettre en place pendant la dernière année d'exécution du projet (2017), une série d'études d'impact/

enquêtes ou études thématiques devront être programmées. Celles-ci permettront une évaluation des effets concrets du projet sur les bénéficiaires. Des consultations approfondies devront être menées pour s'enquérir des points de vue des principales parties prenantes et les bénéficiaires sur la performance et les effets du projet. Ces consultations pourront faire l'objet d'ateliers régionaux d'évaluation organisés par les antennes.

149. La mission suggère aussi d'organiser un atelier et recommande de commanditer une étude sur les effets que les appuis du PRAREP auront eus sur les revenus des producteurs semenciers en qualité d'acteurs clés dans la recapitalisation du secteur agricole des filières ciblées.

150. Un temps suffisant devra être réservé pour des consultations approfondies afin de s'enquérir des vues des principales parties prenantes, à savoir personnel du projet, partenaires (Gouvernement, autres donateurs, prestataires de services, société civile et secteur privé) et bénéficiaires directs et indirects. Il faudra également prévoir les dispositions à prendre pour fournir une information en retour aux parties prenantes et ménager un temps suffisant pour pouvoir fournir des éclaircissements.

Recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Réviser le cadre logique et les indicateurs en fonction des résultats de la revue du portefeuille des microprojets et pour améliorer et simplifier la batterie d'indicateurs, en particulier pour le niveau effet, en relation avec le SYGRI	Coordo, RSE	Septembre / octobre 2016
Organiser un atelier réunissant l'équipe en charge du suivi-évaluation pour remettre à plat le dispositif, discuter des rôles et responsabilités de chacun et identifier les renforcements de capacités nécessaires à tous les niveaux	Coordo, RSE/CSE	Septembre / octobre 2016
Améliorer l'intégration du système de suivi-évaluation en harmonisant progressivement les outils utilisés par les antennes et par l'UCP	RSE/CSE	Immédiat et continu
Respecter les principes de subsidiarité entre les antennes et l'UCP et responsabiliser davantage l'ensemble de l'équipe dans la collecte des données et leur traitement	RSE/CSE	Immédiat et continu
Consolider le dispositif d'enquêtes et de collecte des données afin de pouvoir compléter et vérifier les données communiquées par les prestataires	RSE/CSE	Second semestre 2016
Mettre en place un cadre de suivi du portefeuille de microprojets sur la base de celui proposé par la mission et le faire évoluer en fonction des besoins d'informations	CSE /RSE	Immédiat
Etablir pour chaque microprojet un chronogramme de mise en œuvre partant de la signature de la convention, ou de la date d'établissement du chronogramme pour les microprojets en cours. Actualiser régulièrement le chronogramme	Antennes, CAFM	Immédiat, concomitamment avec la préparation du PTBA 2016 révisé, et continu
Faire évoluer la base de données intégrée existante afin d'assurer le suivi et la programmation par microprojet en plus du suivi actuel selon l'architecture du PTBA, par antenne et par culture	RSE/ CSE	Fin septembre 2016
Valoriser le tableau de bord pour assurer la planification pluriannuelle du projet	Coordo, RSE	Immédiat, concomitamment avec la préparation du PTBA 2016 révisé, et continu
Diffuser largement le Manuel de gestion du système informatisé de suivi-évaluation et assurer des formations sur l'utilisation du système informatisé de suivi-évaluation à destination des différents types d'utilisateurs	RSE/CSE	Immédiat et second semestre 2016 (formations)

C. État d'avancement de l'exécution du projet

Ciblage des OPA bénéficiaires

151. Le PROPACOM a démarré ses activités en 2013 alors qu'il ne disposait pas encore d'une méthode de ciblage et d'outils permettant de toucher de manière efficace les OPA et leurs membres. En attendant l'élaboration de ces outils et pour éviter de se retrouver avec une année blanche, l'équipe a utilisé dans un premier temps, l'approche du PRAREP en travaillant directement avec les groupements communautaires particulièrement pour la production du maïs.

152. La méthode de ciblage finalement formulée permet désormais de sélectionner les OPA² sur la base des critères suivants: (i) se situer dans la zone d'intervention du projet; (ii) développer des actions correspondant aux domaines d'intervention du projet; (iii) avoir une expérience de deux ans au minimum; et (iv) compter au moins 30 % de femmes parmi ses membres.

153. Lors des visites de terrain la mission a pu constater que le ciblage des bénéficiaires à l'intérieur des OPA des projets est laissé à la discrétion des OPA. Toutefois, la mission attire l'attention de l'UCP sur le fait que l'efficacité d'un tel ciblage laissé à l'appréciation des OPA dépend de la capacité de la structure de prise de décision au sein des OPA à allouer les biens et services du programme de manière efficace, conformément aux objectifs visés par le projet. Un tel ciblage par les OPA exige au préalable: (i) une évaluation des structures de prise de décision au sein des OPA pour déterminer non seulement leur existence mais aussi leur représentativité et la participation des membres aux prises de décision; et (ii) une bonne compréhension des pratiques et mécanismes d'assistance ou d'entraide existants au sein des OPA. Ceci permettra de donner une indication des critères selon lesquels les appuis du projet sont alloués aux membres des OPA, définir dans quelle mesure les groupes cibles du projet (femmes et jeunes) ont effectivement accès aux appuis du projet et mettre en relief d'autres facteurs qui pourraient jouer sur le ciblage au sein des OPA. A ce sujet l'UCP pourrait s'inspirer de l'expérience pratiquée par le PAFA au Sénégal.

154. Depuis 2013, suite aux campagnes d'information/sensibilisation organisées par le projet, ce sont 124 OPA (23 à Bouaké, 53 à Bondoukou et 48 à Korhogo) qui ont été sélectionnées. Ces chiffres n'incluent pas les groupements informels bénéficiaires d'appuis du projet pour la production de maïs en 2013. Conformément à la stratégie du projet, les OPA sélectionnées ont soumis des microprojets aux CRC dont 68 ont été approuvés en fin 2013 (11 à Bouaké, 25 à Korhogo, et 32 à Bondoukou), 56 en 2014 (12 Bouaké, 23 Korhogo, et 21 Bondoukou), aucun en 2015 et 10 en 2016 à Bouaké. La cinquième session du CRC de l'Antenne de Bouaké s'est tenue le 31/03/2016 et celle des antennes de Bondoukou et de Korhogo est envisagée pour juin 2016. L'expérience appliquée jusqu'à maintenant n'établissait pas une distinction nette entre une OPA et une section d'OPA.

155. A travers l'appui à ces 124 premières OPA, le projet se proposait de toucher 16 795 bénéficiaires (répartis comme suit: 3 003 à Bouaké dont 1 288 femmes, 7 911 à Bondoukou dont 3 707 femmes et 5 881 à Korhogo dont 3 359 femmes). Malheureusement, à cause du retard pris dans la réalisation des aménagements, les activités rizicoles et de maraîchage ont faiblement démarré; ce qui a limité le nombre de producteurs bénéficiaires d'appui dans ces domaines à: (i) 350 personnes pour le riz (280 à Bouaké dont 37 femmes et 70 à Bondoukou dont 40 femmes); (ii) 3 027 exploitants dont 1 104 femmes pour le maïs (821 à Bouaké dont 111 femmes, 1 214 à Korhogo dont 613 femmes et 992 à Bondoukou dont 380 femmes). Les activités de maraîchage quant à elles n'ont pratiquement pas commencé hormis le site de Kafalovogo dont 2,3 ha ont été emblavés par un effectif de 83 bénéficiaires dont 81 femmes.

156. **Examen du portefeuille de microprojets.** Les microprojets ont été retenus lors de CRC en 2013 et 2014 pour l'ensemble des antennes et en 2016 pour l'antenne de Bouaké. Au total, ce sont 115 microprojets qui ont été retenus dont 53 à Bondoukou, 39 à Korhogo et 23 à Bouaké pour un montant total de 4,5 milliards de FCFA. Il faut ajouter à cela 10 des 13 microprojets approuvés qui devraient être signés cette année au niveau de l'antenne de Bouaké pour un montant total de près de 400 millions de FCFA. Cette différence entre les implantations du projet s'explique par l'absence de démarche commune à toutes les antennes lors de la mise en place de l'approche «microprojets» ce qui fait que les antennes ont été plus ou moins sélectives dans l'examen des microprojets en amont des CRC. Par ailleurs, l'antenne de Bondoukou a pris en compte des microprojets déposés par des sections d'unions elles-mêmes porteuses de microprojets, ce qui n'a pas été le cas des antennes de Bouaké et Korhogo. Ces écarts, tels que rappelés par la mission durant la dernière réunion du Comité ad hoc, dénotent une mauvaise compréhension de l'approche microprojet par le personnel de l'UCP.

157. **Cohérence entre PTBA et exécution:** La structure du PTBA est conforme aux spécificités requises pour ce type d'outil, elle permet d'assurer la programmation et le suivi de l'exécution technique et financier dans un tableau unique sur Excel. Le tableau est correctement rempli et l'on peut en tirer différents types d'extraits en fonction des besoins.

² Mécanisme transitoire de sélection des microprojets (élaboré par le PROPACOM en fin 2013)

158. Globalement, le niveau de réalisation des produits (résultats de premier niveau) est très en deçà de ce que l'on pourrait attendre d'un projet en début de cinquième année d'exécution. L'efficacité du PROPACOM est donc faible, avec des taux de réalisation physique annuels toujours inférieurs à 60% depuis 2013 mais en progression constante depuis 2014 (46,65% en 2013, 34,71% en 2014 et 51,28% en 2015). Le taux d'exécution physique du PTBA de cette année est, au 30 avril 2016, de 17,4% et il devrait atteindre cette année un niveau élevé dans la mesure où une bonne part des travaux et des fournitures d'équipement prévus dans les microprojets initiés en 2013 et 2014 devraient être achevés après avoir connu des retards successifs (délais de passation des marchés, d'exécution des prestations...).

159. **Taux d'exécution:** les taux d'exécution financière et physique totaux et par composante sont calculés annuellement sur la base des PTBA. La mission constate des écarts importants entre les deux types de taux qui ne s'explique pas uniquement par la nature différente des éléments qui sont comptabilisés de part et d'autre.

160. Le mode de calcul des taux de réalisation physique avait été modifié à l'issue de la mission de supervision de décembre 2014. Cette décision de modification du mode de calcul n'a toutefois pas été documentée dans l'AM de la mission.

161. Pour les années 2013 et 2014 le calcul du taux d'exécution physique s'est fait selon la méthode du découpage de chaque activité en phases successives qui, chacune, contribue pour sa part à la réalisation globale de l'activité (une part est affectée, sous forme de pourcentage, à chaque tâche retenue pour le calcul; le total des tâches correspondant à 100% et à une mise en œuvre intégrale de l'activité). A partir de 2015, le taux a été calculé sur la base de l'atteinte de la cible unique déterminée pour chaque activité. En fonction de la nature de l'activité le résultat peut être atteint en partie (quantité distribuée, hectare emblavé) ou uniquement en totalité (achat d'un équipement, tenue d'un atelier).

162. De plus, un coefficient de pondération a été appliqué au taux d'exécution pour tenir compte du «poids» de chaque composante sur la base de la part qu'elle représente dans le budget global du projet. Appliquée pour calculer le taux d'exécution global, la pondération a également été appliquée à chaque composante prise individuellement. Cela n'a pas de sens dans la mesure où la pondération ne peut être faite, selon un critère spécifique et déterminé, que par rapport à un ensemble dans lequel on relativise la part de ces différents éléments constitutifs. En conséquence, les taux de 2015 et de 2016 ne peuvent être comparés avec ceux de 2014 et 2013. La mission recommande de reprendre la méthode utilisée en 2013 et 2014 (activité découpée en phases/tâches) pour le PTBA 2016 révisé et pour les suivants et de reprendre le PTBA 2015 selon cette méthode afin que toutes les années puissent être analysées sur une base commune.

Etat d'avancement de l'exécution du projet

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Revoir le mode de calcul du taux de réalisation physique et reprendre les calculs de toutes les années selon cette méthode	RSE	Immédiat et continu
Renforcer les capacités du personnel de l'UCP en étude et évaluation des microprojets soumis	Coordo	Août 2016
Faire systématiquement l'évaluation de chaque microprojet achevé par une équipe incluant le CSE, RIR, DRA, CPA	COPA	Immédiat et continu

D. Gestion fiduciaire

163. **Appréciation d'ensemble.** Au regard du respect des différentes échéances contractuelles de reporting, la conduite de la gestion administrative, financière et comptable du projet est globalement satisfaisante. Ainsi, les états financiers 2013, 2014 et 2015 ont été envoyés au FIDA dans les délais requis, respectivement le 16/04/2014, le 01/04/2015 et le 01/04/2016. Il en est de même des rapports d'audit y relatifs qui ont été transmis le 16/05/2014, le 15/04/2015 et le 21/04/16. En outre, les conclusions de ces différents audits n'ont pas remis en question la régularité, la consistance et la fiabilité des états financiers fournis. Au plan opérationnel, le taux moyen d'exécution des PTBA de la période sous revue est de 80,68%. Cependant, à environ 21 mois de la date d'achèvement du projet, le taux de décaissement réel du don FIDA n'est que de 49,11%. Par ailleurs, le taux de réalisation de la contrepartie de l'Etat exprimée en taxes se situe à 27,81%. Par contre, en matière de contribution des bénéficiaires, le taux d'exécution de 1,17%, reste encore non significatif à cause des difficultés

liées à sa mobilisation. Au niveau institutionnel, les différentes réunions du COP se sont régulièrement tenues pour approuver les PTBA. Cependant, les sessions préalables des CRC devant statuer sur les PTBA de 2014 et 2015 n'ont pas eu lieu à Bondoukou et à Korhogo. En ce qui concerne «l'autorisation préalable du FIDA» (non-objection) qui sous-tend l'exécution nationale des activités, le délai moyen de traitement des 150 demandes formulées est de treize jours.

164. Outils de gestion. Les outils élaborés pour le PRAREP ont été mis à jour pour prendre en compte les spécificités du PROPACOM, notamment les Manuels de procédures de gestion et d'exécution (janvier 2013) ainsi que le Manuel de suivi-évaluation (juin 2013). Le Manuel spécifique de financement des microprojets a été élaboré en octobre 2014. Ainsi, la mise en œuvre notamment des procédures administratives, financières et comptables a permis de créer des conditions opérationnelles d'exécution normée des axes et cycles fondamentaux de gestion relatifs aux aspects fiduciaires, à travers l'opérationnalisation du système informatisé de gestion Tom2Pro, installé en novembre 2013. Actuellement, le paramétrage des nouveaux formulaires de mobilisation des ressources "smart SOE" est achevé. Sur le formulaire 101, la colonne supplémentaire faisant ressortir "le montant des factures des contractants ou des fournisseurs couvertes par la demande" vient d'être prise en compte permettant ainsi de finaliser la DRF 20 en instance. En ce qui concerne le module de gestion Tom2Marchés, le paramétrage est également terminé et la mise à jour des données historiques est en cours d'exécution. A cet égard, il faudra s'assurer à terme de la cohérence des informations et des tableaux de synthèse générés par le logiciel en relation avec les données comptables.

Gestion du personnel

165. Effectif et rémunérations. Le PROPACOM compte actuellement 37 agents pris en charge sur les ressources du FIDA dont 14/UCP et 23/Antennes. Par rapport aux prévisions, il reste encore à recruter un CPA et trois CTC. A cet égard, la mission est d'avis qu'il faut régulariser urgemment la vacance du poste de CPA de Bondoukou en faisant appel au candidat arrivé troisième lors du recrutement. Par contre pour les CTC, il s'agit de surseoir à leur engagement et de contractualiser des consultants nationaux et/ou régionaux pour prendre en charge les aspects liés à la transformation et à la commercialisation. A titre de rappel, le personnel du projet qui émarge sur les fonds du Trésor est de 8 agents (3 contractuels de l'Agence comptable et 5 agents de bureau). Au 30/04/2016, le montant des salaires et indemnités, y compris les frais de mission, mobilisé sur la Catégorie V du don est de 611 491 382 FCFA. Cette catégorie affiche un niveau de décaissement réel de 113,69%. Les ressources supplémentaires nécessaires à cette catégorie jusqu'à l'achèvement/clôture du projet se chiffrent à environ 1 310 107,42 DTS/1 310 674 907 FCFA. A terme, le coût de cette catégorie sera de 1 964 015,11 DTS représentant ainsi 13,54% des ressources du don contre les 590 000 DTS initialement prévus (4,06%).

166. Tout le personnel dispose de contrats en bonne et due forme. Cependant, des échanges ont eu lieu à partir de mai 2015 entre le projet, le FIDA et le service juridique du MINAGRI qui ont abouti à la confection d'un contrat de travail type applicable dès juin 2015 (le contrat de référence étant celui du RPM en date du 08.06.15). A compter du 01/01/16, le personnel PRAREP/PROPACOM sera régi par le nouveau contrat. Cependant, il restera à résoudre le paiement des droits du personnel PRAREP transféré sur le PROPACOM sur la base de la non-objection du FIDA du 22/06/15.

167. Les évaluations de performance 2015 du personnel ont été réalisées en fin décembre 2015 avec des avis favorables à la reconduction des contrats. Les évaluations du personnel cadre ont été approuvées par le DGPPS.

Planification et gestion budgétaire

168. Processus de planification. Le processus d'élaboration et d'approbation des PTBA/PPM s'est déroulé avec quelques difficultés à respecter les échéances de soumission des PTBA au FIDA. La durée du retard est en moyenne de 72 jours avec une pointe de 109 jours pour le PTBA/PPM de 2016. Le délai moyen de non-objection du FIDA est de 22 jours. En termes d'exécution, les réalisations cumulées au 31/12/2015 se chiffrent à 6 011 248 018 FCFA par rapport au cumul des prévisions de 7 450 586 824 FCFA, soit un taux moyen d'exécution de 80,68%. Les taux d'exécution par bailleur sur la période sous revue sont en moyenne respectivement de 77,67%/FIDA; 125,09%/Etat et 0%/Bénéficiaires. A titre de rappel, les taux annuels d'exécution des PTBA sont de: 75,75%/2013; 72,54%/2014 et 90,51%/2015.

169. **PTBA/PPM 2015.** Sur des prévisions de 3 053 364 264 FCFA (dont 2 662 240 957/FIDA, 337 298 797 FCFA/Etat, 53 824 264 FCFA/Bénéficiaires), 2 763 481 065 FCFA (2 213 011 075/FIDA, 550 469 990 FCFA/Etat) ont été dépensés, soit un taux d'exécution de 90,51%. Les taux par bailleur sont de: 83,13%/FIDA; 163,20%/Etat et 0%/Bénéficiaires. Le taux exceptionnel de l'Etat procède d'une sous-estimation des prévisions en matière de contrepartie qui n'ont pas pris en compte le transfert des immobilisations du PRAREP. Les taux de réalisation des composantes se présentent comme suit: 82,13%/composante 1 "amélioration de l'offre de produits agricoles"; 36,74%/composante 2 "valorisation et mise en marché" et 142,95%/composante 3 "coordination, suivi/évaluation et gestion des savoirs".

170. **PTBA/PPM 2016.** Ce PTBA, envoyé le 17/02/16 et approuvé le 17/03/16 par le FIDA, se chiffre à 3 385 765 799 FCFA dont 480 203 798 FCFA exécutés au 30/04/16, soit un taux d'exécution de 14,18%. Il devra être révisé sur la base des orientations de la RMP et être disponible avant le 15/07/2016. A 21 mois de la date d'achèvement du projet, cette révision devra tenir compte également du PTBA/PPM 2017/2018 de quinze mois allant du 01/01/17 au 31/03/18 à transmettre au FIDA au plus tard le 31/10/16.

Gestion financière et décaissements

171. Rappel. L'Accord de don n° G-I-DSF-8090-CI/FIDA a été signé le 16/03/2012 avec une mise en vigueur à la même date. Le premier décaissement pour l'alimentation du compte désigné a été effectué le 30/01/2013 (750 millions FCFA), soit environ dix mois après la mise en vigueur.

172. **Déboursements/bailleurs.** Le coût total du programme dans le DCP est de 28 680,4 milliers de USD dont: 22 213,9 milliers USD/Don FIDA; 5 410 milliers USD/Etat; 1 056,5 milliers USD/Bénéficiaires. Au 30/04/2016, le montant total exécuté sur les obligations de financement des bailleurs est de 11 925,2 milliers USD, soit un taux d'exécution global de 41,58%. Les déboursements (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de: i) Don FIDA/10 408,4USD (46,86%); Etat/1 504 USD (27,81%) et Bénéficiaires/12,3 USD (1,17%). A la même date, les déboursements et les taux de décaissement par composante (en milliers) sont de: 7 318 USD/composante 1 (45,88%); 882,4 USD/composante 2 (11,21%); 3 724,9 USD/composante 3 (76,65%).

173. **Décaissements.** Les décaissements ont porté sur 19 DRF/DPD pour un montant total de 5 605 075 367 FCFA/7 120 550,66 DTS dont 10 DRF d'alimentation du compte désigné de 3 203 348 563 FCFA. Le taux réel de décaissement à la DRF 19 est de 49,11% "modérément satisfaisant" selon les Profils de Décaissement par type de Projet (PDP/FIDA) dont le mode de calcul est basé sur la date de mise en vigueur du don. Avec la prise en compte de la DRF 20 en instance d'envoi à la DEP (314 678 849 FCFA/387 583,43 DTS), ce taux pourra atteindre 51,78%. A titre informatif, le délai de mobilisation des ressources du don FIDA sur les 19 DRF payées est en moyenne de 27 jours entre la date d'envoi de la DRF au FIDA et la date de crédit du compte désigné BNI/Abidjan. A cela s'ajoute le délai moyen de 28 jours pour positionner les ressources sur le compte BNI/Bouaké, soit un total de 56 jours.

174. **Réallocation des ressources.** A la DRF 19, les catégories III "études formation, information et assistance technique" et V "salaires et indemnités" ont atteint respectivement des taux de décaissement réels de 115,19% et 113,69%. Avec la prise en compte de la DRF 20 en instance d'envoi à la DEP, ces taux vont passer à 117,40% et à 124,62%. La régularisation de cette situation va nécessiter une réallocation des ressources du don qui devra également intégrer les investissements essentiels à réaliser d'ici à l'achèvement/clôture du projet, basés notamment sur les taux de décaissement à la DRF 20, qui prend en compte les dépenses de janvier et février 2016:

- Catégorie I «Génie civil et rural»: 14,77%;
- Catégorie II «Equipement, moyens de transport et intrants»: 43,42%;
- Catégorie III «Etudes, formation, information et assistance technique»: 117,40%;
- Catégorie IV «Fonds de roulement pour l'achat de paddy»: 0%;
- Catégorie V «Salaires et indemnités»: 124,62%;
- Catégorie VI «Coût de fonctionnement»: 42,07%;
- Catégorie VII «Non alloué» se chiffre à 1 450 000 DTS soit environ 1 177 254 420 FCFA (1 DTS égal à 811,8996 FCFA au 30/04/16).

175. Les projections se feront à partir des dépenses réelles de mars/avril/mai et des prévisions de dépenses de juin 2016 au 30/09/18 pour lesquelles, en matière d'investissement, les éléments significatifs ont été validés au cours de la mission.

176. **Compte désigné/FIDA.** Le rapprochement du compte désigné au 30/04/2016 met en évidence un montant reconstitué de 761 113 484 FCFA pour une dotation initiale de 750 000 000 FCFA, soit un écart en plus dans le compte de 11 113 484 FCFA (1,48%), correspondant au remboursement de l'avance de démarrage d'un prestataire pour non-exécution des travaux. Le montant avait été payé par le FIDA (DRF 17). Le projet devra procéder à la régularisation de cet écart sur la DRF 21 en minorant la catégorie "génie civil et rural" du même montant. Au 30/04/16, la trésorerie disponible en banques/caisse est de 331 986 684 FCFA (44,26% du CD). La DRF 20, d'un montant de 314 680 091 FCFA (41,96% du CD), est en instance d'envoi à la DEP et les montants sortis du compte spécial en attente du seuil de soumission se chiffrent à 114 446 709 FCFA (15,26% du CD).

177. **Régies d'avances.** Dans le cadre des projets, les régisseurs d'avances auprès des antennes sont autorisés à payer certaines dépenses dont la liste est fixée par arrêté du Ministre auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances. Le montant total de l'avance initiale à verser aux antennes correspond au maximum au quart des dotations budgétaires annuelles des natures éligibles au paiement par régie, à l'exclusion des dépenses d'investissement. Il s'agit principalement des frais de missions ou des avances sur frais de missions, des salaires, des dépenses diverses: achats de fourniture, entretien et maintenance, prestations de service, abonnement et consommation d'eau/électricité, communication, loyers et charges locatives etc. L'avance est virée par l'Agent comptable sur demande du Régisseur, au vu de l'ordre de paiement signé par la Coordinatrice et après visa du Contrôleur financier.

178. Ainsi, dans ce cadre, en vue de la création d'une part, d'une régie d'avances auprès de l'antenne de Bouaké, de la nomination d'un Régisseur dans ladite antenne et d'autre part, de la modification des arrêtés n°169 et 170, des régies d'avances des antennes de Bondoukou et de Korhogo, du PROPACOM, l'UCP a transmis à la DAFP/MINADER une demande pour un montant de 365 850 774 FCFA dont 121 950 258 FCFA pour chaque antenne.

179. Par ailleurs, les antennes ont la possibilité de passer des marchés sur la totalité du montant de leur PTBA en liaison avec les DRMP compétentes même si les paiements des factures se feront pour la plupart à l'UCP.

180. **Trésorerie disponible.** Au 30/04/2016, le disponible en banques (siège/antennes) est de 344 821 622 FCFA dont: 306 448 101 FCFA/BNI-Abidjan; 24 414 833/BNI-Bouaké; 1 123 750 FCFA/Caisse et 12 834 938 FCFA/Trésor. Les dettes et engagements échus des fournisseurs et autres prestataires se chiffrent à 431 945 973 FCFA dont 285 923 758 FCFA/FIDA et 146 022 215 FCFA/Etat. Sur le montant dû sur les ressources du don, 74 323 579 FCFA ont été payés en mai. En ce qui concerne les instances/Etat, il s'agit d'attestations d'exonération de TVA en cours de régularisation pour un montant de 134 736 058 FCFA et des charges CNPS de 11 286 157 FCFA que le projet devra apurer en relation avec l'institution. En outre, les dispositions nécessaires devront être prises pour solder les reliquats de frais de missions du personnel qui se chiffrent à 3 144 486 FCFA.

181. **Contrepartie de l'Etat.** Les prévisions en matière de contrepartie sur la durée du projet se chiffrent à 5 410 000 USD. A date, le cumul des réalisations est de 749 375 159 FCFA (environ 1 504 559,62 USD), soit 66,94% des prévisions des PTBA et 27,81% du montant des prévisions de contrepartie.

182. **Contribution des bénéficiaires.** Elle est estimée à 1,06 millions USD, soit environ 3,6% du coût total du projet. Ce coût correspond à la contribution des bénéficiaires aux aménagements hydro-agricoles (1,048 millions USD) et aux infrastructures marchandes (0,01million USD). Au 30/04/16, le montant total de la contribution comptabilisée est de 6 139 140 FCFA/12 325,80 USD, soit 1,17% des prévisions sur la durée du projet. Ce niveau d'exécution très faible procède des difficultés à mettre en place un dispositif cohérent de mobilisation et de comptabilisation de cette contribution. La mission est d'avis qu'il est urgent de régulariser les situations antérieures et d'assurer à l'avenir une prise en compte régulière. Par ailleurs, dans le cadre de l'harmonisation des approches PROPACOM/PROPACOM-Ouest, une contribution de 5% est prévue pour le financement des équipements. Actuellement 26 batteuses/vanneuses de 64 236 279 FCFA et 66 motoculteurs de 264 895 940 FCFA acquis à travers l'UNOPS et déjà payés totalement par DPD seront mis à la disposition des bénéficiaires contre versement de leur contribution de 5% qui se chiffre à environ

21 419 520 FCFA. La mission est d'avis que les montants récupérés devront être versés à l'Agent comptable qui les reversera dans le compte désigné. Cette alimentation non autorisée de ce compte sera régularisée sur la catégorie II d'une DRF à soumettre dont le montant sera diminué d'autant.

Dispositions de l'Accord de don

183. **Passation des marchés.** Le registre des contrats est à jour de même que le «tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats en cours». Cependant, le suivi administratif de l'exécution des contrats n'est pas matérialisé sur le formulaire C11- suivi des contrats. Par ailleurs, la mission a noté que l'application Tom2marché a été installée et les Plans de Passation des Marchés-PPM de 2013 à 2016 y ont été intégrés. La gestion de la passation des marchés allant de l'élaboration des termes de référence jusqu'à l'attribution puis au suivi administratif et juridique de la mise en œuvre sous cette application est désormais possible. Toutefois, la prise en main de l'application par le Responsable de la Passation des Marchés (RPM) reste à parfaire. A cet égard une formation est prévue pour permettre au RPM d'utiliser de façon optimale toutes les fonctionnalités du logiciel.

184. La mission a relevé des écarts importants d'origine multifactorielle entre les délais prévus et les délais réels, notamment dans le traitement des dossiers en interne et au niveau de la DRMP. Il s'y ajoute le temps significatif mis dans l'approbation des marchés par les Préfets régionaux. L'application des procédures dites simplifiées (arrêtés 693 du 16/09/2015 et 112 du 08/03/16) au PPM 2016 devrait permettre de raccourcir significativement les délais de passation des marchés des lignes budgétaires dotées de moins de 100 millions de FCFA. La prochaine mission de supervision devra en évaluer les impacts.

185. Une rencontre s'est tenue avec le DRMP pour faire le point sur les marchés en souffrance. Sur un nombre de neuf marchés examinés représentant un total de 517 817 610 FCFA, quatre marchés d'un montant total de 308 812 502 FCFA ont fait l'objet d'une décision de résiliation, les autres marchés faisant l'objet d'un moratoire ou étant en cours d'instruction.

186. **États Certifiés des Dépenses.** La revue des ECD a été effectuée sur les DRF N° 18, 19, et 20 en fonction du respect du seuil unique de 25 000 000 FCFA applicable à toutes les catégories de dépenses à partir d'un échantillon de factures représentant au moins 50% du total de la catégorie. La mission a pu accéder facilement aux dossiers grâce à un classement spécifique dédié aux ECD. Elle a, en outre, noté l'exhaustivité des liasses de règlement et la systématisation de la certification des pièces ainsi que de l'annulation des factures par un cachet «payé». Cet examen n'appelle pas d'observation particulière dans l'ensemble. A cet égard, il faut rappeler que dans le cadre du dispositif du SYGFIP la présence de l'Agent comptable près du projet et des Contrôleurs financiers régionaux permet d'assurer une sécurité supplémentaire pour la documentation exhaustive et fiable des liasses de règlement.

Comptabilité, contrôle Interne, audit et supervision

187. Le PROPACOM dispose d'un Manuel de procédures rédigé en janvier 2013, révisé en août 2015 et approuvé le 25 septembre 2015 par le FIDA. Le manuel doit être complété par l'organigramme mis à jour de la fonction de l'Agent comptable détaché auprès du projet, la description des procédures simplifiées découlant de l'arrêté 693 (Procédure Simplifiée de demande de Cotation (PSC), Procédure Simplifiée à compétition Limitée (PSL) et Procédure Simplifiée à compétition Ouverte (PSO)).

188. **Comptabilités 2015 et 2016.** Les états financiers 2015 et leurs annexes ont été transmis au FIDA le 01/04/16 à savoir les éléments suivants: i) situation patrimoniale; ii) réalisations de l'exercice; situation financière (tableau emplois/ressources); iii) exécution budgétaire; iv) inventaire des immobilisations; état des dépenses; v) reconstitution du compte désigné. La comptabilité de 2016 est à jour au 30/04/2016. En outre, les rapprochements bancaires mensuels des comptes sont élaborés. Une écriture en suspens de plus de 90 jours figure dans le compte BNI/Bouaké. Elle concerne le règlement de la "flotte Orange" pour un montant de 1 590 000 FCFA, en cours de régularisation.

189. **Immobilisations.** A date, les immobilisations acquises dans le cadre de la mise en œuvre des activités du PROPACOM se chiffrent à 222 075 824 FCFA dont trois véhicules de 54 217 522 FCFA. En ce qui concerne les immobilisations héritées du PRAREP, la valeur résiduelle de transfert comptabilisée au 31/12/15 est de 192 699 092 FCFA dont six véhicules de 46 618 867 FCFA. En matière de gestion normée, la codification et le marquage des immobilisations (mobilier, matériel et équipements de bureau) sont effectifs ainsi que la mise en place des listes d'inventaire/bureau. Le

paramétrage du «module immobilisation» du logiciel Tom2Pro est effectif. En ce qui concerne l'assurance des véhicules, un montant total de 39 694 882 FCFA a été dépensé dont 6 688 080 FCFA en 2013 pour quatre véhicules, 17 993 318 FCFA en 2014 et 15 013 484 FCFA en 2015 pour la flotte de treize véhicules et treize motos.

190. **Gestion du carburant et des véhicules.** A date, 69 505 litres de carburant (42 716 701 FCFA) ont été consommés par les douze véhicules en service au projet, totalisant un kilométrage de 383 974 kms, soit 17,06 l/100. Les cartes neutres (carte sans activation de l'option kilométrique et destinée à tout usage) affichent un montant de 12 707 495 FCFA. Les dépenses concernent: les achats de lubrifiants, de filtres pour les vidanges, les lavages des véhicules, l'alimentation des groupes électrogènes, le carburant pour les motos, les missions de l'agence comptable et du suivi externe du MINADER. La gestion du carburant est faite de façon appropriée et permanente avec l'utilisation de cartes de recharge dédiées de type «TOMCARD» permettant de suivre la consommation de chaque véhicule à l'aide de l'indicateur «litres consommés aux 100 km» qui est mis à jour à chaque achat de carburant et qui figure sur les reçus de règlement. Sur deux véhicules du projet vérifiés les carnets de bord existent et sont remplis (en totalité pour l'un et partiellement pour l'autre). Dans les deux cas, les dates de contrôle et visas ne sont pas matérialisés sur les carnets.

191. **Gestion des missions.** La gestion des missions est dans une certaine mesure conforme au Manuel de procédures. En effet, la revue par sondage effectuée montre que les missions sont dûment justifiées (ordres de mission et de paiement signés et visés, décompte, rapport de mission effectués) mais l'allocation des 80% d'avance n'est pas systématisée et le taux de per diem de 45 200 FCFA/nuitée n'est pas encore appliqué car les conditions d'applicabilité telles que définies dans l'ANO 129 ne sont pas encore remplies.

192. Au 30/04/2016, le projet a enregistré un cumul de 2 601 nuitées de missions, dont: i) 2 497 à l'intérieur du pays pour 74 899 400 FCFA, soit en moyenne 29 996 FCFA/nuitée; ii) 104 à l'extérieur du pays pour un montant de 18 113 711 FCFA, soit 174 170 FCFA/nuitée. Le personnel du projet est concerné pour 2 227 nuitées de 75 577 862 FCFA et les bénéficiaires/partenaires et autres agents de l'Etat pour 373 nuitées de 17 435 249 FCFA. Le montant total se chiffre à 93 013 111 FCFA dont 70 301 400 FCFA imputés à la catégorie V «salaires et indemnités», 18 113 711 FCFA à la catégorie III «études, formation, information et assistance technique» et 4 598 000 à la catégorie I «génie civil et rural». La documentation des liasses de règlement est suffisamment exhaustive et n'appelle pas d'observation particulière.

193. **Archives.** La tenue des archives peut être améliorée en aménageant autant que possible un espace dédié aux archives et en réservant le bureau de la comptabilité au classement des dossiers courants.

194. **Audit des comptes.** L'audit des comptes 2015 a été effectué en mars/avril 2016 et les rapports ont été transmis au FIDA le 21/04/16. Les états financiers présentent fidèlement, pour tout élément de caractère significatif, la position financière du PROPACOM ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice achevé. En outre, les pièces justificatives appropriées relatives aux ECD, ont été conservées à l'appui des demandes de remboursement des dépenses encourues qui sont admissibles au titre des financements du projet. En matière de revue du contrôle interne, sur les cinq recommandations antérieures, quatre ont été prises en charge de façon satisfaisante. Celle relative à l'exécution financière et physique des contrats devra être régularisée avant le 30/05/16. En ce qui concerne les trois nouvelles recommandations, les réponses pour les deux concernant le lancement du PROPACOM Ouest et la distribution d'intrants sont suffisamment supportées et acceptables. Concernant l'absence de rapport final pour le paiement des prestations d'un consultant, le projet est instamment invité à assurer le respect des dispositions contractuelles.

195. **Suivi/supervision.** Sur les 21 recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de supervision, dix ont été entièrement réalisées et le reste est en cours d'exécution, notamment la mise à jour du Manuel de procédures administratives, financières et comptables, l'établissement des contrats du personnel sur la base du contrat type validé par le FIDA et le MINADER etc..... Plus spécifiquement, en ce qui concerne les commentaires de CFS, sur les ECD, la revue exhaustive de la DRF 19 a permis de s'assurer que toutes les préoccupations ont été prises en compte.

Recommandations sur les aspects fiduciaires

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Assurer à terme la cohérence des informations et des tableaux de synthèse générés par le logiciel Tom2Marché en relation avec les données comptables	RPM/RAF/CPT	31/08/16
Régulariser urgemment la vacance du poste de CPA de Bondoukou en faisant appel au candidat arrivé troisième lors du recrutement	Coordo/DGPPS	30/06/16
Surseoir à l'engagement des CTC et contractualiser des consultants nationaux et/ou régionaux pour prendre en charge les aspects liés à la transformation et à la commercialisation	Coordo/DGPPS	15/07/16
Doter la catégorie V «salaires et indemnités» de ressources supplémentaires pour permettre d'arriver à l'achèvement/clôture du projet	MINADER/MPMEF/FI DA	31/07/16
Harmoniser les contrats du personnel du PRAREP/PROPACOM avec le nouveau contrat type	Coordo/RAF/DGPPS	30/06/16
Réviser le PTBA/PPM 2016 sur la base des orientations de la RMP et le rendre disponible. Cette révision devra tenir compte également du PTBA/PPM 2017/2018 de quinze mois allant du 01/01/17 au 31/03/18 à transmettre au FIDA au plus tard le 31/10/2016	Equipe du Projet/DEP	15/07/16 et 31/10/16
Réduire le délai de positionnement des ressources entre le compte BNI Abidjan et BNI Bouaké	Agence Comptable de la Dette Publique (ACDP)	Pour mémoire
Procéder à une réallocation des ressources, prenant en compte les dépassements enregistrés sur les catégories III et V et les investissements essentiels à réaliser d'ici l'achèvement/clôture du projet dont les éléments significatifs ont été validés au cours de la mission	MINADER/MPMEF/FI DA	31/07/16
Procéder à la régularisation de l'écart de reconstitution de 11 113 484 FCFA en plus dans le compte désigné en minorant la catégorie I «génie civil et rural» de la DRF 21 du même montant	RAF/CPT	30/06/16
Accélérer le traitement de la demande de création de régie d'avance à Bouaké, la nomination de Régisseur et la modification du montant de celles de Korhogo et Bondoukou	DAFP/MPMEF	31/07/16
Apurer les dettes des fournisseurs/prestataires	Coordo/RAF/CPT	30/06/16
Accélérer le processus de mise à disposition des attestations de TVA	Coordo/RAF/CPT	31/08/16
Solder les reliquats des frais de mission du personnel	Coordo/RAF/CPT	31/05/16
Mettre en place un dispositif cohérent de mobilisation et de comptabilisation de la contribution des bénéficiaires	Equipe du projet	31/08/16
Assurer, avant la mise à disposition des 26 batteuses et 66 motoculteurs aux bénéficiaires, le versement de leur contribution de 5% à l'Agent comptable, qui le reversera au compte désigné	Chefs d'antenne /RAF/Agent comptable	31/08/16
Régulariser cette alimentation non autorisée du compte désigné à travers la catégorie II «équipement, moyens de transport, matériel et intrants» d'une DRF à soumettre dont le montant sera diminué d'autant	Coordo/RAF/CPT	30/09/16
Matérialiser sur le formulaire C11 «suivi des contrats», le suivi administratif de l'exécution des contrats	RAF/RPM/CPT	Immédiat
Evaluer l'impact de la mise en œuvre des procédures simplifiées en matière de passation des marchés	Equipe de supervision	Pour mémoire
Finaliser la mise à jour du Manuel de procédures	Coordo/RAF	31/08/16
Systématiser la mise à disposition des 80% d'avance pour les missions à l'intérieur	Coordo/RAF	Pour mémoire

E. Durabilité

196. La stratégie de pérennisation du PROPACOM est basée principalement sur: (i) le ciblage des OPA à travers des critères d'éligibilité pertinents, (ii) l'identification des besoins des OPA formulés sous forme de microprojets rentables, (iii) le renforcement des capacités organisationnelles et économiques des OPA devant conduire progressivement à leur autonomisation et professionnalisation, (iv) la responsabilisation des OPA par la mise à disposition d'appuis conditionnés à leur contribution.

197. L'analyse des résultats obtenus par le PROPACOM laisse apparaître au moment de la revue une faible probabilité de pérennisation après son achèvement. Ceci est principalement imputable à une analyse insuffisante lors du ciblage d'une part de la maturité des OPA, et d'une part, d'un

manque ou insuffisance de cohérence entre la maturité, les appuis demandés et les impacts escomptés. Le diagnostic de la maturité des OPA est intervenu après leur sélection en tant que bénéficiaire et les analyses de faisabilité et de rentabilité des microprojets n'ont pas été approfondies pour s'assurer d'un impact certain et durable.

198. Par ailleurs, à vingt mois de l'achèvement du projet, la plupart des investissements structurants (aménagements, magasins de stockages, équipements de production, commercialisation) ne sont pas achevés, livrés et opérationnels. La majorité des OPA appuyées par le projet n'ont pas atteint un niveau de structuration leur permettant de passer de leur niveau de référence à un degré de maturité supérieur (généralement le niveau 2). L'évaluation, à ce jour, de la maturité des OPA bénéficiaires laisse apparaître que: (i) certains dirigeants ne maîtrisent toujours pas leur rôle et responsabilité; (ii) les comités techniques (intrants, équipement, gestion et entretiens) mis en place ne sont pas fonctionnels; (iii) la plupart des OPA enregistrent un faible taux de reconstitution de fonds intrants (en moyenne moins de 50%), qui ne leur permet pas de pérenniser leurs activités économiques; (iv) les activités de formation sont fortement contrariées par l'analphabétisme de la majorité des membres.

199. Toutefois, la mission de RMP reconnaît que les activités en cours d'exécution (infrastructures agricoles, équipements agricoles, diffusion de formations) et les acquis de certaines filières agricoles constituent des opportunités à valoriser pour amener certaines OPA à un niveau de structuration, de maturité, d'autonomisation adéquat, gage de durabilité. Il s'agit notamment:

- du tissu coopératif structuré et mécanisé (attelage, tracteur, intrants etc.) des producteurs de coton au nord de la Côte d'Ivoire fédérant des maïsiculteurs, et qui pourrait constituer une garantie d'accès aux intrants, aux équipements et à l'appui conseil;
- des opportunités de contractualisation offertes aux OPA rizicoles par l'installation de mini-rizeries et de rizeries dans la zone du projet qui faciliteront la pérennisation de leurs activités économiques à travers un accès stable aux intrants et au crédit;
- de l'achèvement des aménagements hydro-agricoles en cours qui permettra aux OPA rizicoles et maraîchères de développer une production de contresaison génératrice de revenus additionnels;
- des formations en structuration, gestion et alphabétisation fonctionnelle au sein des OPA qui permettront une appropriation progressive par les OPA de la gestion de la fourniture de services à leurs membres.

200. La question de la durabilité, au regard du faible niveau d'exécution du projet, doit aussi être entrevue en termes de stratégie de sortie. Comme il est fort probable que la fonctionnalité d'une partie des aménagements hydro agricoles ne puisse pas être vérifiée par le PROPACOM, il est important dès à présent de s'assurer de l'implication effective des structures pérennes dans la mise en œuvre du projet, tels que les STD de l'Etat, pour garantir la poursuite des actions une fois le projet achevé. Ceci est d'autant plus évident que les OPA n'ont pu atteindre le niveau de maturité et d'autonomisation souhaitable pour rendre des services à leurs membres.

Recommandations sur la durabilité

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Promouvoir, à travers la sensibilisation ou autres actions incitatives, la contractualisation entre les OPA rizicoles et les mini-rizeries	COPA/consultant CTC	15 juillet 2016
Renforcer la sensibilisation sur le mécanisme de la reconstitution des fonds intrants (visites d'échanges, renforcement, clarification du message sur la nécessité de reconstituer pour eux-mêmes et de rembourser pour que les autres membres aient accès aux intrants)	COPA/CPA	Immédiat
Définir de manière participative les mécanismes de gestion, d'entretien et de renouvellement pour les aménagements, magasins, équipements, etc.	COPA/CPA/consultant CTC	Immédiat
Elaborer une stratégie de désengagement du PROPACOM impliquant les STD pour consolider les acquis du projet	Coordo/ RSE	Immédiat

F. Autres aspects

Prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes

201. La stratégie de ciblage du projet a privilégié la sélection des microprojets d'OPA qui ont au moins 40% de femmes et de jeunes parmi leurs membres. Ceci a permis de toucher 4 272 femmes sur un total de 10 682 bénéficiaires. Les données désagrégées par sexe permettent de constater une répartition inégale entre les filières ciblées. Pour le maïs environ 40% de femmes ont bénéficié des appuis du projet (intrants et formations techniques) en ce qui concerne la production rizicole ce pourcentage est de 25% et la production maraîchère 95%.

202. Il ressort de ces données que les femmes sont majoritaires dans les OPA de maraîchage et le maïs sur de petites superficies (0,25 à 2 ha), qui leur offre non seulement des opportunités de satisfaire au besoin alimentaire du ménage mais aussi la possibilité d'accéder à la terre et avoir des revenus. Par contre, dans les OPA rizicoles ou de production de maïs sur de grande superficie, et le plus souvent exploités à des fins commerciales, les femmes sont en minorité. Elles ont aussi difficilement accès aux parcelles aménagées et aux intrants.

203. Lors des visites de terrain, la mission a observé que la majorité des femmes ne maîtrisent ni l'organisation, ni le fonctionnement de leurs structures. Le contexte culturel, surtout au Nord, constitue un facteur limitant à leur participation aux sphères de décision (19% de femmes sont des dirigeants). Très peu de femmes sont formées comme formateurs endogènes (moins 1/3 des membres formés). Les échanges avec les femmes sur le terrain ont pu faire ressortir d'autres contraintes spécifiques aux femmes telles que la pénibilité des travaux de labour et de l'arrosage, ainsi que l'analphabétisme.

204. Pour prendre en compte les questions du genre, l'UCP a rédigé une note d'orientation sur les procédures générales de la prise en compte du genre dans les activités du projet et a élaboré une stratégie de communication en direction des femmes et des jeunes ruraux. Sur la base de cette note, des actions ciblées ont été menées pour résoudre les difficultés de l'accès des femmes et des jeunes aux facteurs de production, à la formation, notamment: (i) l'organisation de séances de sensibilisation des autorités et des chefferies villageoises sur l'accès des femmes ou de leurs groupements à la terre et la scolarisation de la jeune fille; (ii) la mise en place des systèmes d'irrigation et la fourniture d'équipements attelés pour alléger la charge de travail des femmes; (iii) l'introduction d'une clause dans les accords de financement des microprojets, pour attribuer 30% des superficies aménagées aux femmes et aux jeunes. Des séances d'alphabétisation au sein des OPA sont programmées cette année dans le cadre de l'appui à la structuration.

205. Pour une prise en compte systématique et efficace des besoins des femmes et des jeunes en particulier les jeunes filles par le projet, la mission de RMP réitère la recommandation de la dernière mission de supervision, d'élaborer une stratégie genre. Cette stratégie sera assortie d'un plan d'action et sera étendue au PROPACOM Extension Ouest.

206. Une situation de référence devra être établie pour mesurer le progrès de la mise en œuvre de la stratégie genre. Pour ce faire, des indicateurs sensibles au genre, des outils de collecte et de suivi seront développés et le personnel de l'UCP, les prestataires, les OPA devront être formés à leur emploi. Les données collectées seront désagrégées par sexe et par âge. Ceci permettra à l'UCP de rendre plus visibles les besoins et contraintes spécifiques des jeunes (hommes et femmes), qui constituent un groupe cible prioritaire pour le Gouvernement et le FIDA.

Recommandations sur le genre, ciblage et inclusion des jeunes

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Elaborer une stratégie genre assortie d'un plan d'action qui sera étendue au PROPACOM Extension Ouest	Coordo/ COPA	Septembre 2016
Organiser une séance de formation sur la notion du genre à l'attention du personnel de l'UCP	Coordo	Août 2016
Renouveler des séances de sensibilisation auprès des autorités et des chefferies villageoises sur l'accès des femmes aux facteurs de production	Coordo/COPA	A partir d'Août 2016
Privilégier le financement de microprojets ou d'initiatives qui intéressent les femmes et les jeunes (maïs, maraichers, etc.)	Coordo/COPA	Immédiat et continu

Renforcement des institutions et autonomisation

207. Le PROPACOM a inscrit, parmi ses objectifs, l'appui à la création ou à la consolidation des institutions rurales partenaires (OPA, STD, etc.) au travers de la formation, l'équipement, la structuration, la responsabilisation dans la programmation, la mise en œuvre et la gestion des actions développement. La vision du projet a toujours été de faire des OPA des acteurs capables d'évoluer progressivement vers l'autonomie et de se procurer les facteurs de production à des coûts raisonnables, de produire et de commercialiser des produits de bonne qualité et en quantité suffisante. Le PROPACOM s'est alors fondamentalement appuyé sur le pilier de la formation pour réussir ce pari. Ainsi, en matière de développement de coopératives, objectif central du projet, ce sont 5 005 coopérateurs dont 2 898 femmes membres des OPA qui ont été formés en: Vie associative; Gestion comptable, financière et administrative; Techniques de commercialisation; Recherche de financement avec les institutions financières; Lobbying et leadership; Esprit entrepreneurial et gestion des affaires; Gestion des stocks; Mécanisme de reconstitution de fonds; Gestion des intrants et du matériel dans une OPA; Gestion de l'eau et des infrastructures d'irrigation; Organisation du comité de gestion des aménagements.

208. Parallèlement ou en complément à ces thèmes, les producteurs membres des OPA liés au projet par des MP ont été appuyés techniquement par des prestataires professionnels dans l'amélioration des techniques de production. 3 195 producteurs dont 1 301 femmes (1 101 dont 148 femmes à Bouaké, à Korhogo et 1 062 dont 420 femmes à Bondoukou) ont été formés dans les trois filières cibles du projet en technique de semis, conduite de pépinières, utilisation rationnelle d'intrants, etc. Le renforcement des capacités techniques en complément aux formations en gestion contribue à la création d'institutions fortes capables d'interagir avec les secteurs public et privé.

209. La mission a malheureusement constaté que l'articulation logique entre les différents maillons de la construction institutionnelle n'a pas eu lieu de la manière souhaitée dans la mesure où les producteurs n'ont pas eu accès à temps aux superficies aménagées, faute de réalisations physiques (seulement 680 ha aménagés en riz et 15 ha en maraîchage). Or, la non mise à disposition des OPA, de ces infrastructures et des intrants pour la mise en valeur a privé le projet d'un important outil de formation et d'appui à l'organisation des groupements de producteurs.

210. Malgré ces retards, l'architecture de la formation, déjà dispensée ou en attente de l'être, laisse penser qu'une exécution plus rapide des infrastructures libérerait les actions en aval ce qui pourrait concourir à une plus grande responsabilisation des OPA.

Participation des bénéficiaires

211. Sur le plan de la participation des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités, le projet prévoit: (i) une contribution des bénéficiaires en nature ou en numéraire (selon leurs choix) à la réalisation des infrastructures, (ii) une prise en charge par les bénéficiaires de l'entretien des infrastructures réalisées (magasins, centres de groupages, aménagements, etc.), (iii) une contribution en numéraire des OPA à hauteur de 5% aux coûts d'acquisition des équipements (de labour, transformation, etc.) achetés par le projet, (iv) la constitution par les OPA d'un fonds d'amortissement et de fonctionnement des équipements acquis dans le cadre du projet, et (v) la reconstitution des fonds intrants afin d'autonomiser les OPA dans le but de pérenniser la chaîne d'approvisionnement en intrants.

212. La mission n'a pas conduit une évaluation fine du niveau d'exécution de ces différentes dispositions. Elle a toutefois noté que: (i) la contribution à la réalisation des quelques infrastructures mises en place (aménagement de bas-fonds et périmètre maraîcher, construction du centre de groupage, etc.) a d'une manière générale été respectée. Cette contribution a été plutôt libérée en nature en raison du niveau de pauvreté des bénéficiaires qui ont du mal à disposer de l'argent frais; (ii) du fait de la réalisation très récente ou en cours des infrastructures, la prise en charge de l'entretien n'est pas encore effective, mais des sensibilisations ont été conduites; (iii) la contribution en numéraire à hauteur de 5% de la valeur des équipements à acquérir a été diversement interprétée et pas toujours mise en œuvre. Des équipements ont été livrés sans la mobilisation préalable de cette contribution ce que le projet s'efforce de rattraper après coup; (iv) la constitution du fonds d'amortissement et de fonctionnement des équipements n'est pas encore effective dans la mesure où peu d'équipements ont été livrés à date, (v) la reconstitution du fonds intrants quant à elle est assez bien comprise, généralement acceptée, mais son efficacité se heurte aux aléas climatiques, le faible

niveau de structuration et maturité, voire la mauvaise foi de certains producteurs; d'où la nécessité de renforcer les actions de sensibilisation à ce niveau.

Recommandations sur la participation des bénéficiaires

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Accentuer la sensibilisation des dirigeants des OPA et leurs membres sur le bien-fondé et l'intérêt pour eux de contribuer aux coûts de réalisation et d'entretien des infrastructures, d'acquisition et de maintenance des équipements	COPA	Continu
Exiger que le paiement de la contribution en numéraire aux coûts des équipements à hauteur de 5% soit libéré par les OPA bénéficiaires avant toute livraison	CAFM/ COPA	Continu

Etablissement de partenariats / Adaptabilité/compétence des prestataires de services

213. La stratégie du projet est basée sur le faire-faire et la sélection des prestataires privilégie l'application des procédures nationales des marchés publics. La mise à concurrence, l'allotissement des marchés et la signature de contrats de performance sont les principes directeurs essentiels qui sous-tendent le processus de passation des marchés du projet.

214. La passation des marchés a été l'une des contraintes majeures rencontrées par l'UCP et cela a impacté négativement la mise en œuvre du projet. Les précédentes missions de supervision ont relevé des délais relativement longs d'environ huit mois entre l'élaboration des DAO et la signature du marché. Les lenteurs sont surtout persistantes au niveau de la numérotation et l'approbation des marchés, accentuées par de nombreux dossiers déclarés infructueux.

215. Suite à la formation du personnel en passation des marchés et au recrutement d'un responsable de passation des marchés, la qualité des dossiers et la gestion de la passation des marchés s'est nettement améliorée par un meilleur suivi du plan de passation des marchés et une communication soutenue entre les principaux acteurs de la chaîne de passation, à savoir: l'UCP, la DRMP et le Préfet. La réforme récente (décrets de juillet 2015 et de mars 2016) effectuée par le Gouvernement, tendant au relèvement des seuils de passation des marchés publics et à l'adoption de procédures simplifiées, devrait permettre de consolider ces progrès surtout dans le sens d'une réduction substantielle des délais de passation.

216. Toutefois, sur le plan de l'exécution des marchés, la mission a relevé le niveau d'exécution physique et financière faible des marchés, principalement ceux relatifs aux infrastructures rurales, qui ont eu pour effet de contrarier l'exécution des activités de production agricole (riz et maraîcher) et de post récoltes (stockage, conservation, commercialisation).

217. De manière générale, l'exécution des marchés s'est heurtée à: (i) la faible capacité financière, technique et matérielle des prestataires de services, aboutissant à des mises en œuvre pour non-conformité aux spécificités contractuelles, défauts techniques (malfaçons) ou retards importants; (ii) la dispersion géographique des sites ou la dévolution de plus de deux lots à une même entreprise de capacité réelle insuffisante; et (iii) la faiblesse du contrôle et du suivi de l'exécution des marchés. Plusieurs marchés ont fait l'objet de pénalités; certains ont obtenu des délais moratoires, tandis que d'autres font l'objet d'une procédure de résiliation pure et simple ou avec faute auprès de la DRMP.

218. L'analyse de la passation et l'exécution des marchés fait ressortir les principales leçons suivantes: (i) le nombre de lots pour lesquels un opérateur peut soumissionner ou le nombre de lots pouvant lui être attribué doit tenir compte de sa capacité financière, matérielle et humaine avérée, (ii) le déclenchement de la procédure de résiliation avec faute est un moyen efficace de coercition pour emmener les entreprises à respecter leurs obligations contractuelles, (iii) la dispersion géographique des sites regroupés en lot peut rendre matériellement difficile l'exécution des marchés; (iv) l'instauration d'une communication régulière et le partage d'information entre les acteurs impliqués dans le processus de passation des marchés permet de résoudre les difficultés et de réduire les délais de passation, (v) le défaut d'évaluation appropriée des besoins a d'importantes répercussions sur la qualité des prestations, le renchérissement des prestations et les risques de contentieux. Ainsi, il est donc indispensable, pour obtenir des résultats de qualité, que les études techniques ou l'analyse des besoins soit menée avec précision.

Recommandations sur les partenariats et les prestataires de services

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Faire un suivi régulier des moratoires accordés aux entreprises défaillantes et informer la DRMP des résultats obtenus dès la fin du délai fixé	RPM /RIR	Continu
Faire le suivi du traitement des dossiers de résiliations de contrats demandés à la DRMP	RPM	Immédiat et continu
Faire l'allotissement des marchés en tenant compte de la nature des travaux et de la distance entre les sites	RPM/ Responsables Techniques	Immédiat/ continu
Contrôler auprès des structures émettrices, les Attestations de Bonne Exécution (ABE) fournies par les soumissionnaires	RPM	Immédiat/ continu
Poursuivre les réunions régulières entre l'UCP (RPM et CAFM) et la DRMP	RPM/ CAFM	Immédiat/ continu
Renforcer le suivi rapproché des prestataires en impliquant les STD pour amener les prestataires à respecter leurs cahiers de charges	COPA	Immédiat
Etablir et mettre régulièrement à jour une base de données des prestataires performants sur la base des évaluations	COPA	Immédiat

Sécurisation foncière

219. Des études de clarification foncières devaient être systématiquement conduites pour s'assurer de la viabilité des aménagements réalisés dans le cadre du PROPACOM. Dans ce cadre, le projet a mené des enquêtes sommaires en vue de recueillir la confirmation orale de la part du «propriétaire» ou des autorités traditionnelles de la possibilité de réaliser les aménagements au profit des bénéficiaires appuyés par le projet.

220. L'accès au foncier ne paraît pas poser de problème particulier dans les zones d'interventions pour les populations cibles du projet. Les situations sont spécifiques à chaque zone, et même à chaque aménagement, en fonction notamment des droits coutumiers locaux et des aménagements en présence ou qui avaient pu être réalisés par le passé. L'établissement d'une situation claire en matière de droit foncier, que ce soit un droit de propriété ou un droit d'usage, n'en demeure pas moins indispensable pour la pleine et durable valorisation des aménagements réalisés par le projet au profit de ses populations cibles. Il est donc nécessaire, comme l'a recommandé le Comité Ad Hoc du 11 mai 2016, d'obtenir du propriétaire présumé que l'accord tacite puisse être transformé devant le préfet en un accord écrit plus formel.

221. Afin d'accompagner les bénéficiaires des aménagements dans la sécurisation de leur droit d'usage ou dans l'établissement d'acte de propriété, le PROPACOM doit prendre attache avec la Direction du Foncier Rural et les services fonciers locaux afin de discuter des possibilités d'inclusion des parcelles aménagées par le projet dans les programmes de sécurisation foncière en cours. Dans la zone du PROPACOM il s'agit du PARICS (financement BAD), et du PAFARCI (financement C2D AFD).

Recommandations sur le foncier

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
S'assurer qu'un document formel concédant un droit d'usage compatible avec la nature des aménagements, soit établi entre les propriétaires des terrains sur lesquels les aménagements sont réalisés et les bénéficiaires appuyés par le PROPACOM et que ce document soit visé par les autorités administratives (Préfet)	Coordo, RIR	Immédiat et continu
Prendre attache avec les services fonciers pour discuter des possibilités d'appui sur les zones aménagées par le projet	Coordo, COPA, RIR	Juin 2016

G. Conclusion

222. Après plus de quatre années de mise en œuvre et à seulement vingt mois de la clôture, les résultats obtenus par le PROPACOM sont encore très en deçà des attentes et la performance globale du PROPACOM, nonobstant les actions prises récemment (recrutement d'une bonne partie du personnel qui manquait, changement de Coordonnateur de projet, mise en place des antennes régionales, début effectif du processus de résiliation des contrats des adjudicataires défaillants, suivi plus régulier par le MINADER, mise en place d'un Comité ad hoc de suivi du projet etc..) est, à date, encore faible. Aussi, le projet est-il encore classé à risque à l'issue de la RMP.

223. Cependant, la présente mission de RMP a permis de tracer une feuille de route détaillée à suivre par l'UCP, avec l'appui de la tutelle, du Comité de pilotage et du FIDA, pour que le projet puisse rapidement améliorer sa performance et, d'ici son achèvement, atteindre des résultats significatifs en termes d'appuis aux OPA et de leur autonomisation, d'aménagements de périmètres maraîchers et rizicoles, d'appui à la filière maïs, ainsi que les objectifs de développement. Les actions à mener sont, entre autres:

- finaliser avant la fin de juillet 2016 les négociations avec le BNETD afin de rendre effective sa contractualisation pour l'ensemble des activités que la mission a proposé de lui confier. Cette négociation devra porter sur les coûts mais aussi et surtout sur le calendrier d'exécution avant l'achèvement du PROPACOM;
- procéder d'ici la fin juin 2016 à la révision du PTBA 2016 en y incluant la prise en compte des différentes recommandations du présent rapport et des décisions prises lors de la récente réunion du Comité ad hoc à laquelle la mission de RMP a pu participer;
- soumettre au FIDA à la mi-juillet le PTBA 2016 révisé pour non objection, ainsi que la requête de réallocation des ressources du financement;
- préparer, avant octobre 2016, le PTBA 2017-2018 de clôture (15 mois);
- accélérer le recrutement des consultants et assistants techniques nécessaires pour renforcer l'équipe de l'UCP ou pour suppléer l'absence de certains profils qu'il a été impossible de trouver sur place après plusieurs tentatives infructueuses;
- lancer, dès fin 2016, le processus devant aboutir à la réalisation des études préparatoires à la conduite de la revue d'achèvement;
- résoudre, le plus vite possible, les problèmes liés à la mobilisation effective et la comptabilisation de la contribution des bénéficiaires d'équipements et autres micro-projets requérant une mobilisation en numéraire.

224. La mission conclut également que le PROPACOM Extension Ouest n'a pas connu de mise en œuvre effective sur le terrain depuis sa mise en vigueur en novembre 2014. Aucune activité du PTBA 2016 n'a été réalisée depuis son approbation par le COP. Aussi recommande-t-elle à l'UCP de: (i) procéder à la révision du PTBA 2016 du PROPACOM ouest pour prendre en compte les retards accusés dans sa mise en œuvre et en y insérant la préparation du PTBA 2017; (ii) accélérer l'opérationnalisation des antennes régionales de Man et Séguéla et la mise en œuvre du PTBA 2016 révisé afin de pouvoir obtenir quelques résultats palpables en fin d'année.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

PROPACOM

Pays	Côte d'Ivoire			No. du projet	1589 [1100001589]	No. du prêt/don DSF	1000004128
Projet	Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation					Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	16/06/2016						
Inst. responsable de la supervision	IFAD						
Nbre de Supervisions	7	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1				
Dernière Supervision	23/12/2015	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/12/2012				

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2011			Coût total	28.97	
Accord	16/03/2012	Délai d'entrée en vigueur	3.1	FIDA Total	22.50	
Entrée en vigueur	16/03/2012	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	0.00	0
Premier décaissement	30/01/2013			Don DSF	22.50	49
Examen à mi-parcours	20/05/2016	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit	25/04/2016	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2018			Financement national total	6.47	
Clôture	30/09/2018			Beneficiaries	1.06	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.41	4
				Cofinancement total externes		

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	5	1. Qualité de la gestion du projet	3	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	3
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	3	3
			8. Prise en climat et environnement	3	3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. amélioration de l'offre de produits agricoles	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. valorisation et mise en marche	2	3	2. Autonomisation	3	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	3
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	3	3

B.5 Justification des notes

Conduite opérations administratives/financières/comptables satisfaisante (états financiers/audit transmis avant échéance; situations comptables/financières consistantes/fiables disponibles pour la mission). Décaissement réel (DRF 19) 49,11%. Passation des marchés: registre des contrats à jour. Dossiers bien classés et contenant autorisations/non objection DRMP et ANO FIDA, si requis. Tableau de suivi exécution financière/physique marchés/contrats à jour. efforts accomplis dans planification et suivi rapproché PPM. manuels de base du projet actualisés pour prendre en compte orientations du PROPACOM Ouest. principaux prestataires/fournisseurs recrutés. Mise en place système S&E + informatisation achevée. Production régulière rapports S&E. PTBA 2015: Taux exécution physique toujours faible mais en progression depuis 2013 (46,65% 2013, 34,71% 2014 et 51,28% 2015). Au 31 décembre taux exécution physique 46,75% et financier 77%. 71% (607,2 ha) des superficies à réhabiliter/aménager réalisées sur prévision de 828 ha. Au total, 284,5 ha riz et 445,87 ha maïs emblavés. Prise en compte Genre : note d'orientation sur prise en compte et stratégie de communication vers femmes/jeunes ruraux n'ont pas connu de mise en œuvre effective. Le projet ne dispose d'aucune stratégie genre. Autonomisation : 5005 coopérateurs dont 2898 femmes des OPA formés. efforts seront davantage renforcés avec exécution volet infrastructures, qui libérerait les actions en aval et conduirait à une plus grande responsabilisation des OPA. climat/environnement : partenariat avec SODEXAM améliore dispositif analyse/exploitation données climatiques. démarrage des activités ASAP PROPACOM Ouest/financement ASAP permettent aussi de mieux adresser cette question.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	2	2
C.2 Sécurité alimentaire	2	2
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	2	3
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Les réalisations du projet sur le terrain, à l'exception du maïs, sont encore peu visibles. Les objectifs de production rizicole n'ont pas encore atteint un niveau satisfaisant. Renforcer le suivi des prestataires et fournisseurs par l'application effective des sanctions prévues et à travers des rencontres périodiques avec la DRMP. Ce suivi de la bonne conduite des activités en cours devrait permettre d'inverser la tendance. Valorisation et mise en marché. Les infrastructures marchandes et les équipements de transformation-commercialisation au profit des OPA ne sont pas encore mis à disposition.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	3	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le projet accuse globalement un retard dans son exécution. Bien que la planification des activités se soit améliorée, l'exécution des marchés connaît des retards liés à la faible capacité des prestataires, au non-respect des délais contractuels, au suivi insuffisant exercé par l'UCP. Améliorer le suivi du processus de passation des marchés. Renforcer le suivi des prestataires et fournisseurs par l'application effective des sanctions prévues et à travers des rencontres périodiques avec la DRMP et le Préfet.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	non soumission à bonnes dates du PTBA 2016 révisé et du PTBA d'achèvement 2017-2018 non soumission à bonne date du projet de réallocation des ressources financières
Avancement de l'exécution du projet	Le prolongement du retard dans le recrutement du CPA de Bondoukou et des consultants devant suppléer l'absence des CTC pourrait affecter la mise en œuvre de certaines activités. La faible capacité des prestataires et le non-respect des délais contractuels sont de nature à compromettre les objectifs de production du projet.
Produits et réalisations	La contrainte climatique demeure un risque majeur pour la réalisation des objectifs. Dans certaines zones, la non maîtrise de l'eau peut compromettre les produits et réalisations du projet. La faible

	capacité des prestataires de services constitue un risque pour la mise en œuvre efficace des activités du projet. La non révision du cadre logique pourrait constituer une contrainte pour l'évaluation finale du projet
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : (i) la non adhésion des OPA à la stratégie de maintenance des infrastructures, équipements et services offerts par le projet, ii) non reconstitution des fonds intrants, absence des dotations aux amortissements et de provisions pour le fonctionnement, l'entretien et la maintenance des infrastructures et équipements iii) la non évolution de la maturité des OPA vers un niveau acceptable; et iv) non implication effective des SD

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
PTBA	Approuver le PTBA 2016 révisé et le PTBA d'achèvement 2017-2018	• 31 juillet 2016/31 janvier 2017	à mettre en œuvre
Réallocation des ressources financières	Valider et procéder à la réallocation des ressources financières	31 août 2016	à mettre en œuvre
Besoin d'un suivi rapproché pendant la période critique (juin à décembre 2016) du projet	• Effectuer 1 à 2 missions de suivi de l'UCP • conduire la prochaine mission de supervision	• juin et septembre 2016	à mettre en œuvre
Renforcement des partenariats (ONDR, WAAPP, etc.)	Tenir des rencontres périodiques de suivi des engagements	continu	à mettre en œuvre

Observations supplémentaires

le retard dans le recrutement du personnel additionnel y compris le Coordonnateur pénalise la mise en œuvre des activités sur le terrain.

PROPACOM Ouest

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1590 [1100001590]	No. du prêt/don DSF	2000000752, 2000000753, 2000000754
Projet	Support to Agricultural Production and Marketing Project-Western Expansion			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	16/06/2016				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	2	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	0		
Dernière Supervision	20/05/2016	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi			

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	17/09/2014			Coût total	59.70	
Accord	21/11/2014	Délai d'entrée en vigueur	2.2	FIDA Total	41.88	
Entrée en vigueur	21/11/2014	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	17.44	6
Premier décaissement	11/11/2015			Don DSF	17.44	6
Examen à mi- parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2020	Dernier audit		field_asap_grant	6.99	9
Achèvement	31/12/2020			Financement national total	7.82	
Clôture	30/06/2021			Beneficiaries	2.49	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.33	4
				Cofinancement total externes	10.00	
				OFID	10.00	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	3
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	1	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	4	4	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes- femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Amélioration durable production agricole	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Valorisation/mise en marché produits agricoles	4	4	2. Autonomisation	4	4
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

L'accord de financement a été signé le 21/11/2014. Le lancement officiel du projet a eu lieu le 02/10/2015. Le 1er décaissement des fonds (FIDA et ASAP) est intervenu entre novembre et janvier 2015. A la suite d'un processus de recrutement relativement long, le quasi totalité du personnel est en place (à part 1 CPA et les 5 CTC à recruté par voie de consultance). La mobilisation des fonds du PROPACOM Ouest au niveau de l'UCP à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFIP) a souffert de l'absence d'Agent comptable. En plus, les antennes régionales ne sont jusqu'à ce jour dotées de matériels roulants. Autant de raisons et lenteur intrinsèques à la gestion du projet qui explique qu'aucune activité n'a encore été menée malgré l'approbation du PTBA 2016.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Aucune activité n'a encore été menée depuis la mise en vigueur du projet et cela malgré l'approbation des PTBA 2015 (6 mois) et 2016. Le 1er décaissement est seulement intervenu entre novembre 2015 et janvier 2016. La quasi-totalité du personnel des antennes et la nouvelle coordinatrice du programme PROPACOM ont pris fonction respectivement entre décembre 2015 et avril 2016. La mise en œuvre du PTBA 2016 a également été souffert des difficultés de mobilisation des fonds du projet par l'UCP dans le cadre du SIGFIP (Système Intégré de Gestion des Finances Publiques) faute d'agent comptable. Elle a été aussi contrariée par la non mise à disposition de moyens de déplacement aux antennes. Un démarrage effectif des activités est attendu pendant la deuxième moitié de l'année sur la base du PTBA 2016 révisé.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Les projets d'arrêtés de création de l'agence comptable et de nomination de l'agent comptable du projet sont cours d'approbation. Cette situation pourrait engendrer la non accessibilité des fonds du projet déjà décaissés et l'impossibilité de mettre en place les régies dans les antennes de Man et de Séguéla.
Avancement de l'exécution du projet	Le prolongement du retard dans le recrutement du personnel complémentaire des antennes pourrait affecter la mise en œuvre des activités du PTBA 2016.
Produits et réalisations	Le projet est au stade d'approbation du premier PTBA
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : (i) la non adhésion des OPA au mécanisme de financement des microprojets, ii) la non implication des autorités locales dans les actions de sensibilisation et iii) l'absence de participation des IF aux actions du projet.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Retard dans le recrutement du consultant qui sera chargé de la mise en œuvre de l'appui à la transformation et la commercialisation (TC)	accélérer le processus de recrutement des consultant TC	• Août 2016	A mettre en œuvre
Révision du PTBA	approuver le PTBA 2016 révisé et le	• 31 juillet 2016/1er	A mettre en

	PTBA 2017	janvier 2017	œuvre
Lenteur dans le démarrage effectif des activités du PTBA	• Effectuer 1 à 2 missions de suivi de l'UCP • conduire la prochaine mission de supervision	• Juin/ septembre 2016/décembre 2016	A mettre en œuvre
ASAP	Sensibiliser le personnel du projet sur les prises en compte des aspects liés au changement climatique et aux actions ASAP	juillet 2016/continu	A mettre en œuvre

Observations supplémentaires

Observations supplémentaires : Mener toutes les actions nécessaires aux fins d'éviter que le projet ne soit classé "à risque".

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

(par année et cumulé au 30 avril 2016)

Description sommaire	Hiérarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016 (au 30 avril)	Niveau de réalisation cumulé (au 30 avril 2016)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		1. Objectif général									
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions des Savanes, Vallée du Bandama et du Zanzan		La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% *								Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays
		Insuffisance pondérale								DSRP	
		Garçon	9%						Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV)		
		Fille	7%						Enquêtes du PAM, de l'UNICEF, du PNUD		
		Malnutrition chronique								Statistiques nationales et enquêtes de référence	
		Garçon	37%								
		Fille	33%								
		Malnutrition sévère ou aigüe									
		Garçon	20%								
		Fille	16%								
		Au bout de 5 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté									
		% des femmes chefs de ménages les plus pauvres	33%								
		% des femmes chefs de ménages pauvres	19%								
		% des femmes chefs de ménages moyennement pauvres	19%								
		% des femmes chefs de ménages riches	9%								
% des femmes chefs de ménages très riches	7%										
		2. Objectif de développement									

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM) et PROPACOM Extension Ouest
Rapport de revue à mi-parcours et rapport de supervision - Dates de la mission: 2 au 20 mai 2016
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

La production agricole a concerné le maïs en 2013 et 2014. Pour 2013, aucun encadrement n'a été apporté aux producteurs en raison des difficultés pour recruter des structures d'encadrement. Concernant 2014, les données sur les rendements ne sont pas encore disponibles vu que les récoltes sont en cours jusqu'à fin décembre 2014.	Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.	- Au bout de 5 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 15 % (par genre et classe d'âge)	ND	ND		ND	ND	≥15%		Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays
		- 25 000 exploitations familiales rurales sont directement touchées par le projet au bout de 5 ans				9 344	9 344	25 000	37%	Rapport annuel SYGRI 2013 et rapport d'activités fin décembre 2014	
		- % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 5 ans *				ND	ND	ND		Suivi-évaluation du PNIA	
		- Rendements de cultures ciblées augmentés pour au moins 30%								Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet	
		Riz irrigué	ND	ND	ND	ND		≥30%		Statistiques nationales	
		Maïs	ND	33%				≥30%			
3. Résultats											
Composante 1 : appui à l'amélioration de l'offre de produits											
Résultat 1 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production											
La production de semence R1 a été réalisée sur l'année 2013 seulement pour couvrir les besoins du projet en 2014	Produit 1 : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)	- Au moins 30% des ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants*				0%	0%	≥30%		Enquête SYGRI	Les paysans s'intéressent aux variétés améliorées ; constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement
		- Au moins 30% des OPA ciblées ont renouvelé au moins un équipement agricole				0%	0%	≥30%		PV de réception des ouvrages	
		- Quantité de semences certifiées produites									
		semences R1 de riz irrigué (t)	0	0	0	0	0	300	0%	Rapports des prestataires	
		semences R1 maïs (t)	250	0	0	0	250	45	556%	Rapports des prestataires	
		- Quantité d'intrants (semences, engrais et équipement) distribuées									
		Semences									
		Riz irrigué de base (kg)	0	0	0	0	0	3 000	0.00%		
		Riz irrigué R1 (kg)	0	0	22156	3 800	25956	120 000	21.63%		
		Maïs de base (kg)	4200	0	3065	0	7265	750	968.67%		
		Maïs R1 (kg)	15035	51015	15200	0	81250	75 000	108.33%		

		Chou (kg)					0				
		Tomate (kg)					0				
		Oignon (kg)					0				
		Engrais									
		Urée (kg)	124 100	323 855	180 560	25500	654 015	810 036	81%		
		NPK (kg)	86 098	196 550	130 590	17000	430 238	540 036	80%		
		Herbicides (l)	2 936	4 155	1 135	85	8 311.1	ND			
		Insecticides & Fongicides (kg)	4 298	0	542.5	0.00	4840.9	ND			
		Petit matériel et équipements agricoles					0				
		Sacs de collecte	0	25 500	1 100		26 600	171 450			
		Bâches de sechage	0	30	55		85				
		Pulvérisateur					-	ND			
		Motoculteur				-	-	120			
		Batteuses-vanneuses				9	9	100	9%		
		Motopompe	0	-	8	-	8	ND			
		Multiculteur ARARA+ Semoir	0	-	207		207	ND			
		Bœufs de cultures attelées	0	-	414	-	414	ND			
l'enquête SYGRI de 2ème niveau sera réalisée entre janvier et mars 2015 pour renseigner les autres indicateurs.	Produit 2 : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	- au moins 50% des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 3 régions				0%	0%	≥50%		Enquête SYGRI	Prestataires de services de qualité disponibles
		- au moins 50% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus *				-	-	≥50%		PV de réception des ouvrages	
		- 30% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) *				-	-	≥30%		Revue à mi-parcours	
		- nombre de producteurs formés aux bonnes pratiques agricoles par genre				1 709	1 709	5 000	34%	Rapports des prestataires	
		dont femmes				622	622	2 000	31%	Rapports des prestataires	
		- nombre de technologies de production diffusées				0	0	0			
Résultat 2 : des infrastructures et l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production											

en raison des lourdeurs dans la passation des marchés, les premiers chantiers de travaux ont démarré en novembre 2014,	Produit 3 : Des aménagements hydroagricoles sont réhabilités ou réalisés et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	- Existence de comité de gestion et d'un dispositif d'entretien	0	0	0	21	21	ND		Enquête SYGRI PV de réception des ouvrages	Formalisation des arrangements fonciers ; l'état assure l'entretien des barrages...
		- Superficie de périmètres rizicoles réhabilités (ha)	0	0	607.2	19.5	626.7	2 000	31%	Revue à mi-parcours	
		- Superficie de nouveaux bas-fonds rizicoles en exploitation aménagés (ha)	0	0	0	0	0	400	0%	Rapports des prestataires	
		- Superficie de périmètres maraichers sous irrigation localisée réalisés (ha)	0	0	0	0	0	90	0%		
		- 25% des petits producteurs ont accès à des périmètres d'irrigation aménagés/remis en état dans les zones ciblées				0%	0%	≥25%			
		Composante 2 : Valorisation et mise à marché									
	Résultat 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production										
	Produit 4 : L'information sur les marchés, les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	- Au moins 25% de petits producteurs et leurs OPA ont été formés aux méthodes et techniques de transformation, conservation et de commercialisation, dans les zones ciblées (par genre et classe d'âge)	0	0	0	0%	0%	≥25%		Enquête SYGRI	Rentabilité économique des filières choisies
										Rapports des prestataires	
										Rapports de suivi-évaluation	
										Rapports des OPs	
										Rapports des ateliers d'auto-évaluation participative	
										Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	
		- 25% de petits producteurs ciblés ont adopté les technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation*	0	0	0	0%	0%	≥25%			
- 30% des OPA soutenues ont accès aux informations sur les marchés et les prix	0	0	0	0%	0%	≥30%					
- nombre de technologies transformation, conservation et de commercialisations diffusées	0	0	0	0	0	0	-				
	Produit 5 : Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes	- 60 km de pistes d'accès sont réalisées*	0	0	0	12	12	60	20%	PV de réception des travaux	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaire
		- 27 magasins de stockage, centres groupage et de hangars de conditionnement sont construits *	0	0	0	3	3	27	11%	PV de réception des travaux	

	de désenclavement et de stockage	- 12 abris pour unités de transformation sont créés*/fonctionnels	0	0	0	0	0	12	%		s
		moulin	0	0	5	0	5				
		décortiqueuse	0	0	1	0	1				
		-25% des producteurs bénéficiaires directs et leurs OPA soutenues ont accès à des installations de transformation, de stockage et/ou de commercialisation dans les zones ciblées	0	0	0	0%	0%	≥25%	-		
		Résultat 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation									
	Produit 6 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	- 30% des OP de base appuyés adhèrent à une coopérative	0	0	0	0%	0%	≥30%		Rapports de suivi des OPs	Gouvernance et démocratie appliquées
		- 25% des coopératives appuyées sont opérationnelles et économiquement actives	0	0	0	%	0%	≥25%		Diagnostic des OPs en PY1, PY3 et PY5	
		- 20% des OPA soutenues par le Programme offrent des services rentables d'appui à leurs membres	0	0	0	%	0%	≥20%		Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	
		Au moins 35% des OP des niveaux 1 ont atteint le prochain stade d'autonomie (niveaux 2)*	0	0	0	%	%	%	%	Revue à mi-parcours	
		- Nombre d'OP appuyées par le projet				494	494	660	75%	Revue à mi-parcours	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Responsab.	Date ³
1.	Vue d'ensemble de l'exécution du projet	Organiser une séance de travail entre la DGPPS et le BNETD pour permettre d'accélérer l'exécution des travaux d'aménagements et réhabilitation de périmètres	DGPPS	31/05/16
2.		Revoir à la baisse les objectifs relatifs aux aménagements et réhabilitation de périmètres rizicoles et maraîchers lors de la révision du PTBA de 2016 et l'élaboration du PTBA de clôture couvrant 15 mois entre 2017 et le premier trimestre de 2018.	Coordo / DGPPS	Juin 2016
3.		Revoir à la hausse les objectifs se rapportant à la filière maïs au vu de leurs résultats encourageants	Coordo / DGPPS	Juin 2016
4.		Procéder à une évaluation indépendante des prestataires, pour s'assurer de la qualité des appuis qui sont fournis aux OPA. Les DRA, les STD et l'UCP pourraient ensemble cette évaluation	COORDO / DRA	Aout 2016
5.		Organiser un atelier de renforcement des capacités du personnel en vue de les amener à mieux cerner les contours détaillés du concept de microprojet.	Coordo	Aout 2016
6.		Remettre à plat le cadre logique, tant du point de vue des cibles à atteindre que des indicateurs d'effets	RSE / CSE /	septembre 2016
7.		Obtenir du consultant le rapport définitif sur les études d'impact à mi-parcours et programmer à temps la collecte des données quantitatives SYGRI afin qu'elles soient disponibles dans la perspective de la préparation du futur rapport d'achèvement	RSE / CSE	Juin 2016
8.	Produits et effets	En raison de la persistance des perturbations climatiques, accroître de 10% les quantités d'intrants destinées aux producteurs et particulièrement les semences pour prévenir les situations de re-semis en cas de manque de pluie.	MINADER/FIDA	15/06/2016
9.	Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	Recruter sur la base d'une liste restreinte un prestataire pour fournir un appui à 6 plateformes départementales ou régionales des acteurs de la filière riz, (soit 2 pour chacune des trois régions du PROPACOM).	UCP / COPAs	Avril 2016
10.		Mettre à jour et partager régulièrement le chronogramme détaillé de tous les aménagements à réaliser avec le staff du projet	RIR	Mensuel à partir de janvier 2016
11.		Mettre à jour régulièrement le tableau de synthèse de la situation des aménagements/réhabilitations en cours et le partager avec l'UCP, la DGPPS et le FIDA.	RIR	Continu à partir de janvier 2016
12.		Développer, pour les aménagements, une base de données relationnelle afin de faciliter la mise à jour et partager les informations sur le progrès des aménagements /réhabilitations en cours ainsi que les problèmes y afférents.	RIR	Fin troisième trimestre 2016
13.		Inclure dans les DAO des critères d'évaluation liés aux attestations de bonne fin délivrées par les maîtres d'ouvrages des travaux réalisés antérieurement par les entreprises soumissionnaires.	RIR	Immédiat et continu
14.		Faire un suivi rapproché des impacts de l'appui-conseil et des formations des OPA bénéficiaires du projet et documenter l'évolution des changements et des taux d'adoption des techniques et méthodes apprises	CPA/ CSE/ et Chefs d'Antenne	Immédiat et continu
15.	Formation et Encadrement des exploitants	Inciter les producteurs à fabriquer et utiliser la fumure organique dans les parcelles de culture pour mieux conserver l'eau.	UPC	31décembre 2016

³ les dates indiquées supposent la fin de tout le processus de mise en œuvre de la recommandation y compris les autorisations requises (ANO, etc.).

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Responsab.	Date ³
16.		Prendre une option ferme pour l'utilisation de l'énergie solaire comme source d'énergie de l'exhaure de l'eau dans les périmètres maraichers en lieu et place des motopompes.	MINADER FIDA	30 juin 2016
17.		Accroître l'objectif de superficie à emblaver en maïs de 3 000 à 6 000 ha.	MINADER FIDA	30 juin 2016
18.		Entreprendre des études géophysiques pour l'implantation et l'exécution de forages dans les sites maraichers en lieu et place des puits.	UCP	Immédiat
19.		Transférer les stocks d'intrants non encore utilisés à des spéculations sous culture dans la zone du PROPACOM pour éviter leur éventuelle détérioration.	UCP	Immédiat
20.		Organiser à l'intention des producteurs des visites de sites de goutte à goutte en Côte d'Ivoire ou dans les pays voisins (Burkina et Mali)	UCP	Novembre 2016
21.		Prévoir dans les DAO pour la fourniture du système goutte à goutte une clause qui oblige le fournisseur à assurer l'installation, la fourniture de pièces de rechange ainsi que la formation des bénéficiaires pendant au moins 3 mois sur le site.	UCP	Immédiat
22.	l'appui conseil	Etendre sur deux ans les contrats des prestataires d'appui-conseil et formation des producteurs après évaluation satisfaisante des premiers contrats afin de : <ul style="list-style-type: none"> • Consolider les formations reçues ; • Coacher les formateurs relais ; • Encadrer les nouveaux producteurs bénéficiaires de la reconstitution des fonds intrants. 	COPA/CPA	Immédiat
23.		Faire bénéficier les producteurs victimes d'aléas avérés (à partir de 2014) d'une deuxième allocation en intrants et de l'appui conseil et formation	COPA/CPA	Immédiat
24.		Distribuer l'intégralité des stocks intrants		
25.	Convention ADDR	Faire la capitalisation du Modèle de réinsertion communautaire des jeunes ex-combattants testés dans le Denguelé	Antenne de Man	Nov 2016
26.		Insérer les bénéficiaires de l'initiative ADDR dans le dispositif de suivi du PROPACOM	RSE	immédiat
27.	Composante 2 : Valorisation et mise à marché	Passer en revue le portefeuille de microprojets au niveau de chaque antenne et vérifier la cohérence de chacun des microprojets; faire des propositions pour les optimiser.	Chef d'antenne	Début juin 2016
28.		Sensibiliser les OPA sur les besoins de renouvellement des fournitures consommables (sacs et cageots)	CTC/prestataire	Dès livraison et continu
29.		Mettre à disposition 15 millions de fonds de roulement (FDR) pour chacune des 3 ESOP de la zone nord. Pour Katiola, attendre la clarification sur la gouvernance. Prendre l'attache de l'agent comptable pour étudier la faisabilité de cet appui	Coordo / RAF	Juillet 2016 au plus tard
30.		Mettre à disposition cinq (5) millions de fonds d'amorçage et mettre au point le mode de gestion de ce fonds.	Coordo / RAF /SFR	Immédiat
31.		Evaluer les performances du CIDR et le cas échéant le contracter pour un appui supplémentaire de 1 an.	UCP	Immédiat
32.		Rencontrer l'ONDR pour faire le point sur le déploiement et l'appui aux mini-rizeries et aux plateformes départementales.	Coordo/DGPPS	Immédiat

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Responsab.	Date ³
33.		Lancer les études sur la filière riz dans les régions couvertes par les antennes de Bouaké et Bondoukou	UCP	Octobre 2016
34.		Reprendre les discussions avec TechnoServe sur leur offre et continuer à chercher d'autres prestataires pour la mise en place des systèmes de gestion des mini-rizeries de la zone sud et l'appui aux plateformes départementales. Contractualiser.	UCP	Octobre 2016
35.		Etudier la possibilité d'alimenter les mini-rizeries par énergie solaire	UCP	Octobre 2016
36.		Lancer l'étude sur les structures d'appui à la commercialisation des vivriers.	UCP	Juillet 2016
37.		Rencontrer Rongead/OCPV pour finaliser les conditions de mise en place du SIM.	Coordo	Juillet 2016
38.		Ajouter recommandation sur clôture du magasin s de groupage/ et obtenir que l'OPA en fasse l'assainissement		
39.	Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA.	Accélérer la mise en œuvre des activités d'alphabétisation fonctionnelle pour toutes les OPA bénéficiaires du PROPACOM dont les besoins en ce domaine ont été clairement identifiés.	COPA	Immédiat
40.	Appui à la structuration et à la gestion des OPA	Accélérer le processus de reconduction sur deux ans du mandat des prestataires en charge de la structuration des OPA et dont les performances ont été positivement évaluées.	COPA/ CAFM/ RPM	Immédiat
41.		Assurer, avec l'appui des services techniques déconcentrés (STD), un suivi rapproché des formations dans le cadre de l'appui à la structuration des OPA afin d'apprécier le bon déroulement des formations et la maîtrise des modules dispensés par les formateurs.	COPA/ DRA	Immédiat et continu
42.		Utiliser, avec l'appui des STD, les outils de diagnostic institutionnel participatif pour évaluer le niveau de maturité des OPA pour décider du passage d'un niveau à un autre. Particulièrement, pour le passage du niveau de maturité 1 au niveau 2 prendre en compte les activités économiques développées par l'OPA	COPA	Immédiat
43.		Etendre sur deux ans les contrats des prestataires d'appui à la structuration après évaluation satisfaisante afin de disposer suffisamment de temps pour disposer les modules de formations retenus.	COPA/CAFM/RPM	
44.		Initier systématiquement les activités d'appui à la structuration dès la signature de l'accord de financement avec toute OPA pour une meilleure de ses activités.	COPA	Immédiat
45.		Renforcer le suivi rapproché des prestataires en impliquant les services techniques déconcentrés pour amener les prestataires à respecter leurs cahiers de charges	COPA	Immédiat
46.	Evaluation des prestataires	Etablir et mettre régulièrement à jour une base de données des prestataires performants sur la base des évaluations.	COPA	Immédiat
	Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation			
47.	Coordination et Gestion	Continuer à tenir des réunions mensuelles entre l'UCP, la DRMP et la Préfecture en vue d'accélérer les procédures de	Coordo	Immédiat et

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Responsab.	Date ³
		passation des marchés		Continu
48.		Faire un suivi régulier des moratoires accordés aux entreprises défaillantes et informer la DRMP des résultats obtenus dès la fin du délai fixé.	RPM /RIR	continu
49.		Faire le suivi du traitement des dossiers de résiliations de contrats demandés à la DRMP	RPM	Immédiat et continu
50.		Renforcer les capacités du personnel de l'UCP en étude et évaluation des microprojets soumis ;	Coordo	Octobre 2016 et continu
51.		Faire systématiquement l'évaluation de chaque microprojet achevé par une équipe incluant le CSE, RIR, DRA, CPA,	COPA	Immédiat et Continu
52.		Préparer les dossiers relatifs aux volets complémentaires des microprojets et les soumettre à une session extraordinaire du CRC en vue de leur inclusion soit dans le PTBA de 2016 ou dans le PTBA de 2017. Il ne faudra y inclure que les activités dont la programmation à rebours démontre la possibilité de terminer leur exécution avant la date d'achèvement du projet en mars 2018.	Coordo	20 juin 2016 Octobre 2016
53.		Prévoir dans le PTBA de 2017-2018, les études préparatoires à l'élaboration du rapport d'achèvement (études /enquêtes thématiques sur les effets et impacts)	CSE	Octobre 2016
54.				
55.		Rendre disponible le PTBA 2016 révisé sur la base des résultats de la revue du portefeuille des microprojets	Coord, RSE, Equipe projet	15 juillet 2016
56.		Elaborer le PTBA 2017-18 (15 mois) de clôture du projet sur la base des résultats de la revue du portefeuille des microprojets	Coord, RSE, Equipe projet	3eme trimestre 2016
	Suivi-Evaluation	Réviser le cadre logique et les indicateurs en fonction des résultats de la revue du portefeuille des microprojets et pour améliorer et simplifier la batterie d'indicateurs, en particulier pour le niveau effet, en relation avec SIGRY	Coord, RSE	septembre / octobre 2016
57.		Organiser un atelier réunissant l'équipe en charge du suivi évaluation pour remettre à plat le dispositif, discuter des rôles et responsabilités de chacun et identifier les renforcements de capacités nécessaires à tous les niveaux.	Coord, RSE/CSE	septembre / octobre 2016
58.		Améliorer l'intégration du système de suivi évaluation en harmonisant progressivement les outils utilisés par les antennes et par l'UCP	RSE/CSE	Immédiat et continu
59.		Respecter les principes de subsidiarité entre les antennes et l'UCP et responsabiliser davantage l'ensemble de l'équipe dans la collecte des données et leur traitement.	RSE/CSE	Immédiat et continu
60.		Consolider le dispositif d'enquêtes et de collecte des données afin de pouvoir compléter et vérifier les données communiquées par les prestataires	RSE/CSE	Second semestre 2016
61.		Mettre en place un cadre de suivi du portefeuille de microprojets sur la base de celui proposé par la mission et le faire évoluer en fonction des besoins d'informations	CSE /RSE	Immédiat
62.		Etablir pour chaque microprojet un chronogramme de mise en œuvre partant de la signature de la convention, ou de la date d'établissement du chronogramme pour les microprojets en cours. Actualiser régulièrement le chronogramme.	Antennes, CAFM,	Immédiat, concomitamment

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Responsab.	Date ³
				avec la préparation du PTBA 2016 révisé, et continu
63.		Faire évoluer la base de données intégrée existante afin d'assurer le suivi et la programmation par microprojet en plus du suivi actuel selon l'architecture du PTBA, par antenne et par culture	RSE/ CSE	Fin septembre 2016
64.		Valoriser le tableau de bord pour assurer la planification pluriannuelle du projet	Coord, RSE	Immédiat, concomitamment avec la préparation du PTBA 2016 révisé, et continu
65.		Diffuser largement le manuel de gestion du système informatisé de suivi-évaluation et assurer des formations sur l'utilisation du système informatisé de suivi évaluation à destination des différents types d'usagers.	RSE/CSE	Immédiat et second semestre 2016 (formations)
66.	Suivi externe du MINADER	Impliquer les Directions centrales techniques et les STD dans l'appui à la mise en œuvre du Projet à travers la signature de convention-cadre	Chefs d'antennes / Coordo	Immédiat et continu
67.		Mettre en place une assistance technique auprès de l'UCP pour renforcer ses capacités en matière de gestion axée sur les résultats, planification, approche microprojet, ciblage, suivi-évaluation, et travail en équipe	MINADER / FIDA	immédiat
68.	État d'avancement de l'exécution du projet	Revoir le mode de calcul du taux de réalisation physique et reprendre les calculs de toutes les années selon cette méthode.	RSE	Immédiat et continu
	Gestion fiduciaire			
69.	Aspects fiduciaires	Assurer à terme la cohérence des informations et des tableaux de synthèse générés par le logiciel Tom2Marché en relation avec les données comptables.	RPM/RAF/CPT	31/08/16
70.		Régulariser urgemment la vacance du poste de CPA de Bondoukou en faisant appel au candidat arrivé troisième lors du recrutement	Coordo/DGPPS	30/06/16
71.		Surseoir à l'engagement des CTC et contractualiser des consultants nationaux et/ou régionaux pour prendre en charge les aspects liés à la transformation et à la commercialisation.	Coordo/DGPPS	15/07/16

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Responsab.	Date ³
72.		Doter la catégorie V « salaires et indemnités » de ressources supplémentaires pour permettre d'arriver à l'achèvement/clôture du projet.	MINADER/MPM EF/FIDA	31/07/16
73.		Harmoniser les Contrats du personnel du PRAREP/PROPACOM avec le nouveau contrat type.	Coordo/RAF/D GPPS	30/06/16
74.		Réviser le PTBA/PPM 2016 sur la base des orientations de la revue à mi-parcours et le rendre disponible. Cette révision devra tenir compte également du PTBA/PPM 2017/2018 de quinze (15) mois allant du 01/01/17 au 31/03/18 à transmettre au FIDA au plus tard le 31/10/2016.	Equipe du Projet/DEP	15/07/16 et 31/10/16
75.		Réduire le délai de positionnement des ressources entre le compte BNI Abidjan et BNI Bouaké	Agence Comptable de la Dette Publique (ACDP)	Pour mémoire
76.	Aspects fiduciaires	Procéder à une réallocation des ressources, prenant en compte les dépassements enregistrés sur les catégories III et V et les investissements essentiels à réaliser d'ici l'achèvement/clôture du Projet dont les éléments significatifs ont été validés au cours de la mission.	MINADER/MPM EF/FIDA	31/07/16
77.		Procéder à la régularisation de l'écart de reconstitution de 11 113 484 FCFA en plus dans le Compte Désigné en minorant la catégorie I « génie civil et rural » de la DRF 21 du même montant.	RAF/CPT	30/06/16
78.		Accélérer le traitement de la demande de création de régie d'avance à Bouaké, la nomination de Régisseur et la modification du montant de celles de Korhogo et Bondoukou	DAFP/MPMEF	31/07/16
79.		Apurer les dettes des fournisseurs/prestataires	Coordo/RAF/CP T	30/06/16
80.		Accélérer le processus de mise à disposition des attestations de TVA	Coordo/RAF/CP T	31/08/16
81.		Solder les reliquats des frais de mission du personnel	Coordo/RAF/CP T	31/05/16
82.		Mettre en place un dispositif cohérent de mobilisation et de comptabilisation de la contribution des bénéficiaires	Equipe du Projet	31/08/16
83.		Assurer, avant la mise à disposition des 26 batteuses et 66 motoculteurs aux bénéficiaires, le versement de leur contribution	Chefs d'Antenne	31/08/16

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Responsab.	Date ³
		de 5% à l'Agent Comptable, qui le reversera au compte désigné.	/RAF/Agent Comptable	
84.		Régulariser cette alimentation non autorisée du compte désigné à travers la catégorie II «Equipement, moyens de transport, matériel et intrants » d'une DRF à soumettre dont le montant sera diminué d'autant.	Coordo/RAF/CP T	30/09/16
85.		Matérialiser sur le formulaire C11 « suivi des contrats », le suivi administratif de l'exécution des contrats.	RAF/RPM/CPT	Immédiat
86.		Evaluer l'impact de la mise en œuvre des procédures simplifiées en matière de passation des marchés.	Equipe de supervision	Pour mémoire
87.		Finaliser la mise à jour du manuel de procédures	Coordo/RAF	31/08/16
88.		Systématiser la mise à disposition des 80% d'avance pour les missions à l'intérieur.	Coordo/RAF	Pour mémoire
89.		Promouvoir, à travers la sensibilisation ou autres actions incitatives, la contractualisation entre les OPA rizicoles et les mini-rizeries	COPA/consultant CTC	15 juillet 2016
90.	Durabilité	Renforcer la sensibilisation sur le mécanisme de la reconstitution des fonds intrants (visites d'échanges, renforcer, clarifier le message sur la nécessité de reconstituer pour eux-mêmes et de rembourser pour que les autres membres aient accès aux intrants)	COPA/CPA	immédiat
91.		Définir de manière participative les mécanismes de gestion, d'entretien et de renouvellement pour les aménagements, magasins, équipements, etc.)	COPA/ CPA/consultant CTC	immédiat
	Autres aspects			
92.		Elaborer une stratégie genre assortie d'un plan d'action qui sera étendue au PROPACOM Extension Ouest	Coordo/ COPA	Septembre 2016
93.	Prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes	Organiser une séance de formation sur la notion du genre à l'attention du personnel de l'UCP	Coordo	Août 2016
94.		Renouveler des séances de sensibilisation auprès des autorités et des chefferies villageoises sur l'accès des femmes aux facteurs de production	Coordo/COPA	A partir d'Août 2016
95.		Privilégier le financement de microprojets ou d'initiatives qui intéressent les femmes et les jeunes (maïs, maraichers, etc.)	Coordo/COPA	Immédiat et continu
96.	Participation des bénéficiaires	Accentuer la sensibilisation des dirigeants des OPA et leurs membres sur le bien-fondé et l'intérêt pour eux de contribuer aux coûts de réalisation et d'entretien des infrastructures, d'acquisition et de maintenance des équipements,	COPA	Continu
97.		Exiger que le paiement de la contribution en numéraire aux coûts des équipements à hauteur de 5% soit libéré par les OPA bénéficiaires avant toute livraison.	CAFM/ COPA	Continu
98.	Partenariats et les prestataires de services	Faire l'allotissement des marchés en tenant compte de la nature des travaux et de la distance entre les sites	RPM/ Responsables Techniques	Immédiat/ continu

N°	Domaine d'action	Mesure convenue	Responsab.	Date ³
99.	Sécurisation foncière	Contrôler auprès des structures émettrices, les Attestations de Bonne Exécution (ABE) fournies par les soumissionnaires	RPM	Immédiat/continu
100		Poursuivre les réunions régulières entre l'UCP (RPM et CAFM) et la DRMP	RPM/ CAFM	Immédiat/continu
101		S'assurer qu'un document formel concédant un droit d'usage compatible avec la nature des aménagements soit établi entre les propriétaires des terrains sur lesquels les aménagements sont réalisés et les bénéficiaires appuyés par le PROPACOM et que ce document soit visé par les autorités administratives (Préfet)	Coordo, RIR	Immédiat et continu
102		Prendre attache avec les services fonciers pour discuter des possibilités d'appui sur les zones aménagées par le projet.	Coordo, COPA, RIR	Juin 2016
103	Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique (ASAP)	Prévoir un accord de principe plutôt qu'une convention cadre entre MINADER et MINEF pour les activités de reboisement	UGP, Antennes de Man et Korhogo	Immédiat
104		Planifier et lancer les études sur les besoins en bois-énergie	UGP, Man et Korhogo	Second semestre 2016
105		Evaluer les besoins logistiques réels de la SODEXAM après le démarrage des activités	UGP, Antenne de Bouaké, SODEXAM	Après le démarrage des activités
106		Préparer la convention ASAP-CNRA de façon à pouvoir démarrer les activités en 2017	UGP, Seguela, CNRA	Second semestre 2016
107		Planifier les activités d'appui institutionnel : convention avec le Ministère de l'Environnement et identification du prestataire	UGP, Ministère de l'Environnement	Second semestre 2016
108		Détailler les obligations fiduciaires des partenaires liées à la mise à disposition des fonds par tranche dans les conventions et prévoir des rencontres entre services fiduciaires après la signature	Responsables conventions, partenaires, SAF	Immédiat et continu
109		Intégrer des modèles de justificatifs (rapports périodiques et justificatifs de dépense) dans les annexes des conventions	Responsables conventions, RSE, SAF	Immédiat et continu
110		Prendre des mesures pour garantir le géo-référencement des investissements du projet (coordonnées GPS relevées pour les aménagements et infrastructures)	RSE, prestataires et partenaires	Juin 2016
111		Abandonner le projet de convention avec l'ANDE et responsabiliser les bureaux d'études chargés des aménagements pour la formulation systématique de PGES	Bureaux d'études/prestataires,	Immédiat et continu

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

PROPACOM - PTBA 2016

Période: 01/01/2016 au 30/04/2016

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2016			Progrès effectif 2016	% PTBA 2016 (valeur relative) non pondéré)	% PTBA 2016 (valeur relative) pondéré en fonction du poids financier des composantes)	
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2016				
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles						11.70%		
Volet : Accès aux facteurs de production						0%		
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de riz irrigué								
	Assurer le paiement des factures d'intrants riz							
	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des intrants de riz dans les magasins des OPA pour 125 ha	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	6.60	-	0%		
		Quantité de NPK	tonne	18.75	-	0%		
		Quantité d'Urée	tonne	12.50	-	0%		
		Quantité d'herbicide	litre	62.50	-	0%		
		Quantité de biostimulant	litre	125.00	-	0%		
		Nbre de pulvérisateurs	u	25	-	0%		
	Recruter les fournisseurs pour l'acquisition et le pré-positionnement des intrants de riz dans les magasins des OPA pour 558 ha (sites à barrage)	Nombre de marchés signés	u					
		Quantité de NPK	tonne	83.70	-	0%		
		Quantité d'Urée	tonne	55.80	-	0%		
		Quantité d'herbicide	litre	279.00	-	0%		
		Quantité de biostimulant	litre	558.00	-	0%		
		Nbre de pulvérisateurs	u	111.60	-	0%		
	Assurer le transport des semences de riz de l'ONDR vers les magasins des OPA bénéficiaires	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	6.60	-	0%		

	Superviser la distribution aux exploitants des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	13.004	-	0%	
		Quantité de NPK	tonne	49.515	-	0%	
		Quantité d'Urée	tonne	33.010	-	0%	
		Quantité d'herbicide	litre	165.050	-	0%	
		Quantité de biostimulant	litre	330.100	-	0%	
		Nbre de pulvérisateurs	u	63.000	-	0%	
		Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production maraîchère					
Appui aux OPA pour les productions maraîchères	Financer l'acquisition et pré-positionner les fertilisants dans les magasins des OPA	Quantité de NPK livrés	tonne	30.55	-	0%	
		Quantité d'Urée livrés		-	-	0%	
		Quantité de Sulfate livrés		-	-	0%	
	Effectuer le paiement des factures relatives à la fourniture et la livraison d'intrants de productions maraîchères (marchés de 2015)						
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences distribuée d'oignon	kg	90	-	0%	
		Quantité de semences distribuée de tomate	U	600 000	-	0%	
		Quantité de fertilisants livrés (NPK+Urée+sulfate,etc.)	tonne	49.94	-	0%	
		Quantité de fongicide distribuée	kg	385.00	-	0%	
		Quantité d'insecticide 1 distribuée	litre	192.50	-	0%	
		Quantité d'insecticide 2 distribuée	kg	962.50	-	0%	
		Biostimulants	litre	231.0	-	0%	
		Pulvérisateurs	u	16	-	0%	
	Organiser des ateliers de formation	Nbre d'atelier	u	3	-	0%	

	des bénéficiaires sur l'utilisation des pesticides et fertilisants chimiques	Nombres de participants	u	20	-	0%	
Volet : Mécanisation de l'Agriculture							0%
Appui aux OPA et CGA pour l'acquisition de matériels de mécanisation	Superviser la livraison du matériel de mécanisation agricole	Nbre de motoculteurs	u	66	-	0%	
		Nbre de batteuse-vanneuses	u	23	-	0%	
	Organiser la cérémonie officielle de remise du matériel agricole aux bénéficiaires	Cérémonie organisée	u	1	-	0%	
	Assurer le transport et la distribution du matériel agricole aux OPA bénéficiaires	Nbre de motoculteurs	u	66	-	0%	
		Nbre de batteuse-vanneuses	u	17	-	0%	
	Organiser la formation des bénéficiaires sur l'utilisation, l'entretien et la réparation des motoculteurs et batteuses-vanneuses	Nombre d'artisans formés	u	14	-	0%	
		Nombre de machinistes formés	u	132	-	0%	
	Financer l'acquisition de bœufs de culture attelée pour les OPA de production de maïs	Nbre de paires de bœufs	u	20	-	0%	
		Nbre de kits d'attelage	u	20	-	0%	
Volet : Appui-Conseil							11%
Appui-conseil aux OPA pour la production agricole	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de riz irrigué	Superficie de riz irrigué emblavée	ha	330.10	170	51%	
		Nbre de producteurs encadrés	u	610	78	13%	
		Nbre de producteurs formés	u	549	104	19%	
	Fournir l'appui-conseil pour la production de cultures maraichères	Superficie de Maraîchères	ha	45.4	-	0%	
		Nbre de producteurs encadrés et formés	u	622	-	0%	
	Organiser l'atelier d'harmonisation des outils (appui-conseil & appui à la structuration des OPA)	Nbre d'atelier	u	1	-	0%	
	Organiser des rencontres d'échanges avec les responsables des OPA bénéficiaires	Nombre de séances de travail	u	6	1	17%	
	Faire analyser la qualité des sols des sites de productions rizicoles et maraichères	Nbre de rapport d'analyse	u	1	0	0%	
	Organiser un voyage d'étude et de visites d'échanges à Gagnoa sur le SRI impliquant les producteurs	Nombre de participants	u	20	0	0%	

	leaders						
Volet : Aménagements hydro-agricoles						27%	
Suivi automatisé des travaux d'aménagement	Développer une base de données relationnelle sur les aménagements	1 base données développée	u	1	-	0%	
Réhabilitation du périmètre de kpato	Effectuer le paiement du contrôle des travaux de rehabilitation du barrage de kpato	Rapport de chantier	u	1	-	0%	
Etudes d'évaluation sur le site de Kpato	Achever les études d'évaluation des travaux de réhabilitation et les études techniques des travaux confortatifs	Nbre de rapport d'évaluation	u	2	1	50%	
		Nbre de rapports d'étude	u	2	1	50%	
	Achever l'étude technique des aménagements en aval et l'étude d'impact environnemental et social	Nbre de rapports d'étude	u	2	1	50%	
Aménagement du site de Kpato	Réaliser les travaux confortatifs du barrage et les travaux de génie civil d'aménagement du site au goutte à goutte			-	-	0%	
	Fournir et installer la motopompe du site de Kpato	Nbre de motopompr	u	1	-	0%	
	Fournir et installer le matériel d'irrigation au système goutte à goutte sur le site de Kpato	lot de matériel d'irrigation	u	1	-	0%	
	Contrôler les travaux confortatifs du barrage et les travaux d'aménagement du site de Kpato au goutte à goutte	Nbre de rapports d'étude		3	-	0%	
Aménagement de périmètres rizicoles	Assurer le paiement des factures des travaux de périmètres rizicoles réceptionnés (290 ha) dans l'antenne de Bouaké (MB2, Loka, Nianra-Lopé)	Superficie achevées	ha	290	290	100%	
	Achever les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (issus des CRC 2013)	Superficie aménagée	ha	25	0	0%	
		Superficie réhabilitée	ha	250.6	19.5	8%	
		Longueur de piste	Km	2.8	0	0%	

	Résilier les marchés des entreprises chargées de réaliser les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles de Timbé et du Bounkani			-			
	Recruter des entreprises chargées d'achever les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles de Timbé et du Bounkani			-			
	Contrôler l'achèvement des travaux de réhabilitation ou d'aménagement des périmètres rizicoles de Timbé et du Boukani	Nbre de rapport de chantier	U	-			
	Contrôler l'achèvement des travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (Kgo)	Nbre de rapport de chantier	U	6	1	17%	
Solde des études techniques de 1 080 ha	Achever les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (issus des CRC 2013)					100%	
	Antenne de Bondoukou (515 ha)	Nbre de rapport	u	2	1	50%	
	Antenne de Korhogo (440 ha)	Nbre de rapport	u	2	1	50%	
Aménagement de périmètres rizicoles	Recruter des entreprises chargées d'achever les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (1 080 ha CRC 2013 + 40 ha Mbé 2)	Superficie	ha	1 120			
	Réaliser les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (125)	Superficie	ha	125	-	0%	

	Contrôler les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (1 080 ha CRC 2013 + 40 ha Mbé 2)	Nbre de rapport de chantier		6	-	0%	
Etudes techniques de 708 ha	Achever les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles 708 ha sites issus des CRC de 2014)	Nbre de rapport	u	12	12	100%	
	Récruter des entreprises chargées de réaliser les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles issus des CRC 2014						
	Achever les travaux d'aménagement des sites maraichers au système goutte à goutte	Superficie aménagée	ha	15.6	-	0%	
		Longueur de piste d'accès ou reprofilée	km	8.3	-	0%	
	Achever le paiement du contrôle des travaux d'aménagement des sites maraichers au système goutte à goutte (CRC 2013)		u	-	-		
	Contrôler l'achèvement des travaux d'aménagement des sites maraichers au goutte à goutte	Nbre de rapport de chantier	u	6	-	0%	
Aménagement des sites maraichers irrigués au goutte à goutte	Résilier le marché des entreprises d'irrigation au GaG sur 15,6 ha						
	Recruter les entreprises chargées d'achever les travaux restants						
	Recruter des consultants individuels chargés de contrôler l'achèvement des travaux d'aménagement des sites maraichers GaG			-			
	Achever le paiement des études des travaux d'aménagement des sites maraichers au système goutte à goutte (19 ha CRC 2013)			-			

Réhabilitation / aménagement de sites maraichers irrigués au goutte à goutte	Réaliser les travaux d'aménagement de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte sur 19 ha (sites issus des CRC de 2013)	Superficie	ha	19.0			
	Recruter les entreprises chargées de réaliser les travaux de génie civil pour l'aménagement des périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte						
	Réaliser les travaux de génie civil pour l'aménagement de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte	Superficie	ha	19.0	-	0%	
	Fournir et installer le matériel d'irrigation au système goutte à goutte des périmètres maraichers	lot de matériel d'irrigation	u	3.0	-	0%	
	Contrôler les travaux d'aménagement de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte sur 19 ha (sites issus des CRC de 2013)	Nbre de rapport	u	4	-	0%	
	Achever les études techniques d'aménagement de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte sur 55 ha (CRC de 2014)	Nbre de rapport	u	9	6	67%	
	Recruter des entreprises chargées de réaliser les travaux de génie civil pour l'aménagement de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte	superficie	u	55			
	Recruter des entreprises pour fournir et installer le matériel d'irrigation au système goutte à goutte destinés aux périmètres maraichers						

Achèvement de sites maraîchers résiduels à puits	Poursuivre les travaux d'achèvement de 7 sites maraîchers résiduels à puits	Superficie aménagée	ha	15.1	4.3	28%	
		Nombre de sites	u	7	2	29%	
	Poursuivre le contrôle des travaux d'achèvement de 7 sites maraîchers résiduels à puits	Nbre de rapport de chantier	u	4	2	50%	
	Achever l'actualisation des études techniques relatives aux travaux d'achèvement des 17 sites maraîchers résiduels à puits sur 38,6 ha	Nbre de rapport d'étude	u	2	2	100%	
	Recruter des entreprises chargés d'achever les travaux d'aménagement des 17 sites maraîchers résiduels à puits sur 38,6 ha						
	Recruter des consultants chargés de contrôler les travaux d'achèvement des 17 sites maraîchers résiduels à puits sur 38,6 ha						
Assistance technique au RIR	Apporter un appui au RIR pour le suivi des prestataires	Nbre de consultants recrutés	u	2	-	0%	
Valorisation et mise en marché						14.20%	
Volet : Appui à la transformation et à la commercialisation						21%	
Appui aux OP de transformation et de commercialisation de produits vivriers	Apporter un appui à l'acquisition et à l'installation des équipements de transformation/ commercialisation	Nbre de Décortiqueuses	u	2	-	0%	
		Nbre de Moulin	u	4	-	0%	
		Nbre de Egreneuses	u	24	-	0%	
		Nbre de Humidimètre	u	36	-	0%	
		Nbre de Sonde de prélèvement	u	57	-	0%	
		Nbre de Cageot en plastique	u	495	-	0%	
		Nbre de Bascule	u	58	-	0%	
		Nbre de Palette	u	1 306	-	0%	
		Nbre de sac vide de collecte	u	52 750	-	0%	

	Réaliser l'étude filière riz autour des minirizeries de Béoumi, Bondoukou et de Bouaké	rapport d'études	u	3	-	0%	
	Réhabilitation de l'unité de séchage de produits maraichers de Fronan	Une unité réhabilitée	u	1	-	0%	
Opérationnalisation de la minirizerie de Bondoukou	Acquérir le matériel de remplacement des pièces défectueuses de la minirizerie de Bondoukou	lot de pièces	U	1	1	100%	
	Achever le montage et les essais de la minirizerie (volet essais en charge)	une minirizerie fonctionnelle	U	1	1	100%	
Promotion des ESOP	Achever l'appui-accompagnement pour la consolidation des mini-rizeries de Katiola-Ferké et Korhogo	Nbre d'ESOP consolidées	U	3	3	100%	
Volet : Système d'informations sur les marchés						0%	
Plateformes filières	Mettre en place des plateformes départementales/régionales	Nbre de plateformes	u	6	-	0%	
Volet : Infrastructures marchandes						21%	
Construction / Réhabilitation d'infrastructures marchandes	Achever les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de minirizerie et de centres de groupage de produits maraichers (CRC 2013)	Nombre de bâtiment de minirizerie	U	2	-	0%	
		Nombre de magasin de stockage	U	6	3	50%	
		Nombre de centre de groupage	U	1	-	0%	
	Contrôler les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de mini-rizerie et de centres de groupage de produits maraichers (CRC 2013)	Rapport de chantier	U	12	4	33%	

	Recruter des entreprises chargées de réaliser les travaux de construction de centres de groupage de produits maraichers et abris (CRC 2014)	Nbre de prestataires					
	Recruter des consultants chargés de contrôler les travaux de construction de centres de groupage de produits maraichers et abris (CRC 2014)						
	Réaliser les travaux de construction de centres de groupage de produits maraichers et abris (CRC 2014)		U	-			
Volet : Professionnalisation des Organisations de Producteurs							0%
Appui à la structuration et la gestion des OPA	Payer le solde des marchés de l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnées en 2013		u				
	Poursuivre l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnées en 2013	Nombre de dirigeants formés	u	342		0%	
		Nombre d'OPA légalement constituées	u	23		0%	
		Nombre de comités spécialisés mis en place	u	342		0%	
	Organiser l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnées en 2014	Nombre de dirigeants formés	u	171	-	0%	
		Nombre d'OPA légalement constituées	u	13	-	0%	
		Nombre de comités spécialisés mis en place	u	177	-	0%	
Alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA	Assurer le paiement du solde du marché de l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA		u	-			

	Assurer le paiement du solde du marché de supervision de l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA		u	-			
	Assurer l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA de 2014	Nbre de membres formés	u	375	-	0%	
	Superviser de l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA	Nbre de rapports de supervision	u	3	-	0%	
Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs						41.19%	
Volet : Coordination et Gestion						44%	
Renforcement des capacités du personnel	Former le personnel en passation des marchés	Nombre de cadres formés	u	32	32	100%	
	Acquérir et installer la version monosite et multiprojets de TomPro et former les utilisateurs	Nbre de logiciel acquis	u	1	1	100%	
		Nbre de cadres formés	u	10	10	100%	
	Acquérir et installer un logiciel de dessin et de traitement des données topographiques	Nbre de logiciel acquis	u	2	-	0%	
Recrutement du personnel complémentaire	Assurer le paiement des frais du cabinet d'appui au MINAGRI pour la suite du recrutement du personnel complémentaire				-		
Manuels du projet	Achever l'actualisation du manuel de procédures financement des microprojets	Nombre de manuel	u	1	1	100%	
	Achever l'actualisation du manuel de procédures de gestion admin, fin et comptable révisé	Nombre de manuel	u	1	1	100%	
Orientation et Pilotage du projet	Organiser les sessions du Comité d'Orientation et de Pilotage	Nombre de session du COP	u	2	1	50%	
	Organiser les sessions des CRC	Nombre de session des CRC	u	6	1	17%	
	Organiser les ateliers du comité ad hoc de suivi technique	Nombre d'atelier du comité ad hoc de suivi technique	u	6	3	50%	
Fonctionnement de	Réaliser l'audit de l'exercice 2015	Nombre de rapport disponible	u	1	1	100%	

l'UCP et gouvernance	Assurer le paiement des salaires du personnel	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement de la gratification annuelle	Nbre de mois	U	1	-	0%	
	Assurer le paiement des indemnités au personnel fonctionnaires	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des charges sociales	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des frais de carburant	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des contrats d'entretien, de maintenance et de réparation (véhicules, logiciel, matériel informatique et bureau, climatisation, groupe électrogène..etc)	Nbre de mois	U	12	4	33%	
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (fournitures et consommables, abonnement, assurance auto, etc.)	Nbre de mois	u	12	4	33%	
	Assurer le paiement des annonces et insertions des Avis, autres articles de visibilité et cachets						
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur						
	Assurer le paiement des frais de missions hors RCI						
	Réhabiliter le réseau électrique de l'antenne de Bondoukou	1 réseau électrique réhabilité	u	1	-	0%	
	Réaliser les travaux d'aménagement de la cafétéria en salle de réunion pour l'antenne de Bouaké et divers travaux d'électricité	1 salle de réunion construite	u	1	-	0%	

	Refaire la peinture des bâtiments du siège à Bouaké et des antennes de Korhogo et Bondoukou	siège et 3 antennes repeintes	u	3		0%	
	Réhabiliter le câblage internet du siège et de l'antenne de Bouaké	1 câblage internet réhabilité	u	1	1	100%	
	Fournir et installer un groupe électrogène à l'antenne de Korhogo	Nbre de groupe	u	1	-	0%	
Appui institutionnel	Fournir et installer un groupe électrogène à la DRMP de Bouaké	Nbre de groupe	u	1	-	0%	
Volet : Suivi-Evaluation						29%	
Programmation/ Planification	Organiser l'atelier de révision du PTBA 2016	Nombre d'atelier	u	1	-	0%	
	Organiser les réunions périodiques de l'UCP	Nombre de réunion	u	3	2	67%	
	Organiser les missions de S&E interne de l'UCP	Nombre de missions	u	4	2	50%	
	Organiser les missions de S&E externe du PROPACOM	Nombre de missions	u	4	1	25%	
	Organiser les missions de supervision du PROPACOM	Nombre de missions	u	2	1	50%	
Etudes d'évaluation	Réaliser la deuxième enquête SYGRI du PROPACOM	Nombre de rapport disponible	u	3	3	100%	
	Organiser des ateliers d'évaluation des réalisations et les effets à mi-parcours du PROPACOM	Nombre d'ateliers d'évaluation	u	1	-	0%	
	Recruter des consultants et Organiser la revue à mi-parcours	Nombre de rapport disponible	u	1	-	0%	
Communication	Mettre en œuvre la stratégie de communication ciblée en direction des femmes et des jeunes du milieu rural	stratégie de communication ciblée mise en œuvre	u	1	-	0%	

Prise en compte du genre	Elaborer la stratégie genre du PROPACOM		u	1	-	0%	
Volet : Gestion des savoirs						100%	
	Participer à l'atelier sur la Capitalisation et gestion de la connaissance et l'Organisation et gestion administrative des projets / programmes	Nombre de cadres formés	u	9	9	100%	
TOTAL GENERAL						22.36%	17.40%

État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2015 (y compris indicateurs SYGRI)

		Période: 01/01/2015 au 31/12/2015					
Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2015 REVISE					
		Indicateurs	Unité	Cibles révisées PTBA 2015	Progrès effectif 2015	% PTBA 2015 (valeur relative) non pondéré)	% PTBA 2015 (valeur relative) pondéré)
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles						62.25%	
Volet : Accès aux facteurs de production						74%	
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de 585,9 ha de riz irrigué							
Appui aux OPA pour la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de riz irrigué	Organiser la distribution des semences R1 aux OPA	Quantité de semences R1 de riz livrée aux OPA	tonne	29.5	23.7	80%	
	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des fertilisants et produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de NPK	tonne	133.2	56.910	43%	
		Quantité d'Urée	tonne	88.8	37.94	43%	
		Quantité d'herbicide	litre	444.0	186.0	42%	
		Quantité de biostimulant	litre	200.0	45.0	23%	
		Nbre de pulvérisateurs	u	177.0	76.0	43%	
	Distribuer aux bénéficiaires les fertilisants et produits phytosanitaires, autres	Quantité de NPK	tonne	29.5	43.6	100%	
		Quantité d'Urée	tonne	59.0	29.1	49%	
		Quantité d'herbicide	litre	295.0	186.0	63%	
		Quantité de biostimulant	litre	295.0	45.0	15%	
		Nbre de pulvérisateurs	u	177	86	49%	
Production de semences R1 de maïs							

Production de semences R1 de maïs	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des semences de base, des fertilisants et produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	3.065	3.0	98%	
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production de masse de 570 ha de maïs							
Appui aux OPA pour la production de masse de maïs	Organiser la distribution des semences R1 aux OPA	Quantité de semences R1 livrée aux OPA	tonne	15.0	15.0	100%	
	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des fertilisants, produits phytosanitaires dans les magasins des OPA	Quantité de NPK	tonne	103.5	85.5	83%	
		Quantité d'Urée	tonne	69.0	57.0	83%	
		Quantité d'herbicide	litre	350.0	300.0	86%	
		Quantité d'herbicide	kg	680.0	540.0	79%	
		Nbre de pulvérisateurs	u	115	115	100%	
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences R1 distribuée aux producteurs	tonne	15.0	15.0	100%	
		Quantité de NPK	tonne	103.5	85.5	83%	
		Quantité d'Urée	tonne	69.0	57.0	83%	
		Quantité d'herbicide	litre	350.0	300.0	86%	
		Quantité d'herbicide	kg	680.0	540.0	79%	
	Nbre de pulvérisateurs		u	115	115	100%	
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production maraîchère de 38,5 ha							
Appui aux OPA pour la production de cultures maraîchères	Financer l'acquisition et le pré-positionnement des semences dans les magasins des OPA	Quantité de semences de cultures maraîchères livrées	kg	129.5	49.5	38%	
	Financer l'acquisition et pré-positionner les fertilisants et produits phytosanitaires dans les Chefs-lieux de Département	Quantité de fertilisants livrés (NPK+Urée+sulfate,etc.)	tonne	61.4	61.40	100%	
		Quantité de fongicides	tonne	1.208	0.230	19%	
		Quantité d'insecticide 1	litre	34.5	115	100%	
		Quantité d'insecticide 2	kg	207.0	575	100%	
	Superviser la distribution aux bénéficiaires par les OPA des semences, fertilisants et produits phytosanitaires	Quantité de semences distribuée	kg	129.5	49.5	38%	

		Quantité de fongicide distribuée	tonne	61.4	155.0	100%	
		Quantité de fertilisants distribuée	tonne	1.2	25.4	100%	
		Quantité d'insecticide 1 distribuée	litre	34.5	77.5	100%	
		Quantité d'insecticide 2 distribuée	tonne	207.0	524.5	100%	
Volet : Mécanisation de l'Agriculture						5%	
Appui aux OPA et CGA pour l'acquisition de matériels de mécanisation	Financer l'acquisition de matériel de mécanisation	Nbre de motoculteur	u	66	9	14%	
		Nbre de batteuse-vanneuse	u	26	-	0%	
		Nbre de motopompe	u	1	-	0%	
Volet : Appui-Conseil						66%	
Appui-conseil aux OPA pour la production agricole	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de riz irrigué	Superficie de riz irrigué emblavée	ha	585.9	284.5	49%	
		Nbre de producteurs encadrés	u	1 257	323	26%	
		Nbre de producteurs formés	u	251	65	26%	
	Fournir l'appui-conseil pour la production de masse de maïs	Superficie de Maïs	ha	570.0	445.87	78%	
		Nbre de producteurs encadrés	u	570	967	100%	
		Nbre de producteurs formés	u	114	193	100%	
	Fournir l'appui-conseil pour la production maraîchère	Superficie de Maraîchers	ha	19.6	4.65	24%	

		Nbre de producteurs encadrés	u	76	83	100%	
		Nbre de producteurs formés	u	76	83	100%	
	Organiser l'atelier d'harmonisation des méthodologies et outils (appui-conseil & appui à la structuration des OPA)	Nbre d'atelier	u	1	1	100%	
Appui à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil	Contribuer à la réinsertion des ex-combattants et des jeunes des communautés d'accueil à travers la convention PROPACOM/ADDR	Nbre d'ex-combattants	u	570	386	68%	
		Nbre de projets communautaires	u	44	11	25%	
Volet : Aménagements hydro-agricoles						53%	
Réhabilitation du barrage de Kpato	Organiser la réception provisoire du barrage de Kpato	Barrage réhabilité	u	1	1	100%	
	Evaluer les travaux de réhabilitation et réaliser les études techniques des travaux confortatifs	Nbre de rapport d'évaluation	u	1	1	100%	
		Nbre de rapports d'étude	u	3	3	100%	
	Réaliser l'étude technique des aménagements en aval et l'étude d'impact environnemental et social	Nbre de rapports d'étude	u	3	2	67%	
Réhabilitation / aménagement de périmètres rizicoles	Réaliser les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (issus des CRC 2013 / Etudes achevées)	Superficie aménagée	ha	136.0	-	0%	
		Superficie réhabilitée	ha	712.0	607.2	85%	
		Longueur de piste	Km	15.5	12.0	77%	
	Contrôler les travaux de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (issus des CRC 2013 / Etudes achevées)	Nbre de rapport de chantier	U	8	6	75%	

	Réaliser les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles (1 080 ha issus des CRC 2013)						
	Antenne de Bouaké (125 ha)	Nbre de rapport	u	3	3	100%	
	Antenne de Bondoukou (515 ha)	Nbre de rapport	u	3	3	100%	
	Antenne de Korhogo (440 ha)	Nbre de rapport	u	3	3	100%	
	Réaliser les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètres rizicoles 708 ha sites issus des CRC de 2014)						
	Antenne de Bouaké (293 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	33%	
	Antenne de Bondoukou (250 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	33%	
	Antenne de Korhogo (165 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	33%	
	Réaliser les études techniques de réhabilitation ou d'aménagement de périmètre rizicole 75 ha du solde de l' Antenne de Bondoukou sites issus des CRC de 2014	Nbre de rapport	u	3	0	0%	
Appui à la valorisation de sites maraichers du PPMS au système goutte à goutte	Réaliser les travaux d'aménagement des sites maraichers du PPMS au système goutte à goutte (3 sites PPMS)	Superficie aménagée	ha	15.6			
		Longueur de piste d'accès ou reprofilée	Km	8.3			
	Antenne de Bouaké (4,5 ha)	Superficie aménagée	ha	4.5	-	0%	
		Longueur de piste d'accès ou reprofilée	km	4.0	-	0%	
	Antenne de Korhogo (11,1 ha)	Superficie aménagée	ha	11.1	5.5	50%	
		Longueur de piste d'accès ou reprofilée	km	4.3	-	0%	
	Contrôler les travaux d'aménagement des sites maraichers du PPMS au système goutte à goutte (3 sites PPMS en 2013)						
		Nbre de rapport de chantier	U	5	3	60%	

Réhabilitation / aménagement de périmètres maraichers	Réaliser les études techniques d'aménagement des sites maraichers au système goutte à goutte sur 19 ha (issus des CRC 2013)	Nbre de rapport d'étude	u	3	3	100%	
	Réaliser les études techniques d'aménagement de périmètres maraichers irrigués au système goutte à goutte sur 55 ha (sites issus des CRC de 2014)						
	Antenne de Bondoukou (20 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	33%	
	Antenne de Bouaké (16 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	33%	
	Antenne de Korhogo (19 ha)	Nbre de rapport	u	3	1	33%	
	Réaliser les travaux d'achèvement de 7 sites maraichers du PPMS	Superficie aménagée	ha	19.3	3	16%	
		Nombre de sites	U	7	2	29%	
	Contrôler les travaux d'achèvement de 7 sites maraichers du PPMS	Nbre de rapport de chantier	U	7	4	57%	
	Actualiser les études techniques relatives aux travaux d'achèvement des 17 sites maraichers résiduels du PPMS sur 38,6 ha	Nbre de rapport d'étude	u	3	2	67%	
Valorisation et mise en marché						31.87%	
Volet : Appui à la transformation et à la commercialisation						28%	
Appui aux OP de transformation et de commercialisation de produits vivriers	Apporter un appui à l'acquisition et à l'installation des équipements de transformation/ commercialisation	Nbre de Décortiqueuses	u	1	-	0%	
		Nbre de Moulin	u	2	-	0%	
		Nbre de Egreneuses	u	24	-	0%	
		Nbre de Humidimètre	u	36	-	0%	
		Nbre de Sonde de prélèvement	u	57	-	0%	
		Nbre de Cageot en plastique	u	465	-	0%	
		Nbre de Bascule	u	57	-	0%	

		Nbre de Palette	u	1 232	-	0%	
		Nbre de sac vide de collecte	u	52 750	-	0%	
	Organiser la participation des OPA aux foires et salons agricoles	Nombre de foires	u	3	2	67%	
	Réaliser les travaux d'installation de la mini-rizerie de Bondoukou	Lot d'équipement complémentaires	u	1	1	100%	
		Lot de matériels d'installation	u	1	1	100%	
		Nombre d'essais effectués	u	2	1	50%	
		Nombre de compteur posé (électricité + eau)	u	2	2	100%	
	Réaliser l'étude filière riz autour des minirizeries de Béoumi, Bondoukou et de Bouaké	Nbre de rapport d'études	u	3	-	0%	
Volet : Système d'informations sur les marchés							
Plateformes	recruter des prestataires pour mettre en place des plateformes départementales/régionales		u				
	Appuyer les OPA à la commercialisation des productions vivrières de 2015 dans le Hambol et Gbêkê		u				
Volet : Infrastructures marchandes							13%
Construction / Réhabilitation d'infrastructures marchandes	Réaliser les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de mini-rizerie et de centres de groupage de produits maraichers (CRC 2013)	Nombre de bâtiment de mini-rizerie	u	2	-	0%	
		Nombre de magasin de stockage	u	5	-	0%	
		Nombre de centre de groupage	u	1	-	0%	

	Contrôler les travaux de construction de magasins de stockage, de bâtiments de mini-rizerie et de centres de groupage de produits maraichers (CRC 2013)	Rapport de chantier	U	6	3	50%	
Volet : Professionnalisation des Organisations de Producteurs						60%	
Renforcement des capacités des OPA	Assurer l'alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA (Régions Gbêkê et Hambol)	Nombre de bénéficiaires formés	U	300	485	100%	
	Suivre les activités alphabétisation fonctionnelle des membres des OPA	Nombre de rapports	U	3	2	67%	
	Organiser l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnés en 2013	Nombre de dirigeants formés	U	342	69	20%	
		Nombre d'OPA légalement constituées	U	23	11	48%	
		Nombre de comités spécialisés mis en place	U	228	144	63%	
Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs						73.41%	
Volet : Coordination et Gestion						73%	
Recrutement du personnel complémentaire	Appui au MINAGRI pour le recrutement du personnel complémentaire	Nbre de cadres recruté	U	20	10	50%	
Manuels de base du PROPACOM	Actualiser les manuels de base du PROPACOM (procédures-admin, exécution, financement microprojets et S&E)	Nbre de manuel	U	4	4	100%	
	Organiser les ateliers de restitution des manuels provisoires du PROPACOM (procédures-admin, exécution, financement microprojets et S&E)	Nbre d'ateliers	U	4	3	75%	
Orientation et Pilotage du projet	Organiser les sessions du Comité d’Orientation et de Pilotage	Nombre de session du COP	u	2	1	50%	
	Organiser les sessions des CRC	Nombre de session des CRC	u	6	3	50%	
	Organiser les réunions mensuelles du comité ad hoc de suivi technique	Nbre de réunion	u	2	1	50%	

	Organiser les ateliers du comité ad hoc de suivi technique	Nombre d'atelier du comité ad hoc de suivi technique	u	2	-	0%	
Fonctionnement de l'UCP et gouvernance	Réaliser l'audit de l'exercice 2014	Nombre de rapport disponible	u	1	1	100%	
Fonctionnement de l'UCP	Assurer le paiement des salaires du personnel	Nbre de mois	u	12	12	100%	
	Assurer le paiement des indemnités au personnel fonctionnaires	Nbre de mois	u	12	12	100%	
	Assurer le paiement des charges sociales	Nbre de mois	u	12	12	100%	
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel	Nbre de mois	u	12	12	100%	
	Assurer le paiement des frais de carburant	Nbre de mois	u	12	12	100%	
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (fournitures et consommables, logiciel, entretien, abonnement, assurance auto, etc.)	Nbre de mois	u	12	12	100%	
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur	Nbre de mois	u	12	12	100%	
	Assurer le paiement des frais de missions hors RCI	Nbre de mission	u	12	12		
Appui institutionnel	Fournir et installer un groupe électrogène à la DRMP de Bouaké	Nbre de groupe	u	1	-	0%	
Volet : Suivi-Evaluation						73%	
Programmation/ Planification	Organiser l'atelier de révision du PTBA 2015	Nombre d'atelier	u	1	1	100%	
	Organiser l'atelier de consolidation du PTBA 2016	Nombre d'atelier	u	1	1	100%	
	Organiser les réunions périodiques de l'UCP	Nombre de réunion	u	3	2	67%	
	Organiser les missions de S&E externe du PROPACOM	Nombre de missions	u	2	-	0%	
	Organiser les missions de supervision du PROPACOM	Nombre de missions	u	2	2	100%	
Volet : Gestion des savoirs							
TOTAL GENERAL						55.85%	55.83%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

au 30/04/2016			
Financier	Approved	Disbursement	Per cent disbursed
IFAD loan	22 213,9	10 408,4	46,86
Government	5 410,0	1 504,6	27,81
Bénéficiaires	1 056,5	12,3	1,17
Total	28 680,4	11 925,2	41,58

IFAD Loan : 10 408 354,12,75 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) au 30/04/2016
 Gouvernement : 749 375 159 FCFA soit 1 504 550,62 USD au taux historique de 1 USD = 498,072 FCFA
 Bénéficiaires : 6 139 140 FCFA soit 12 325,80 USD

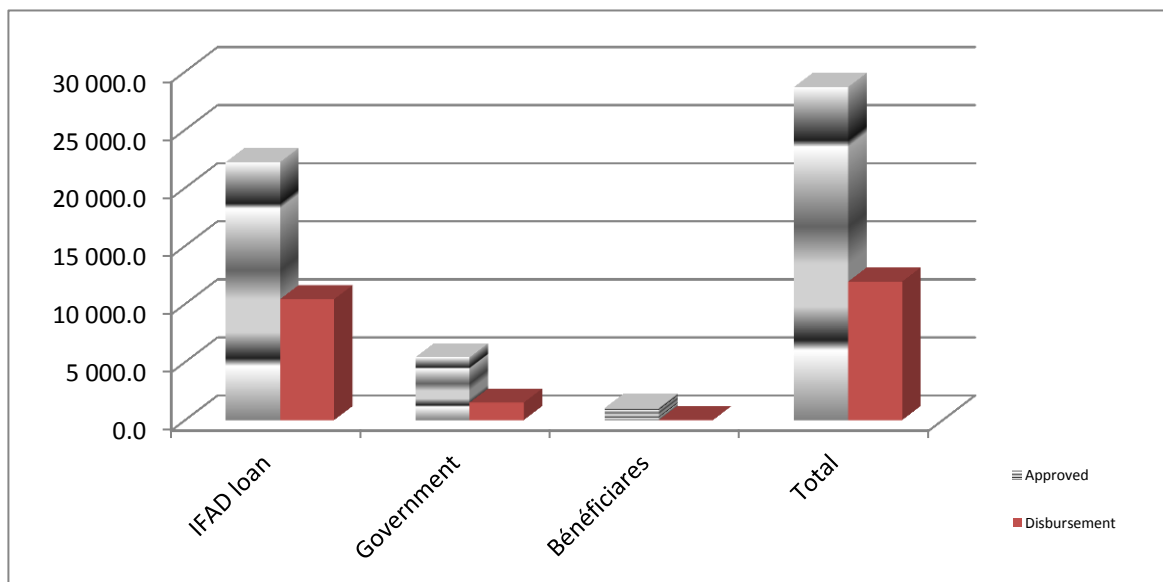


Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 30/04/2016

Composantes	Accord FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%	Prévu	Réal	%
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	11 685,5	6 981,3	59,74	3 217,6	326,0	10,13	1 046,5	10,7	1,02	15 949,6	7 318,0	45,88
1.1. Accès au facteur de production	3 744,8	5 395,8	144,1	1 451,3	79,8	5,50	523,3	0,0	0,00	5 719,3	5 475,6	95,74
1.2. Aménagement hydro agricole	7 940,7	1 585,5	20,0	1 766,3	246,2	13,94	523,3	10,7	2,05	10 230,3	1 842,4	18,01
2. Valorisation et mise en marché	6 223,8	801,1	12,87	1 637,3	79,7	4,86	10,0	1,6	16,17	7 871,1	882,4	11,21
2.1. Valorisation des produits vivriers	1 510,5	201,6	13,35	355,1	30,9	8,69	0,0	1,6	0,00	1 865,6	234,1	12,55
2.2. Infrastructures marchandes et publiques	2 874,0	200,3	6,97	873,2	0,0	0,00	10,00	0,0	0,00	3 757,1	200,3	5,33
2.3. Professionnalisation des organisations de producteurs	1 839,3	399,2	21,70	409,1	48,8	11,93	0,0	0,0	0,00	2 248,4	448,0	19,93
3. Coordination, Suivi/Evaluation et gestion des Savoirs	4 304,6	2 626,0	61,00	555,1	1 098,9	197,97	0	0,0	0,00	4 859,7	3 724,9	76,65
3.1. Unité de Coordination du Programme	4 304,6	2 626,0	61,00	555,1	1 098,9	197,97	0,0	0,0	0,00	4 859,7	3 724,9	76,65
Total	22 213,9	10 408,4	46,86	5 410,0	1 504,6	27,81	1 056,5	12,3	17,2	28 680,4	11 925,2	41,58

IFAD Loan : 10 408 354,12,75 USD; Source: Historic Transaction Report (FIDA) au 30/04/2016

Gouvernement : 749 375 159 FCFA soit 1 504 550,62 USD au taux historique de 1 USD = 498,072 FCFA / Bénéficiaires : 6 139 140 FCFA soit 12 325,80 USD

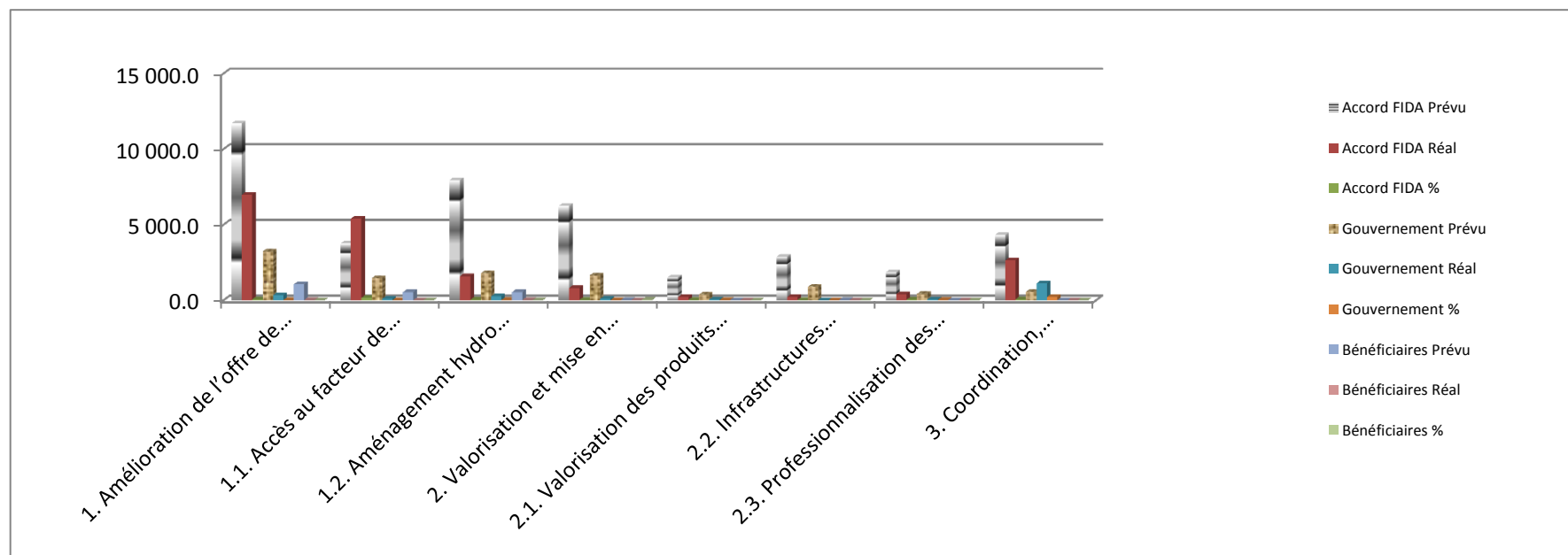


Tableau 5C: Décaissements de prêts du FIDA (en DTS, au 30 4 2016)

Figure 1: Décaissement du prêt/don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.

N°	Catégories	Original Allocation	Disbursement DRF n°1 à 19	Balance	%	W/A Pending (UCP: DRF 20)	Total	%	Solde
1	Génie Civil et Rural	5 080 000	555 736,93	4 524 263,07	10,94	194 364,60	750 101,53	14,77	4 329 898,47
2	Équipement, moyens de transport, matériel et intrants	3 500 000	1 486 236,21	2 013 763,79	42,46	33 520,84	1 519 757,05	43,42	1 980 242,95
3	Études, formation, information, assistance technique	2 650 000	3 052 566,51	-402 566,51	115,19	58 451,71	3 111 018,22	117,40	-461 018,22
4	Fonds de roulement pour l'achat de paddy	310 000	0,00	310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	310 000,00
5	Salaires et indemnités	590 000	670 753,85	-80 753,85	113,69	64 525,22	735 279,07	124,62	-145 279,07
6	Coût de fonctionnement	920 000	350 328,53	569 671,47	38,08	36 721,06	387 049,59	42,07	532 950,41
99	Non alloué	1 450 000	0,00	1 450 000,00	0,00		0,00	0,00	1 450 000,00
	Dépôt initial		1 004 928,63	-1 004 928,63	0,00	0,00	1 004 928,63	0,00	-1 004 928,63
	Total/Don	14 500 000	7 120 550,66	7 379 449,34	49,11	387 583,43	7 508 134,09	51,78	6 991 865,91

Au taux de 1 DTS =811,8996522146 FCFA au 30/04/2016 source <http://www.xe.com/fr/currencytables/>

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 30/04/16

Section	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Accord de don Annexe I, II, A, 4.2 « composition de l'UCP »	Effectif de l'UCP	30/06/16	A mettre en œuvre	Le poste de CPA de Bondoukou devra être pourvu et pour les 3 postes de CTC, il faudra recruter des consultants pour prendre en charge les tâches et responsabilités dévolues à ces CTC.
Article VII, section 7.01, b, ii)	Avant le début de chaque année du projet « L'Agent principal soumet...la version provisoire du PTBA au plus tard 60 jours avant le début de l'année.... »	31/10 de l'année n-1 pour l'année n	A mettre en œuvre	Le délai moyen de présentation des PTBA 2013-2015 a été d'environ 79 jours. Pour le PTBA d'achèvement 2017-2018, le projet est instamment invité à respecter le délai de soumission du PTBA du 31/10/2016.
Section 9 .02 « états financiers »	« Le bénéficiaire remet au fond chaque année fiscale des états financiers..... dans un délai de 04 mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04 de l'année n pour l'exercice n-1	Conforme	Les états financiers de l'exercice 2015 ont été transmis au FIDA le 01/04/16.
Section 9.03 audit des comptes	Le bénéficiaire doit remettre au fonds dans les 6 mois suivant l'année fiscale une copie certifiée conforme du rapport d'audit... »	30/06 de l'année n pour l'exercice n-1	Conforme	Les rapports d'audit de l'exercice 2015 ont été transmis au FIDA le 21/04/16.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

L'approche du Propacom s'appuie sur plusieurs formes d'apprentissage pour: (i) les organisations professionnelles agricoles (OPA) qui doivent apprendre d'une part à préparer des plans d'affaires pour leurs micro-projets à présenter pour considération par les CRC et le COP et, d'autre, à mieux gérer leurs microprojets ou les ESOP dont certaines OPA font partie ; (ii) le personnel de l'unité de coordination du programme (y compris ceux des antennes régionales) qui doivent davantage jouer un rôle de coaching pour l'identification des besoins des OPA et la formulation de micro-projets, d'appui-conseil et de suivi des OPA; (iii) les producteurs et productrices à travers les formations et divers appuis conseils sans oublier l'alphabétisation ; (iv) les équipes qui gèrent les OPA et dont la formation et la qualification aideront à mieux structurer les OPA et à faire évoluer leur degré de maturité vers des niveaux supérieurs.

Après 5 ans de mise en exécution effective du PROPACOM depuis la date de son entrée en vigueur, les principales leçons apprises et expériences d'apprentissage pourraient se résumer comme suit:

Participation aux foires et salons de l'Agriculture. En 2015, le PROPACOM a facilité la participation de certaines OPA, de producteurs et des ESOP à la 3ème édition du salon de l'agriculture et des ressources animales (SARA) 2015 à Abidjan. Il s'agit de Katio-Akpa Sarl de Katiola, Tchologo riz Sarl de Ferké (2 des 3 entreprises créées autour des mini-rizeries installées autour des coopératives de producteurs de riz) et la Société Coopérative Simplifiée des Femmes de Gbêkê (SCOOPSFG), pour participer cette édition du SARA. En plus de ces structures, 18 producteurs individuels de la zone du projet ont pu visiter le SARA 2015, pour découvrir l'évolution de l'agriculture en Côte d'Ivoire et ailleurs dans le monde. Ils ont pu aussi échanger avec des acteurs du monde agricole de la Côte d'Ivoire et également d'autres pays présents au SARA du 02 au 12 avril 2015. La participation des producteurs à de tels événements leur offre aussi des opportunités de valorisation de leurs produits et savoirs faire.

Encadrement et formation aux techniques agricoles. Le PROPACOM a permis d'encadrer et former plusieurs producteurs en technique agricole. La formation et l'encadrement des exploitants comprend aussi bien les modules liés à la production (itinéraires techniques et les bonnes pratiques culturales) et que ceux relatifs aux opérations post-récolte (séchage, conditionnement, vente, etc.). Pour la production **de riz**, ce sont environ 350 exploitants qui ont été encadrés et 65 producteurs formés soit environ 20% des exploitants encadrés. En ce qui concerne la production **de maïs**, ce sont 3 027 exploitants qui ont été encadrés et 1969 producteurs formés soit environ 65% des exploitants encadrés.

Formation des membres et des dirigeants des OPA. dix modules définis lors du diagnostic organisationnel, ont été dispensés aux membres et dirigeant des OPA bénéficiaires du PROPACOM: Vie associative, Gestion comptable, financière et administrative, Techniques de commercialisation, Recherche de financement avec les institutions financières, Lobbying et leadership, Esprit entrepreneurial et gestion des affaires, Gestion des stocks, Mécanisme de reconstitution de fonds, Gestion des intrants et du matériel dans une OPA, Gestion de l'eau et des infrastructures d'irrigation, Organisation du comité de gestion des aménagements. Ce sont aux total 1661 membres dont 1 084 femmes qui ont été formés. Concernant les dirigeants, 69 ont été formés.

Formation en alphabétisation. 348 auditeurs dont 258 femmes ont suivi avec assiduité les cours d'alphabétisation. Dans chaque village d'implantation de centre d'alphabétisation, un dispositif d'alphabétisation fonctionnelle a été mis en place. Il est composé de (i) un comité villageois d'alphabétisation, (ii) un alphabétiseur endogène, (iii) un groupe d'apprenants. La supervision des activités d'alphabétisation fonctionnelle est assurée par la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle (DAENF) du ministère de l'éducation nationale. La DAENF a déjà effectué des missions d'évaluation. Il ressort des résultats de ces missions que le pourcentage de réussite global est de 69%. Quant au taux de fréquentation, il se situe à 83%.

Restauration de la fertilité des sols. Le PROPACOM a réalisé une étude pour évaluer les systèmes de production, proposer des actions qui permettent de minimiser les apports en engrais minéraux et des modalités de transfert de connaissances relatives à la restauration de la fertilité des sols. Cette

étude a fait ressortir un usage généralisé de l'herbicide qui s'accompagne d'un surdosage du produit, une situation en parallèle avec la rareté et la cherté de la main-d'œuvre agricole. Les fertilisants par contre sont sous dosés de manière générale et les dates d'apport optimales ne sont respectées que de manière approximatives. Elle a aussi mis en exergue la pratique de la monoculture en riziculture irriguée de bas-fonds, qui entraîne un épuisement sélectif du sol en éléments fertilisants, occasionnant des déséquilibres entre ceux-ci, qui se traduit par une baisse de la productivité. Au niveau des cultures maraîchères, les règles de succession ou de rotation des cultures permettant de réduire l'incidence des insectes et des maladies liées au sol ne sont pas respectées; les espèces d'une même famille botanique ne devant pas se succéder sur la même parcelle avant une période de trois (3) ans. L'étude a également précisé que les différentes doses d'engrais pratiquées sur le terrain ont pour la plupart été établies depuis de nombreuses années et ne sont toujours pas adaptées.

Les principaux défis à relever en matière d'apprentissage portent sur :

- (i) l'accélération de la mise en œuvre des sous composantes réhabilitation/aménagement hydro agricole et infrastructure marchande;
- (ii) la mise en place d'un système opérationnel de gestion, maintenance et de renouvellement des infrastructures agricoles et marchandes, ainsi que le renforcement de capacités des comités techniques mis en place dans le cadre de l'appui à la structuration des OPA ;
- (iii) l'autonomisation des OPA en matière d'approvisionnement des intrants à travers le système de reconstitution des fonds intrants et l'accès aux crédits ;
- (iv) la mise en place d'un système durable de gestion et de renouvellement des équipements mis à la disposition des OPA bénéficiaires du projet ;
- (v) l'appui à la préparation et la formulation des plans d'affaires bancables et microprojets pertinents.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Le PROPACOM a innové dans les domaines suivants:

Système d'irrigation de sites maraîchers. Dans le système prévu par le PPMS, l'irrigation des parcelles s'effectuait avec des arrosoirs remplis à partir des petits bassins parcellaires. Le PROPACOM dans le cadre de la consolidation de ce système a introduit une innovation visant à réduire la pénibilité de l'arrosage et le temps consacré à l'irrigation des parcelles. En effet le PPMS prévoyait l'irrigation des sites à l'aide d'arrosoirs remplis à partir de bassins parcellaires alimentés de façon gravitaire par un grand bassin placé en tête du réseau. Le remplissage des grands bassins s'effectuait par pompage pour les sites irrigués à partir des eaux de surface et à l'aide d'un système de puisage par seaux et cordages pour les sites à puits. L'innovation (système californien) introduite par le PROPACOM consiste à remplacer les bassins parcellaires et les arrosoirs par des bornes d'irrigation équipées de tuyaux d'arrosage flexibles, à prévoir le pompage sur les sites irrigués à partir des eaux souterraines et à concevoir leur réseau d'irrigation de façon à permettre une évolution par le raccordement de puits supplémentaires qui pourraient être réalisés par les bénéficiaires. L'ingénieur-conseil devait réaliser l'étude technique de ces modifications et les mettre à la disposition de l'entreprise en vue des travaux.

Le système de Riziculture Intensive (SRI). Le système de riziculture intensive est un nouveau système d'intensification du riz qui a été introduit auprès des producteurs bénéficiaire du PROPACOM et qui change la pratique traditionnelle de la riziculture en rendant au riz ses possibilités d'augmenter les rendement et la production.. Cette technique) permet optimiser le fort pouvoir de tallage du riz en créant des conditions favorables avec très peu de semences, d'eau et d'engrais chimique. Il nécessite cependant un enrichissement organique du sol et un entretien (désherbage pour réduire les compétitions avec les mauvaises herbes) permettant un bon développement végétatif.

En plus de ces innovations, le Projet entrevoit plusieurs activités novatrices pour prendre en compte les changements climatiques et l'appauvrissement des sols constatés dans la zone du projet. C'est ainsi de prévu de (i) diffuser dans le cadre de l'appui conseil des exploitants et l'appui à la structuration des OPA, les résultats novateurs des recherches du CNRA tendant à mettre au point des cultivars à cycle court pour ; (ii) réaliser une étude diagnostics de la fertilité des sols de la zone du

Projet pour mettre en place une fertilisation raisonnée en appliquant les doses effectives de fertilisants par nature de sol ; (iii) Vulgariser à l'utilisation compost.

Avec la fin prochaine du projet (dans 20 mois précisément), l'analyse et la capitalisation des innovations introduites et des expériences acquises dans le projet méritent de recevoir une attention particulière dans une perspective de mise à l'échelle et/ou de réplication à l'achèvement du projet.
